

<i><u>1^{ière}</u> PARTIE : ETUDE PRELIMINAIRE D'UN TABLEAU STATISTIQUE ET DU SUJET ARGUMENTATIF</i>
--

☞ *Cette partie du fascicule vous permet non seulement de calculer les indicateurs et de faire une bonne interprétation de ces indicateurs mais aussi, de connaître les diagrammes les plus fréquents à l'examen et les courbes d'évolution.*

☞ *Pour maîtriser les calculs d'indicateurs et leur interprétation, il faut d'abord observer les tableaux, ensuite essayer de retenir les formules et enfin, bien lire les interprétations des indicateurs de cette première partie.*

☞ *Tout élève de Terminale STEG doit être optimiste en disant ceci : « je dois être capable d'interpréter n'importe quel indicateur économique ou social et être en mesure de construire une courbe ou un diagramme quelconque ».*

☞ *L'étude du sujet argumentatif apparaît aussi dans cette partie pour permettre aux candidats de l'assimiler davantage et de le comprendre.*

A) ETUDE PRELIMINAIRE D'UN TABLEAU STATISTIQUE

Un tableau statistique est l'ensemble des observations statistiques disposées verticalement en colonnes et horizontalement en lignes selon un ordre déterminé.

Le corps d'un tableau statistique est la partie qui contient les données chiffrées sans le Total

Exemple : Répartition des élèves de la T^{le} GB selon le sexe en 2017.

Catégories	Elèves
Garçons	25
Filles	17
Total	42

Source : LETFP-Kolda

Le champ du tableau est constitué de la population statistique étudiée, de la période de référence, de la zone de référence et des unités utilisées.

Exemple : Taux de croissance de la population du Sénégal de 1970 à 2005

Années	1970	1976	1988	2002	2003	2004	2005
Taux de croissance en %	2,6	2,7	2,7	2,4	2,4	2,4	2,4

Source : Situation économique du Sénégal en 2005.

On a le champ suivant :

- Population statistique étudiée : Le taux de croissance de la population sénégalaise
- Période de référence: 1970 à 2005
- Zone de référence: Sénégal
- Unité utilisée: Pourcentage

1) SITUATION DU TABLEAU

- Lire le titre du tableau ainsi que les intitulés des lignes et des colonnes.
- Donner le champ du tableau ainsi que ses caractéristiques : population étudiée, unités, zone de référence, période de référence, type de tableau.
- Rechercher la source du tableau notamment le nom de l'organisme de publication.

2) LECTURE ACTIVE DES DONNEES DU TABLEAU

- Pour chaque ligne et pour chaque colonne, choisir une donnée et exprimer dans une phrase l'information qu'elle contient.
- Encadrer les valeurs remarquables de chaque série statistique c'est-à-dire les minima et les maxima, les valeurs de début et de fin de période dans le cas d'une série chronologique.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

3) CALCULS D'INDICATEURS ET INTERPRETATION

Lorsqu'on veut savoir si une variable économique a augmenté ou a diminué, on calcule un certain nombre d'indicateurs parmi lesquels, on peut citer :

a) Le taux de croissance

C'est la variation relative d'une grandeur exprimée en %. Il peut être positif ou négatif.

$$TC = \frac{V_A - V_D}{V_D} \times 100$$

V_A : Valeur d'arrivée

V_D : Valeur de départ

NB : Si le TC *est négatif*, on parlera de **taux de variation** et non de taux de croissance.

Si le $TC \geq 100\%$, on calculera et interprétera obligatoirement le **coefficient multiplicateur**

Application

Tableau 1: Comptes économiques de l'UEMOA en milliards de FCFA

	1995	1996	1997	1998	1999
PIB à prix courants	11614,6	12782,6	14151,1	15244,3	15950,3
Investissement	2042,7	2158,9	2562,1	2979,3	2866,7
Epargne intérieure	1494,8	1882,8	2308,9	2692,5	2588,0
Indice déflateur	109,7	104,1	103,9	102,6	101,2

Source : BCEAO

Calculez puis interpréter le TC du PIB à prix courants de l'UEMOA entre 1996 et 1997.

NB : *Il faut faire apparaître toujours dans l'interprétation : la période de référence, la zone de référence, la variable économique utilisée, les unités, le résultat obtenu et la source.*

Toute la source ne sera pas utilisée ; on prend uniquement l'organisme de publication.

Correction

$$TC = \frac{V_A - V_D}{V_D} \times 100 = \frac{14151,1 - 12782,6}{12782,6} \times 100 = 10,71\%$$

Interprétation : Entre 1996 et 1997, dans les pays de l'UEMOA, le PIB à prix courants était passé de 12782,6 milliards de FCFA à 14151,1 milliards de FCFA, soit une augmentation de 10,71% selon la BCEAO.

b) Le coefficient multiplicateur

C'est un outil qui permet de mesurer par combien est multipliée une variable entre 2 années

$$CM = \frac{V_A}{V_D} ; \text{il n'a pas d'unité et doit toujours être } \geq 2$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Application

Tableau 2: PIB/hbt en dollars de 1990

	1970	1998
Afrique	1311	1368
Asie	1536	3565
Amérique Latine	4016	5795
Europe Occidentale	10297	17921

Source : Alternative économique 2001

Calculez et interpréter le coefficient multiplicateur du PIB/ hbt de l'Asie entre 1970 et 1998.

Correction

$$CM = \frac{VA}{VD} = \frac{3565}{1536} = 2,32$$

Interprétation: Entre 1970 et 1998, le PIB/hbt de l'Asie était passé de 1536 dollars à 3565 dollars, soit 2,32 fois plus élevé selon l'Alternative économique 2001.

c) L'indice

C'est un outil statistique qui nous permet de suivre l'évolution d'une grandeur économique.

$$i = \frac{V_A}{V_D} \times 100 = \frac{\text{grandeur de l'année courante}}{\text{grandeur de l'année de base}} \times 100$$

NB : L'indice de l'année de base est toujours égal à 100. L'indice n'a pas d'unité, mais la différence entre deux indices donne des points. De même, la différence entre deux pourcentages donne des points.

Application 1

D'après le tableau 1, calculez puis interpréter l'indice du PIB à prix courants de l'UEMOA en 1999, base 100 : 1996

Correction

$$i = \frac{V_A}{V_D} \times 100 = \frac{15950,3}{12782,6} \times 100 = \boxed{124,78}$$

Interprétation: L'indice du PIB à prix courants de l'UEMOA était de 124,78 en 1999, base 100 en 1996; soit une augmentation de 24, 78 points par rapport à l'année de base selon la BCEAO.

Application 2

En se référant au Tableau 1, calculez puis interpréter l'indice du PIB à prix courants de 1996, base 100 : 1999

Correction

$$i = \frac{V_A}{V_D} \times 100 = \frac{12782,6}{15950,3} \times 100 = \boxed{80,14}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Interprétation: L'indice du PIB à prix courants de l'UEMOA était de 80,14 en 1996, base 100 en 1999; soit une diminution de 19,86 points par rapport à l'année de base selon la BCEAO.

d) L'écart absolu

$Ea = V_A - V_D$. Il peut être positif ou négatif et peut être exprimé en années, en milliards, en points, en millions de dollar mais jamais en %.

Application 1

Tableau 3 : Indice des prix du Sénégal

1988	1990
100	150

Source : ANSD

Calculez puis interprétez l'écart absolu de l'indice des prix du Sénégal entre 1988 et 1990

Correction

$$Ea = V_A - V_D = 150 - 100 = \boxed{50 \text{ points}}$$

Interprétation: Entre 1988 et 1990, l'indice des prix du Sénégal était passé de 100 à 150, soit une augmentation de 50 points indiciaires par rapport à l'année de base (1988) selon l'ANSD.

Application 2

Tableau 4 : Taux de croissance du Sénégal

2002	2005
6,5%	4,5%

Source : ANSD

Calculez et interprétez l'écart absolu du taux de croissance du Sénégal entre 2002 et 2005

Correction

$$Ea = V_A - V_D = 4,5\% - 6,5\% = \boxed{-2 \text{ points}}$$

Interprétation: Entre 2002 et 2005, le taux de croissance du Sénégal était passé de 6,5% à 4,5%, soit une diminution de 2 points de pourcentage selon l'ANSD.

Application 3

Tableau 5: Espérance de vie à la naissance du Sénégal

1990	1995
52 ans	51 ans

Source : ANSD

Calculez puis interprétez l'écart absolu de l'espérance de vie du Sénégal entre 1990 et 1995

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Correction

$$Ea = V_A - V_D = 51 \text{ ans} - 52 \text{ ans} = \boxed{-1 \text{ an}}$$

Interprétation: Entre 1990 et 1995, l'espérance de vie à la naissance du Sénégal était passée de 52 ans à 51 ans, soit une diminution d'un an selon l'ANSD.

e) Le taux de croissance annuel moyen

C'est la racine $n^{\text{ième}}$ du rapport entre la valeur de l'année d'arrivée et celle de l'année de départ, ôtée de l'unité, le tout multiplié par 100.

$$TCAM = \left[\sqrt[n]{\frac{V_A}{V_D}} - 1 \right] \times 100 = \left[\left(\frac{V_A}{V_D} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right] \times 100 \text{ avec } \boxed{n = \text{année d'arrivée} - \text{année de départ}}$$

Application:

En se référant au Tableau 1, calculez puis interprétez le taux de croissance annuel moyen de l'investissement de l'UEMOA entre 1996 et 1999.

Correction

$$TCAM = \left[\left(\frac{2866,7}{2158,9} \right)^{\frac{1}{3}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{9,91\%}$$

Interprétation: Entre 1996 et 1999, l'investissement de l'UEMOA était passé de 2158,9 milliards de FCFA à 2866,7 milliards de FCFA ; soit une augmentation annuelle moyenne de 9,91% selon la BCEAO.

NB: Le TCAM peut être positif ou négatif. Si le numérateur (V_A) est supérieur au dénominateur (V_D), le résultat sera positif. Si le numérateur (V_A) est inférieur au dénominateur (V_D), le résultat sera négatif et on l'appellera taux de variation annuelle moyenne (TVAM).

f) La part relative

C'est le rapport entre l'effectif partiel et l'effectif total d'une population, multiplié par 100

$PVR = \frac{\text{effectif partiel}}{\text{effectif total}} \times 100$. Elle s'exprime toujours en % et s'arrête à 2 chiffres après la virgule

Application

Tableau 6: Répartition des élèves de la T^{le} GB selon le sexe en 2017.

Catégories	Elèves
Garçons	23
Filles	15
Total	38

Source : LETFP-Kolda **TAF** : Calculez la part des garçons de la classe de T^{le} GA en 2017

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Correction

$$PVR = \frac{\text{effectif partiel}}{\text{effectif total}} \times 100 = \frac{23}{38} \times 100 = \boxed{60,53\%}$$

Interprétation : En 2017, la part des garçons qui font la T^{le} GA est de 60,53% selon LETFPK

4) REPRESENTATION GRAPHIQUE

Parmi les différents types de diagrammes, nous pouvons citer :

a) Le diagramme circulaire ou diagramme camembert ou diagramme à fromage

Pour ce type de diagramme, les données peuvent être en valeur absolue ou en valeur relative.

☞ Si elles sont en valeur absolue, on fait : Effectif total $\Rightarrow 360^\circ$.

Ensuite, on prendra : $\alpha_1 = \frac{\text{effectif partiel}}{\text{effectif total}} \times 360^\circ$ ainsi de suite jusqu'à α_n

☞ Si elles sont en valeur relative, c'est-à-dire en %, on fait : 100% $\Rightarrow 360^\circ$.

Ensuite, on prendra : $\alpha_1 = \frac{\text{part relative}}{100} \times 360^\circ$ ainsi de suite jusqu'à α_n

NB : *Les valeurs en degré (angles) ne doivent pas apparaître dans le cercle. Respectez aussi le sens contraire du déplacement de l'aiguille d'une montre tout en suivant l'ordre des angles.*

b) Le diagramme à secteurs rectangulaires ou à tiroirs d'orgue ou à barre

Pour construire ce type de diagramme, il faut mettre les données en % et les années en abscisses toujours. Son échelle reste toujours : 1cm $\Rightarrow 10\%$.

c) Le diagramme à bandes ou diagramme en barres

C'est le diagramme le plus difficile à tracer. On met en abscisse, les pays ou secteurs ou continents... s'il y a **une seule année** et les barres seront **espacées**. S'il y a plusieurs pays ou secteurs ou continents...et plusieurs années alors, on mettra **les années sur l'axe des abscisses** et les barres seront **collées** cette fois-ci

NB :

- Pour la construction des diagrammes en économie, le titre est toujours mis en haut, l'échelle et la légende à droite et la source en bas en commençant par D'après...
- Il y a également **les courbes d'évolution** à tracer dans certains sujets à venir.

Ce qu'il faut toujours retenir sur les calculs d'indicateurs

NB 1 : Mesurer l'évolution d'une grandeur d'une zone entre deux années

Mesurer l'évolution d'une grandeur d'une zone entre deux années nécessite **un seul calcul** :

- ✚ En général, si cette question est demandée, la différence entre les 2 années est ≤ 2 . Dans ce cas, si la grandeur est exprimée en %, on calculera l'écart absolu en respectant la formule VA-VD et on l'interprète obligatoirement. Ici, l'Ea peut être positif ou négatif.
- ✚ Si la grandeur n'est pas exprimée en %, on calculera alors le taux de croissance (TC) et on l'interprète obligatoirement.

Exemple :

Document 1 : Evolution des Exportations et Importations du Sénégal (en millions de F.CFA)

	2011	2012	2013	2014
Exportations	1.236.776	1.401.980,4	1.422.488,4	1.472.741,1
Importations	2.420.394	2.870.912,5	2.893.509,8	2.855.987,1
PIB nominal	6.782.804,8	7.263.777,8	7.386721,7	7.741.328,3

Source : ANSD/BCEAO

- 1) Mesurer l'évolution des importations du Sénégal entre 2013 et 2014.
- 2) Mesurer l'évolution de la part des exportations dans le PIB nominal du Sénégal entre 2011 et 2012.

NB 2 : Calculer l'évolution d'une grandeur d'une zone entre deux années

Calculer l'évolution d'une grandeur d'une zone entre deux années nécessite **un seul calcul** :

- Si la différence entre les 2 années est > 2 , quelle que soit l'unité de la grandeur, on calculera le TCAM et on l'interprète si c'est demandé.
- Si la différence entre les 2 années est ≤ 2 et que la grandeur est exprimée en %, on calculera alors l'écart absolu et on l'interprète si c'est demandé.
- Si la différence entre les 2 années est ≤ 2 et que la grandeur n'est pas exprimée en %, on calculera alors le taux de croissance (TC) et on l'interprète si c'est demandé.

Exemple :

Document 2: Exportations du Sénégal en 1997 et en 2005 (en millions de F CFA)

Années		Afrique	Europe	Asie	Amérique	Autres
1997	1998	108376	161695	81142	2575	39268
2005	2000	328079	205638	126016	11394	90444

Source : ANSD, « échanges extérieurs du Sénégal », 2007.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

1) Calculez l'évolution des exportations du Sénégal en Amérique entre 1997 et 2005.

2) Calculez l'évolution des exportations du Sénégal en Europe entre 1998 et 2000.

NB 3 : Comparer deux grandeurs de même nature dans deux zones différentes pour une année

Comparer deux grandeurs de même nature à des (deux) zones différentes pour une année consiste à calculer le coefficient multiplicateur à l'aide de la calculatrice en mettant la plus grande valeur au numérateur et la plus petite valeur au dénominateur ; donc, **un seul calcul** :

- Si on obtient un résultat ≥ 2 , alors on mettra sur la copie du devoir : « Calculons le coefficient multiplicateur ». On donne sa formule, on le calcule, encadre le résultat et on l'interprète obligatoirement.
- Si on obtient un résultat < 2 , alors on mettra sur la copie du devoir : « Calculons l'écart absolu ». On donne sa formule, on le calcule en mettant la plus grande valeur devant, encadre le résultat et on l'interprète obligatoirement.

Exemple :

Document 3: PIB/hbt en dollars de 1990

	1970	1998
Afrique	1311	1368
Asie	1536	3565
Amérique Latine	4016	5795
Europe Occidentale	10297	17921

Source : Alternative économique 2001

1) Comparer le PIB/ hbt de l'Amérique latine à celui de l'Europe occidentale en 1998.

2) Comparer le PIB/ hbt de l'Afrique à celui de l'Asie en 1970.

B) ETUDE DU SUJET ARGUMENTATIF

La méthodologie de la question de synthèse (sujet argumentatif désormais) est une épreuve de sciences économiques et sociales du baccalauréat de la série G (STEG maintenant). La question de synthèse s'appuie sur un travail préparatoire imposé où la réflexion est guidée. Le travail préparatoire et la réponse à la question de synthèse constituent deux parties d'égale importance pour la notation (deux parties notées chacune sur 10 points). Portant sur un thème, la question de synthèse repose notamment sur l'étude de trois ou quatre documents appelés *dossier documentaire*.

I) COMPOSITION DE L'EPREUVE

L'épreuve est une question de synthèse étayée par un travail préparatoire. La durée de l'épreuve est de quatre heures.

1-Le travail préparatoire

Le travail préparatoire a pour objet :

- de vérifier la connaissance de notions essentielles et la maîtrise des outils et des savoir faire nécessaires (définitions, utilisation de termes dans un nouveau contexte, mise en œuvre de mécanismes, réalisation de calculs d'indicateurs, de graphiques...)
- de mesurer la capacité d'analyse du candidat sur un ou plusieurs éléments des documents proposés, en liaison avec le sujet.

2-La question de synthèse (sujet argumentatif proprement dit)

Le libellé du sujet doit inviter le candidat à effectuer une démonstration en situant la problématique imposée par la question. Il doit permettre au candidat :

- de rassembler les informations issues du travail préparatoire et de ses connaissances personnelles.
- d'argumenter, c'est-à-dire de mettre en ordre les informations pertinentes au regard du sujet proposé, de faire preuve d'esprit critique et de s'exprimer de façon claire, correcte et concise.

Répondre au sujet argumentatif suppose construire une introduction, un développement et une conclusion

a) L'introduction

Elle est composée de 3 parties :

- ☞ L'approche : elle consiste à relier le sujet à un fait d'actualité ou à le replacer dans une perspective historique. Elle nécessite aussi la définition des termes du sujet.
- ☞ La problématique : elle consiste à décomposer le sujet en deux questions qui feront chacune l'objet d'une partie. Dès fois, une seule question suffit. On verra !
- ☞ Le plan : il nous permet de dégager les parties à traiter dans le développement.

b) Le développement

Il comprend toujours deux parties qui découlent de la formulation du sujet et répond à un certain nombre de principes :

- Les parties et les sous-parties doivent apparaître obligatoirement s'il s'agissait de la question de synthèse mais dans le cas d'un sujet argumentatif, seules les parties sont obligatoires ; les sous parties ne le sont pas, mais il est souhaité de les mettre ; c'est mieux. Le titre de chaque partie et sous-partie doit être souligné. L'ordre et la cohérence doivent être respectés.
- Les phrases de transition entre les parties et les sous-parties doivent apparaître.
- Tous les documents doivent être exploités et mis entre parenthèse.
- Il faut éviter les paraphrases, les abréviations, la forme personnelle (moi, je), les fautes d'orthographe, de syntaxe, de ponctuation...

c) La conclusion

Elle est composée de 2 parties à savoir le bilan et l'ouverture.

Le bilan consiste à répondre à la question posée en résumant l'essentiel des idées principales évoquées dans les parties et *l'ouverture* permet d'ouvrir une réflexion personnelle en dégagant des perspectives relatives au thème étudié sous forme de phrase interrogative en général

II) LE DOSSIER DOCUMENTAIRE

L'exploitation des documents est un élément fondamental pour la réussite du sujet argumentaire. L'ensemble des documents appelés dossier documentaire, peut comporter soit :

- Un tableau statistique et deux textes économiques uniquement
- Un tableau statistique, deux textes économiques et un graphique
- Deux tableaux statistiques et deux textes économiques

III) PREPARATION DE L'INTRODUCTION DU SUJET ARGUMENTATIF

Parlant auparavant de la question de synthèse en série G, le sujet était libellé ainsi :

Sujet 1 : **A l'aide de vos connaissances personnelles, du travail préparatoire et des documents ci-joints, vous montrerez que le commerce international est favorable aux pays en développement puis vous donnerez ses obstacles dans l'économie de ces pays.**

Désormais, avec le sujet argumentaire de la série STEG, le sujet est libellé de cette manière :

Sujet 1 (modifié) : **Le commerce international est-il favorable au pays en développement ?**

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Dans tous les cas, nous allons rapidement préparer notre introduction au brouillon en se fondant sur trois étapes :

ETAPE 1 : QUESTIONS PRELIMINAIRES

1) Sur quoi porte le sujet ? Le commerce international

2) Est-ce que le sujet est délimité :

a) Dans le temps ? : non

b) Dans l'espace ? : oui, les pays en développement

ETAPE 2 : DETERMINATION DES GRANDES PARTIES DU SUJET

I) Les avantages du commerce international dans les pays en développement

II) Les obstacles du commerce international dans les pays en développement

ETAPE 3 : CONSTRUCTION DE L'INTRODUCTION AVEC SES 3 PARTIES

1) L'approche : répond toujours aux questions : qui ? et pourquoi ?

Pour accroître leur production et satisfaire la demande intérieure (pourquoi), les pays en développement (qui) s'intéressent au commerce international. Ce dernier désigne l'ensemble des échanges de biens et services entre les différents pays de la planète.

2) La problématique : Quels sont les atouts et les limites du commerce international dans les pays en développement ?

3) Le plan : Nous allons dans une première partie, montrer les avantages du commerce international puis dans une seconde partie, nous dégagerons ses obstacles dans les pays en développement.

Application (L'introduction est à essayer)

Sujet : L'intégration économique est-elle bénéfique aux pays de l'UEMOA ?

<i>2^{ème} PARTIE : DEFINITIONS DE TERMES ECONOMIQUES ET QUESTIONS DE SYNTHESE COMPLETEMENT CORRIGÉES</i>
--

➤ *Cette partie du fascicule vous permet de vous entraîner davantage et d'améliorer votre degré de compréhension. Donc, de grâce, traitez d'abord les sujets avant de regarder la correction ! Evitez d'apprendre par cœur les corrigés. C'est très dangereux !*

➤ *Quelqu'un qui essaye de le faire, le regrettera car une question de synthèse nécessite obligatoirement une exploitation des documents et, si un de vos professeurs vous donne un sujet argumentatif semblable à un des sujets du fascicule et que les documents ne sont pas les mêmes, vous serez astreints à faire un nouveau travail.*

➤ *Un sujet argumentatif fait sans parties, ni exploitation de documents, c'est comme un match de football organisé sans matchs amicaux ; il faut l'éviter.*

➤ *Si votre professeur vous dit par exemple qu'il fera un devoir portant sur le chapitre « L'intégration économique » et que vous vous apprêtez à photocopier quelques pages de ce fascicule que vous garderez avec vous, vous pourrez être surpris lors d'un devoir ; ce qui n'est pas du tout souhaitable.*

➤ *Ayez l'habitude de souligner les définitions et d'encadrer les résultats obtenus lors d'un devoir ou à l'examen ; cela permettra au correcteur de gagner du temps en corrigeant.*

➤ *Les sujets de BAC de la série L2 et de la série G du 1^{er} groupe et du 2nd groupe se trouvent dans le site www.officedubac.sn. Essayez de les traiter soigneusement et montrez-les à vos professeurs qui vont vous apporter des éclaircissements ; cela vous ouvrira le chemin vers la réussite.*

A) DEFINITIONS DE TERMES ECONOMIQUES

1) Externalité

On parle d'externalité lorsque l'action d'un agent influe directement sur la situation d'un autre agent sans passer par les mécanismes de marché. On l'appelle encore effet externe.

2) Capital humain

C'est l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive.

3) Politique de substitution des importations

C'est une stratégie d'industrialisation qui consiste à remplacer progressivement les produits importés, satisfaisant la demande domestique, par une production locale.

4) Politique de promotion des exportations

C'est une stratégie d'industrialisation qui consiste pour un pays, à exporter sa production sur le marché mondial en s'appuyant sur une compétitivité-prix favorable. Autrement dit, c'est une stratégie d'industrialisation consistant à remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles exportations en profitant de la dynamique des avantages comparatifs.

5) Population active

C'est l'ensemble des personnes en âge de travailler ayant ou recherchant une activité rémunérée.

6) Croissance potentielle

Elle correspond à l'augmentation maximale de la production que peut obtenir un pays en mobilisant tous les facteurs de production dont il dispose.

7) Capital social

C'est l'ensemble des relations familiales, amicales, professionnelles qu'un individu peut mobiliser pour améliorer sa situation.

8) Progrès technique

Ensemble des innovations qui permettent d'accroître la productivité globale des facteurs.

9) Développement extraverti ou extraversion

C'est un processus de développement économique orienté vers l'exportation de produits et dont le financement est souvent d'origine étrangère.

10) Innovation

Elle correspond à l'introduction des inventions dans le processus de production ou sur le marché.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

11) Investissement

C'est l'acquisition de biens durables par une entreprise aujourd'hui en vue d'accroître son potentiel productif dans le futur.

12) Développement durable

C'est une forme de développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

13) Fond vert

C'est l'enveloppe qui représente l'engagement financier des pays développés vis à vis de ceux en développement pour lutter contre le réchauffement climatique.

14) Productivité

C'est l'ensemble des quantités produites ou valeurs ajoutées réalisées par un facteur de production en un temps donné.

15) Croissance endogène

C'est l'augmentation de la production qui résulte d'un progrès technique endogène c'est-à-dire issu de l'accumulation de capitaux permise par la croissance elle-même.

16) Taux de croissance du PIB

C'est le pourcentage d'augmentation de la production d'un pays au cours d'une année.

17) Economie souterraine ou économie parallèle

Elle désigne l'ensemble des activités licites ou illicites qui échappent au contrôle de l'Etat.

18) Dette publique

C'est l'ensemble des sommes d'argent que les administrations publiques doivent encore rembourser à leurs créanciers (Il s'agit de l'encours de la dette).

19) Choc économique

C'est une perturbation imprévue de l'activité économique liée à une variation brutale de la situation économique des offreurs ou des demandeurs.

20) Déficit public

Il correspond à des recettes fiscales et sociales (Impôts, cotisations sociales) inférieures aux dépenses publiques des administrations publiques (Etat, Sécurité sociale, Collectivités locales).

21) Détérioration des termes de l'échange

Elle traduit l'incapacité d'un pays à couvrir ses dépenses d'importations par ses recettes d'exportations.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

22) Annulation de la dette

C'est une mesure prise par un pays qui choisit d'annuler la créance qu'il détient sur un autre lorsque celui-ci est touché par de grandes difficultés économiques.

23) Mécanisme du multiplicateur

Mécanisme économique par lequel une hausse des dépenses publiques entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la demande et de la production nationale.

24) Secteur primaire

Il correspond aux activités liées à l'extraction des ressources naturelles.

Il comprend l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et l'exploitation minière.

25) Secteur secondaire

Il correspond aux activités liées à la transformation des matières premières, qui sont issues du secteur primaire. *Il comprend aussi des activités variées telles que l'industrie du bois, l'aéronautique et l'électronique, le raffinage du pétrole...*

26) Secteur tertiaire

Il correspond à l'ensemble des activités liées aux services tels que le transport, le tourisme, l'éducation, la santé, l'assurance, la restauration...

27) Economie d'endettement

C'est une économie caractérisée par la montée de la dette des agents économiques au niveau national et international.

28) La Triade

Elle désigne l'ensemble des trois régions à savoir l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie pacifique qui ont tendance à dominer l'économie mondiale.

29) Choc pétrolier

Il désigne les conséquences de la hausse importante et soudaine du prix du pétrole sur les pays importateurs.

30) Commerce équitable

C'est un système d'échange dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial.

31) Niveau de vie

Il correspond à la quantité de biens et services disponibles pour une personne ou un groupe d'individus.

32) Filiale

C'est une entreprise dont le capital est détenu à plus de 50% par une autre dite société mère.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

33) Développement humain

Il correspond à une situation dans laquelle les individus arrivent tous à satisfaire leurs besoins fondamentaux et à réaliser leur choix de vie.

34) Firme multinationale (FMN)

C'est une grande entreprise possédant au moins une filiale à l'étranger et qui exerce ses activités productives dans plusieurs pays.

35) « Organisations Non Gouvernementales » (ONG)

Ce sont des organismes ayant une large structure internationale mais dont le financement est essentiellement privé et dont l'objectif est de venir en aide aux pays en voie de développement ou aux victimes de catastrophes ou de conflits.

36) Pays en voie de développement

Ce sont les pays dont les structures économiques, politiques et sociales ne permettent pas de satisfaire les besoins fondamentaux des populations et qui se caractérisent principalement par une pauvreté massive ainsi qu'une faible insertion dans l'économie mondiale.

37) Plan d'ajustement structurel

Un programme d'ajustement structurel est un programme de réformes économiques que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques, de sortir de leur crise économique.

38) Concurrence

C'est un régime de marché dans lequel les entreprises rivalisent pour obtenir la plus grande part de marché.

39) Tarif extérieur commun (TEC)

C'est un tarif douanier appliqué par les pays membres d'une union douanière vis-à-vis des pays non membres.

40) Indice déflateur

C'est un indicateur qui permet de supprimer l'effet d'inflation afin de connaître la variation en volume d'une grandeur.

41) Entre le PIB et l'IDH, quel est l'indicateur le plus pertinent ? Justifiez !

L'IDH est l'indicateur le plus pertinent **car** il mesure le développement en tenant compte de la richesse, de la scolarité et du niveau de santé des populations alors que le PIB mesure le développement en tenant compte uniquement de la richesse.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

42) Donnez deux (02) limites du PIB/hbt et deux (02) limites de l'IDH.

➤ Deux (02) limites du PIB/hbt :

- Le PIB/hbt est une moyenne pondérée qui ne prend pas en compte les inégalités de revenus.
- Le PIB/hbt ne se traduit pas toujours par une amélioration du niveau de vie car la population peut augmenter beaucoup plus vite que la production.

➤ Deux (02) limites de l'IDH :

- L'IDH suppose que ses composantes sont commensurables (ont le même poids)
- L'IDH inclut dans son calcul, le PIB/hbt qui présente déjà des insuffisances.

43) Quelles sont les raisons qui font que le PIB en volume mesure mal la production réalisée ?

- ☐ D'une part, le PIB ne prend pas en compte la production illicite (drogue, prostitution...) qui échappe au contrôle de l'Etat.
- ☐ D'autre part, il sous-évalue l'économie souterraine légale mais non déclarée : travail au noir, fraude fiscale...Les comptables opèrent un redressement à partir d'enquêtes sans être sûrs de tout prendre en compte.
- ☐ Enfin, le PIB ne retient pas la production non marchande des hommes ou des femmes au foyer ou des bénévoles qui réalisent pourtant une production qui augmente la richesse disponible par habitant.

44) Les 3 piliers du développement durable :

1) Assurer l'équité sociale

Il s'agit de satisfaire les besoins essentiels de l'humanité en logement, alimentation, santé et éducation, en réduisant les inégalités entre les individus dans le respect de leurs cultures.

2) Conserver l'intégrité de l'environnement

Il s'agit de préserver les ressources naturelles à long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques et en limitant des impacts environnementaux.

3) Améliorer l'efficacité économique

Il s'agit de favoriser une gestion optimale des ressources humaines, naturelles et financières afin de permettre la satisfaction des besoins des communautés humaines.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

B) QUESTIONS DE SYNTHÈSE COMPLÈTEMENT CORRIGÉES**QUESTION DE SYNTHÈSE N°1 (BAC 2011 série G)****THEME : CROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT****DOSSIER DOCUMENTAIRE****Document 1 :** Indicateurs socioéconomiques de la Corée et de l'Égypte en %

	Corée du Sud		Égypte	
	1975	1998	1975	1998
Population (en millions d'habitants)	35 ,3	46,5	38,8	66,2
Croissance annuelle moyenne du PIB/hbt en %	6,5		2,9	
Espérance de vie à la naissance en années	65,4	72,4	55,4	66,3
Taux de scolarisation des 12-17 ans en %	55,9	85,5	20,7	50,9
Taux d'analphabétisme des plus de 15 ans en %				
-Hommes	4,6	1,0	50,2	34,5
-Femmes	15,0	4,1	79,2	58,2
Indicateur de développement humain (IDH)	0,584	0,854	0,433	0,623
Structure de la population active en %				
-Secteur primaire	45 ,7	12,4	48,6	33,1
-Secteur secondaire	23,0	27,8	18,4	20 ,4
-Secteur tertiaire	31,3	59,8	32,8	46,5

Source : L'Etat du monde, la découverte, 2001 et rapport annuel PNUD, 2000**Document 2** : Ce critère est-il fiable et significatif ?

« Les grandeurs de la comptabilité nationale conduisent à mesurer la croissance par un indicateur unique, le PNB dont il est devenu banal aujourd'hui de signaler l'inadéquation. Ainsi, le PNB augmente avec les embouteillages (les consommations d'essence augmentent), avec les accidents d'autos (les réparations se multiplient), avec la durée des transports en commun. Il augmente aussi si les parcs naturels deviennent privés. Il ne varie que si les dépenses de santé diminuent autant qu'augmentent celles de l'armée ou si la production agricole décroît d'une grandeur égale à la hausse en valeur des services ou enfin, s'il opère une redistribution des revenus des plus riches. Cette avalanche d'exemples suffit à montrer que cet indice ne caractérise que l'intensité de l'activité marchande ».

Source : Jacques ATTALI, la NEF, n°52

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Document 3 : Indicateurs socio économiques de quelques pays en 2003

Indicateurs \ Pays	Nigeria	Afrique du Sud	Bulgarie	Malaisie
PIB par habitant en \$ PPA	860	10070	7130	9120
IDH	0,466	0,666	0,796	0,793
Espérance de vie la naissance	51,6	48,8	70,9	73
Taux d'alphabétisation	66,8	86	98,6	88,7
Taux de scolarisation	45	77	76	70
Rang PIB-Rang IDH	15	-66	10	-2

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2003

Document 4 : Autres aspects du développement

C'est un phénomène qualitatif qui ne saurait se ramener à des indicateurs de croissance : le développement recouvre l'ensemble des transformations dans les structures économiques sociales et culturelles qui accompagnent et permettent la croissance.

Ainsi, le développement est la « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement, son produit réel global »

Source : F.PERROUX, l'économie du XX^{ie} siècle, PUG 1991

I) Travail préparatoire (10 points)

Question 1 : Définissez les termes et expressions suivants : Espérance de vie à la naissance, IDH, PNB, Parité de pouvoir d'achat (PPA) **(02 points)**

Question 2 : Donnez une interprétation du nombre souligné en gras (document1) **(01 point)**

Question 3 : Comment peut-on expliquer l'augmentation de l'IDH en Corée entre 1975 et 1998? (document 1) **(02 points)**

Question 4 : Citez quelques exemples qui montrent les lacunes du PNB comme indicateur du niveau de développement d'un pays (document 2) **(01 point)**

Question 5 : Quels sont les critères retenus par le PNUD pour élaborer l'IDH ? Ces critères vous semblent-ils pertinents ? **(01,5 point)**

Question 6 : Représenter à l'aide d'un diagramme à bandes, le PIB/hbt des différents pays pour l'année 2003 (document 3) **(02,5 points)**

II) Question de synthèse (10 points)

Après avoir montré que la croissance est indispensable au développement, vous ferez apparaître les limites de la relation croissance - développement.

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°1

Travail préparatoire

Question 1 : Définissons les termes et expressions suivants :

Espérance de vie à la naissance : c'est la durée de vie moyenne qu'un individu peut espérer atteindre depuis sa naissance.

IDH : c'est un indicateur synthétique qui permet de mesurer le niveau de développement humain d'un pays.

PNB : c'est l'ensemble des richesses créées par les agents économiques nationaux d'un pays où qu'ils soient pendant une année.

PIB : c'est l'ensemble des richesses créées par les agents économiques résidents à l'intérieur du territoire national pendant une année.

Parité de pouvoir d'achat (PPA) : c'est un taux de change qui permet d'acheter à des conditions identiques, le même type de produit dans deux pays différents.

Question 2 : Donnons une interprétation du nombre souligné

6,5 : Entre 1975 et 1998, le PIB/hbt de la Corée du Sud a augmenté en moyenne de 6,5% par an selon PNUD.

Question 3 : L'augmentation de cet IDH de 0,27 point s'explique par :

- Une augmentation de l'espérance de vie à la naissance de 7 ans
- Une augmentation du niveau de vie de 6,5% en moyenne chaque année
- Une augmentation du taux de scolarisation de 29,6 points
- Une baisse du taux d'analphabétisme de 3,6 points pour les hommes et de 10,9 points pour les femmes

Question 4 : Citons quelques exemples qui montrent les lacunes du PNB comme indicateur du niveau de développement d'un pays

Il augmente avec les embouteillages, les accidents d'autos, la durée des transports en commun.

Question 5 :

Les critères retenus par le PNUD pour élaborer l'IDH sont : la longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation et enfin le niveau de vie mesuré par le log du PIB/hbt exprimée en PPA

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Oui, d'une part, ces critères semblent pertinents car ils permettent de mesurer le niveau de développement humain mais, ils sont insuffisants d'autre part car l'IDH ne prend pas en compte le niveau de participation des femmes à la vie économique, le droit des hommes, la liberté syndicale entre autres.

Question 6 : Représentons à l'aide d'un diagramme à bandes, le PIB/hbt des différents pays pour l'année 2003

Titre: Diagramme à bandes du PIB/hbt des différents pays pour l'année 2003

II) Question de synthèse

Pour améliorer le niveau de vie des populations et satisfaire au mieux leurs besoins sans cesse grandissants, les gouvernements visent la croissance voire le développement.

La croissance économique est l'augmentation soutenue d'un indicateur de dimension pendant une longue période et le développement, c'est l'ensemble des transformations mentales et sociales qui accompagnent et favorisent la croissance économique.

En quoi la croissance est-elle nécessaire au développement ?

Quelles sont les insuffisances de la relation croissance-développement ?

Ainsi, nous tenterons de montrer d'abord que la croissance est indispensable au développement et enfin, nous parlerons des limites de cette relation.

I) L'indispensabilité de la croissance par rapport au développement

Nous allons montrer que la croissance économique est indispensable au développement tant sur le plan économique que sur le plan social.

1) Sur le plan économique

Avec une forte augmentation du PIB, la hausse simultanée des revenus des agents et la création d'épargne intérieure suffisante seront constatées. La croissance permettra donc de nouvelles recettes fiscales avec une forte perception de TVA entraînée par un accroissement de la consommation, provoquant ainsi une augmentation des dépenses publiques telles que la création des infrastructures routières, ferroviaires favorisant ainsi le développement. La Corée du Sud en est un exemple avec un taux de croissance annuel moyen du PIB/hbt de 6,5% dans la période 1975-1998 (doc 1). La croissance permet aussi le renforcement des secteurs d'activité. C'est encore le cas de la Corée du Sud avec une augmentation de la population active de 4,8 points de % dans le secteur secondaire et de 28,5 points de % dans le secteur tertiaire. C'est le même cas aussi pour l'Egypte avec des % d'augmentation respectifs de 2 points et de 13,7 points dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Outre son importance sur le plan économique, la croissance est aussi indispensable au développement sur le plan social.

2) Sur le plan social

La croissance favorise l'automatisation et la mécanisation qui vont permettre aux hommes, une réduction drastique de la pénibilité du travail et un gain de temps substantiel.

En plus, l'accroissement du PIB se traduira par une augmentation de l'investissement en capital humain avec les formations et les stages et une stimulation du nombre d'emplois créés. En 2003, grâce à la croissance, la Bulgarie a connu un taux d'alphabétisation de 98,6% et l'Afrique du Sud, un taux de scolarisation de 77% (doc 3). L'augmentation des revenus découlant de la croissance, va permettre une amélioration du niveau de vie avec l'existence de biens de consommation diversifiés d'où une augmentation de l'espérance de vie à la naissance. C'est le cas de la Corée du Sud avec une durée de vie moyenne de 72,4 ans en 1998 (doc 1) et de la Malaisie avec une espérance de vie de 73 ans en 2003 (doc 3). Enfin, l'Etat pourra également favoriser la redistribution des revenus en donnant plus d'allocations familiales, de pensions de retraite au grand bonheur des populations à faibles revenus. La croissance est certes indispensable au développement, mais elle présente aussi des conséquences néfastes au détriment des populations.

II) Les limites de la croissance face au développement

La croissance a un impact négatif sur l'environnement et sur l'homme, lui-même.

1) Sur le plan environnemental

La croissance tant souhaitée, devient de plus en plus un ennemi de la nature, particulièrement de l'environnement. En effet, s'il y a embouteillages ou accidents d'autos, le PNB augmente (doc 2) ; ce qui est absurde. Lorsqu'il y a croissance économique, le progrès technique se développe et pour les besoins des machines, les gens sont obligés d'utiliser de plus en plus de matières premières. A la longue, ils risquent d'épuiser ces ressources. De même, avec les besoins de la croissance, le machinisme se développe et l'existence de plusieurs entreprises aura pour conséquence, la pollution de l'air et des mers. Si nous ajoutons à cela les déchets toxiques, les ressources halieutiques tendront à s'épuiser. Tchernobyl fut un exemple historique avec la marré noire et la radioactivité. La pollution de l'air peut rendre certains espaces impraticables. C'est le cas de la zone Rufisque-Bargny au Sénégal avec la pollution occasionnée par la SOCOCIM. Avec la croissance, on note également un réchauffement de l'atmosphère et une déforestation à outrance. Parlons à présent, des effets pervers de la croissance sur l'homme.

2) Sur le plan humain

La croissance entraîne chez l'homme des idées qui le poussent à sa propre destruction. En effet, la science et le progrès technique l'ont poussé à créer ses propres tueurs ; c'est le cas de la bombe atomique qui a rasé Nagasaki et Hiroshima les 06 et 09 août 1945 par les Etats-Unis d'Amérique et qui a causé environ 250.000 victimes. Comme disait Rabelais « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». En réalité l'homme ne meurt pas, il se tue.

En outre, avec le progrès technique, les emplois sont menacés du fait de la substitution de l'homme par les machines d'où le chômage technologique. Et, avec la pollution, certaines maladies comme le cancer, la tuberculose voire même la coqueluche ont tendance à persister. En outre, la croissance creuse les écarts entre les riches et les pauvres par des phénomènes tels que la marginalisation, l'indifférence qui peuvent entraîner à la longue, la délinquance, l'agression, l'escroquerie... Ce flot d'exemples suffit pour montrer que la croissance est insuffisante au développement.

En résumé, force est de constater que la croissance est nécessaire au développement sur le plan économique et sur le plan social. Mais, elle est insuffisante au développement à cause des effets pervers liés à l'environnement et à l'humanité.

Ne serait-il pas envisageable pour certains pays, de prôner la croissance zéro ?

QUESTION DE SYNTHESE N°2 (SUJET IMPORTANT)
THEME : PAUVRETE ET SOUS-DEVELOPPEMENT

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1 : La parole aux pauvres

« La pauvreté ? Ne me demandez pas ce que c'est : vous l'avez rencontré devant ma porte. Regardez la maison, regardez mes vêtements, regardez tout ce qu'il y a ici et écrivez ce que vous voyez ; c'est ça la pauvreté ». Un homme au Kenya.

« Evidemment, nos champs ne nous rapportent guère ; tous les produits, les articles achetés dans les magasins coutent chers. La vie est dure, nous travaillons mais nous ne gagnons pas beaucoup ; nous n'achetons rien et manquons de tout. Il n'y a pas d'argent et nous nous trouvons pauvres ». Un groupe d'hommes et de femmes pauvres, Equateur

« La pauvreté, c'est l'humiliation, le sentiment de dépendance, être obligé de subir le mépris, les insultes et l'indifférence quand on cherche de l'aide ». Une femme pauvre, Lettonie.

« Au début, j'avais peur de tout et de tout le monde : de mon mari, de la police...Mais aujourd'hui, je n'ai peur de personne, j'ai mon propre compte en banque, je suis responsable du groupe d'épargne de mon village...Je parle de notre mouvement à mes sœurs. Et nous avons un syndicat de 40.000 adhérents dans le district » ; Un groupe de femmes et d'hommes pauvres, Inde. « Quand mon mari tombe malade, c'est une calamité. Notre vie s'arrête jusqu'à ce qu'il guérisse et retourne au travail ». Une femme pauvre, Egypte.

Source : Narayan, Chambers, Shah et Petesch, 2000

Document 2 : Théories explicatives du sous développement

De nombreux auteurs entreprirent d'expliquer pourquoi les structures des pays sous développés entraînaient des processus de reproduction et de blocage. Ainsi, la théorie du cercle vicieux de la pauvreté repose sur les propositions suivantes : le revenu est une fonction de l'investissement ; l'investissement une fonction de l'épargne et l'épargne, une fonction du revenu. On a ainsi une théorie qui met en évidence ce qu'on appelle un processus productif.

Un second groupe de théories, fait de l'étroitesse du marché, le principal facteur de stagnation.

Un troisième groupe de théories insistent sur les mécanismes pervers engendrés par ce qu'on appelle traditionnellement « les effets de démonstration »

Un quatrième groupe de théories fait de l'absence de capital social, le principal blocage.

Source : R.Bourdon, Dictionnaire critique de la Sociologie

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Document 3 : La pauvreté absolue par région

Régions	Nombres de gens (millions) vivant avec moins d'un dollar par jour			
	1990	1993	1996	1998
Asie de l'Est et Asie Pacifique	452,4	431,9	265,1	278,3
Chine non comprise	92	83,5	55,1	65,1
Europe et Asie Centrale	7,1	18,3	23,8	24
Amérique Latine et Caraïbes	73,8	70,6	76	78,2
Moyen Orient et Afrique du Nord	5,7	5	5	5,5
Asie du Sud	495,1	505,1	531,7	522
Afrique Subsaharienne	243,3	273,3	289	290,9
Total	1277,4	1304,2	1190,6	1198,9
	917	955,8	980,6	985,7

Source : Banque Mondiale

I) Travail préparatoire (10 points)

- 1) Préciser le sens des expressions suivantes : sous développement, cercle vicieux de la pauvreté, dualisme économique, stratégie de développement. **(02 points)**
- 2) Quelles sont les différentes manifestations de la pauvreté ? (Doc1+connaissances personnelles). **(01 point)**
- 3) Pourquoi affirme-t-on que la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour lutter efficacement contre la pauvreté en Afrique ? **(01,5 point)**
- 4) Calculer pour les différents groupes de pays (Chine non comprise) les parts relatives du nombre de gens vivant avec moins d'un dollar par jour en 1993. (doc3). **(01,5 point)**
- 5) Calculer puis interpréter l'évolution annuelle moyenne du nombre de gens vivant avec moins d'un dollar par jour en Afrique Subsaharienne entre 1990 et 1998. (doc3). **(01 point)**
- 6) Construisez le diagramme circulaire de la répartition de la population vivant avec moins d'un dollar par jour dans les différents groupes de gens en 1998 (doc3). **(03 points)**

II) Question de synthèse (10 points)

Après avoir analysé les facteurs explicatifs de la pauvreté liés au sous-développement, vous dégagerez les stratégies de lutte contre la pauvreté qui vous semblent les mieux appropriées.

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°2

I) Travail préparatoire

1) Précisons le sens des expressions suivantes :

Sous développement : c'est un phénomène par lequel l'appareil productif d'un pays ne parvient pas à satisfaire les besoins primaires des citoyens.

Cercle vicieux de la pauvreté : c'est une théorie qui a été élaborée par Nurske qui considère que le sous-développement est issu de la pauvreté et d'une explosion démographique.

Dualisme économique : c'est une réalité des pays du tiers monde exprimant la coexistence d'une société traditionnelle et rurale aux techniques archaïques et d'une société moderne et industrielle aux techniques sophistiquées.

Stratégie de développement : c'est l'ensemble des voies et moyens mis en œuvre par un pays pour atteindre le développement.

2) Quelles sont les différentes manifestations de la pauvreté ?

Les manifestations représentent ici les caractéristiques.

Les caractéristiques internes : le dualisme économique, la désarticulation, l'explosion démographique, l'inégale répartition des revenus, la non satisfaction des besoins de base.

Les caractéristiques externes : la dépendance financière, la dépendance technologique, la dépendance commerciale.

3) Pourquoi affirme-t-on que la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour lutter contre la pauvreté ?

La croissance est une condition nécessaire parce qu'elle entraîne une augmentation des revenus distribués, la création d'emplois, la prise en charge de la demande sociale, une amélioration du niveau de vie des populations.

Mais, elle est insuffisante pour lutter contre la pauvreté à cause de la mauvaise répartition des revenus, des effets pervers de l'environnement, de la disparition de certaines valeurs culturelles, de l'individualisme, du matérialisme etc.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

4) Calculons pour les différents groupes de pays (Chine non comprise) les parts relatives du nombre de gens vivant avec moins d'un dollar par jour en 1993

$$PR = \frac{\text{effectif partiel}}{\text{effectif total}} \times 100$$

$$\text{Chine non comprise : PVR} = \frac{83,5}{955,8} \times 100 = \boxed{8,74\%}$$

$$\text{Europe et Asie centrale : PVR} = \frac{18,3}{955,8} \times 100 = \boxed{1,91\%}$$

$$\text{Amérique latine et Caraïbes : PVR} = \frac{70,6}{955,8} \times 100 = \boxed{7,39\%}$$

$$\text{Moyen Orient et Afrique du Nord : PVR} = \frac{5}{955,8} \times 100 = \boxed{0,52\%}$$

$$\text{Asie du Sud : PVR} = \frac{505,1}{955,8} \times 100 = \boxed{52,85\%}$$

$$\text{Afrique subsaharienne : PVR} = \frac{273,3}{955,8} \times 100 = \boxed{28,59\%}$$

5) Calculons puis interprétons l'évolution annuelle moyenne du nombre de gens vivant avec moins d'un dollar par jour en Afrique Subsaharienne entre 1990 et 1998

$$TCAM = \left[\left(\frac{VA}{VD} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right] \times 100 = TCAM = \left[\left(\frac{290,9}{243,3} \right)^{\frac{1}{8}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{2,26\%}$$

Interprétation: Entre 1990 et 1998, le nombre de gens vivant avec moins d'un dollar par jour en Afrique subsaharienne est passé de 243,3 millions de personnes à 290,9 millions de personnes, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,26% selon la banque mondiale.

6) Construisons le diagramme circulaire de la répartition de la population vivant avec moins d'un dollar par jour dans les différents groupes de gens en 1998

$$\text{Chine non comprise : } \alpha_1 = \frac{65,1 \times 360}{985,7} = \boxed{23,8^\circ}$$

$$\text{Europe et Asie centrale : } \alpha_2 = \frac{24 \times 360}{985,7} = \boxed{8,8^\circ}$$

$$\text{Amérique latine et Caraïbes : } \alpha_3 = \frac{78,2 \times 360}{985,7} = \boxed{28,6^\circ}$$

$$\text{Moyen Orient et Afrique du Nord : } \alpha_4 = \frac{5,5 \times 360}{985,7} = \boxed{2^\circ}$$

$$\text{Asie du Sud : } \alpha_5 = \frac{522 \times 360}{985,7} = \boxed{190,6^\circ}$$

$$\text{Afrique subsaharienne : } \alpha_6 = \frac{290,9 \times 360}{985,7} = \boxed{106,2^\circ}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Titre : Diagramme circulaire de la répartition de la population vivant avec moins d'un dollar par jour dans les différents groupes de gens en 1998

II) Question de synthèse

Après la seconde guerre mondiale, d'importantes disparités ont été constatées dans la situation économique et sociale des différents pays du monde. Ainsi, les 4/5 de la population mondiale habitent dans les pays qui ne produisent que 1/5 des richesses mondiales ; ce qui laisse apparaître la notion de pauvreté. Cette dernière traduit la situation d'un individu ou d'une population qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour satisfaire ses besoins en biens et services.

Quelles sont les causes de la pauvreté liées au sous-développement ?

Quelles peuvent être les politiques de lutte contre ce fléau ?

Nous allons d'abord parler des facteurs explicatifs de la pauvreté liés au sous-développement avant de dégager les stratégies de lutte contre la pauvreté les mieux appropriées.

I) Les facteurs explicatifs de la pauvreté liés au sous-développement

Parmi ces facteurs, nous pouvons citer les facteurs interne et externe

1) Les facteurs internes

Parlant de ces facteurs, nous pouvons noter l'explosion démographique. En effet, Les forts taux de fécondité, de mortalité infantile et de natalité constituent des caractéristiques démographiques particulières aux pays en développement. Ainsi, la croissance démographique diminue le PIB par habitant, augmente le nombre de chômeurs et pousse l'Etat à augmenter les impôts ou à s'endetter auprès des organismes internationaux.

Notons aussi la faiblesse des revenus. En effet, la faiblesse de l'appareil productif et celle du taux d'investissement face à un accroissement de la population, entraîne inéluctablement une baisse du revenu par tête. Selon le (doc 3), le diagramme circulaire nous montre qu'en 1998, l'Asie du Sud présente la plus grande part du nombre de gens vivant avec moins d'un dollar par jour, soit 52,95% suivie de l'Afrique subsaharienne avec une part relative de 29,51% de pauvres.

En outre, dans les pays sous-développés, il n'y aurait qu'une personne sur cinq qui travaille à plein temps. Une telle situation laisse entrevoir un taux élevé de dépendance qui se traduit, entre autres, par une pression constante sur les individus qui travaillent et qui courent, ainsi, le risque de basculer dans la pauvreté monétaire. Cela s'explique par cette révélation de la femme égyptienne dans le (doc 1): « Quand mon mari tombe malade, c'est une calamité. Notre vie s'arrête jusqu'à ce qu'il guérisse et retourne au travail ».

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Le phénomène de la désarticulation qui se traduit par une juxtaposition des secteurs d'activité (agriculture, industrie, services), n'est pas en reste. Dans certains pays du Tiers-monde, ces secteurs n'entretiennent que peu d'échanges. En effet, les économies du secteur traditionnel sont repliées sur elles mêmes et ne tissent entre elles que de rares relations.

Nous allons maintenant parler des facteurs externes.

2) Les facteurs externes

Ils sont nombreux. D'abord, il y a la dépendance économique qui se manifeste par l'extraversion des économies et l'implantation des firmes multinationales. Cette situation entraîne un commerce illégal, une détérioration des termes de l'échange, une fuite des capitaux aggravant ainsi le déficit de la balance des paiements et une hausse de la dette extérieure d'où le terme de cercle vicieux de la pauvreté (doc 2). De plus, les pays en développement se soumettent aux politiques d'ajustement imposées par les bailleurs de fonds qui sont à l'origine de conséquences sociales désastreuses.

Ensuite, nous notons la dépendance commerciale qui se traduit par la fixation des prix de matières premières par les pays développés qui sont les principaux clients. En outre, les exportations sont composées en majorité par des produits primaires et les importations par des produits manufacturés qui sont plus chers que les produits primaires d'où la dégradation des termes de l'échange.

En parlant de la dépendance alimentaire, nous voyons quela plupart des pays en développement ont un mode de consommation tourné vers l'extérieur. Par exemple, le riz constitue la base alimentaire pour le Sénégal ; ce qui accentue le déficit de la balance commerciale et le manque de débouchés aux produits locaux.

Parlons enfin, de la dépendance technologique qui se caractérise par le transfert de technologie des pays développés vers les pays en développement. Malheureusement, ces transferts de technologies se font à des coûts très élevés. Toutes ces caractéristiques expliquent la pauvreté de ces pays.

Nonobstant toutes ces difficultés, les pays sous-développés mettent quand même en œuvre, des stratégies de lutte contre la pauvreté.

II) Les stratégies de lutte contre la pauvreté

Pour améliorer leur situation économique et sociale, les pays en voie de développement doivent faire des choix de stratégies économiques parmi lesquels nous pouvons retenir la stratégie agricole et la stratégie industrielle.

1) La stratégie agricole

L'agriculture occupe 65% de la population active, mais bute souvent sur l'intensification et les conditions climatiques. Dans les pays de l'UEMOA par exemple, des stratégies de développement agricole se sont orientées vers la mise en place d'une politique agricole commune. Il suffit de:

-Maîtriser l'eau : c'est un domaine très important pour l'intensification de l'agriculture, mais également pour faire face aux aléas climatiques, notamment dans les pays sahéliens, comme le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, mais également les zones sahéliennes des pays côtiers, c'est-à-dire le Bénin, la Côte-D'ivoire et le Togo. Il s'agit de mettre en place une importante politique de maîtrise de l'eau car tout le monde s'est rendu compte aujourd'hui que l'agriculture pluviale n'est plus une agriculture sur laquelle les gens peuvent compter. Il faut maîtriser l'eau pour arriver à une complémentarité entre l'agriculture pluviale et l'agriculture irriguée.

D'ailleurs, les statistiques de l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) le montrent : tous les pays qui ont un degré adéquat d'autosuffisance et de sécurité alimentaire, ont irrigué près de 20% de leurs terres irrigables. La Côte d'ivoire par exemple, grande productrice d'athiékié et de cacao, doit intensifier sa production afin de satisfaire plus facilement les consommateurs des autres pays. Le Sénégal aussi peut faire la même chose pour l'arachide.

-Améliorer la productivité de l'agriculture en accordant une attention particulière aux petits exploitants et aux agriculteurs, améliorer les mécanismes de crédit et de financement agricole ainsi que l'accès au crédit, assurer aussi la sécurité alimentaire pour tous et assurer l'accès des pauvres à une alimentation et une nutrition adéquate.

-Promouvoir des mesures pour lutter contre la dégradation des ressources naturelles et encourager des méthodes de production qui soient écologiquement durables. C'est l'engagement pris par le Comité Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)

-Intégrer enfin les ruraux à l'économie de marché et leur fournir un meilleur accès à l'exportation. Le financement est l'un des nœuds du problème de l'agriculture en Afrique plus particulièrement dans notre sous région.

2) la stratégie industrielle

Cette stratégie est pertinente dans les pays en développement. Nous pouvons citer quelques stratégies industrielles parmi lesquelles :

-L'industrialisation par substitution aux importations : En effet, l'un des problèmes majeurs des pays en développement, provient du déficit de leur échange extérieur de sorte que certains pays (Brésil, Argentine, Corée du sud etc.) optent pour une politique de substitution aux importations. Cette stratégie a pour but de remplacer les importations de produits de consommation par une production locale de ces mêmes produits. Le principe est de mettre en place un développement autocentré, fondé sur une demande intérieure forte. L'Etat établit ainsi des protections douanières dans les secteurs de biens de consommation mais instaure des droits de douanes faibles pour encourager l'investissement et accorde des subventions.

-L'industrialisation par promotion des exportations : les stratégies d'ouverture sur l'économie mondiale correspondent à une activité productive orientée par les marchés étrangers (stratégie d'extraversion). C'est le cas de l'industrialisation par promotion des exportations par laquelle les pays en développement cherchent à exporter des produits transformés plutôt que des produits primaires (stratégie des NPI). Les pays en développement choisissant une stratégie de promotion des exportations, ont cherché à attirer les capitaux et à développer les transferts de technologiques (investissements directs notamment).

-La politique des industries industrialisantes : Ici, l'objectif est d'assurer la formation d'une base industrielle nationale privilégiant certaines branches industrielle : « les industries industrialisantes » qui sont des activités motrices caractérisées par leurs effets d'entraînement en amont et en aval sur l'ensemble de l'industrie comme la sidérurgie, la métallurgie, la pétrochimie ; c'est le cas de l'Algérie

En peu de mots, nous pouvons dire que la pauvreté est un phénomène imparable car jusqu'à présent, beaucoup de pays en souffrent à cause du manque de ressources financières et de l'explosion démographique. Cependant, avec les nouvelles stratégies mises en œuvre, certains pays, en faisant recours au financement, peuvent espérer atteindre l'émergence voire même le développement.

La politique agricole ne serait-elle pas la meilleure solution pour combattre ce phénomène ?

QUESTION DE SYNTHÈSE N°3 (BAC 2012 série G)
THEME : L'AGRICULTURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1

Alors que les conditions macroéconomiques et les prix des denrées de base se sont améliorés en Afrique subsaharienne à partir du milieu des années 1990, la croissance agricole s'est accélérée passant de 2,3% par an dans les années 1980 à 3,8% entre 2001 et 2005. **La pauvreté rurale a commencé à diminuer aux endroits où la croissance s'opérait, mais une croissance rapide de la population a absorbé le gros des gains, réduisant la croissance agricole par habitant à 1,5%.** Une croissance et une réduction de la pauvreté plus rapides sont à présent réalisables mais elles nécessitent des engagements, des compétences et des ressources.

Des conditions locales diverses en Afrique subsaharienne donnent lieu à une vaste gamme de systèmes agricoles et à l'utilisation de plusieurs types de denrées alimentaires de base, ce qui implique que la voie vers l'accroissement de la productivité diffère considérablement de celle observée en Asie. Si la diversité complique le développement de nouvelles technologies, elle offre par ailleurs un large éventail de possibilités d'innovation. La dépendance à l'égard du calendrier et de la quantité des chutes de pluies accentue la vulnérabilité aux chocs climatiques et limite la capacité de recours aux technologies connues de renforcement du rendement.

Source: Rapport sur le développement du monde 2008; l'agriculture au service du développement.

Document 2: Taux d'accroissement annuels moyens (en %) du PIB réel par habitant

Régions	TCAM du PIB réel/habitant		TCAM de la population	
	1990-2000	2000-2006	1990-2000	2000-2006
Pays moins avancés d'Afrique	<u>0,6</u>	3,8	2,8	2,7
Ensemble des pays en développement	3,2	4,2	1,8	<u>1,5</u>

Source: Secrétariat de la CNUCED à partir des données de la statistique et de la division de la population Janvier 2008.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Document 3 : Amener l'agriculture sur le marché

L'Etat et le secteur privé peuvent aider les petits exploitants à développer et mettre à niveau leur gamme d'actifs et de pratiques de manière à satisfaire aux nouveaux critères des supermarchés et autres chaînes d'approvisionnement coordonnées. Les options incluent les investissements en biens publics, pour augmenter la productivité des producteurs agricoles et leur connexion aux marchés, des changements et des efforts conjoints entre le secteur public et le secteur privé pour promouvoir l'action collective et bâtir la capacité technique des petits paysans pour leur permettre de satisfaire aux nouvelles normes. Une assistance technique correctement ciblée des bailleurs de fonds, des gouvernements ou organisations non gouvernementales est souvent nécessaire pour permettre aux organisations de producteurs de surmonter ces premiers obstacles et devenir des entrepreneurs professionnels. L'assistance doit être fournie avec un engagement à long terme mais avec, aussi, une stratégie bien établie de retrait progressif et une vision claire en ce qui concerne le passage du relais.

Source: Rapport sur le développement du monde ; 2008. L'agriculture au service du développement.

Document 4: Taux de pauvreté global, (part de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour)

Régions Années	Afrique subsaharienne	Asie du Sud	Asie de l'Est et Pacifique
1993	79,8	85,1	70,6
2002	77,5	83,4	45,6

Source: Rapport sur le développement du monde 2008 ; l'agriculture au service du développement.

I) Travail préparatoire (10 points)

- 1) Définissez les termes économiques suivants : gain de productivité, croissance économique, autosuffisance alimentaire, politique agricole. **(02 points)**
- 2) a) Expliquez la phrase en caractère gras. **(01 point)**
b) Qu'est-ce qui explique la différence des voies vers l'accroissement de la productivité entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie ? (document 1) **(01 point)**
- 3) a) Donnez la signification économique des valeurs soulignées du document 2 **(01 point)**
b) Comparez la croissance de la population des PMA d'Afrique et celle de l'ensemble des pays en développement entre 2000 et 2006. Qu'en déduisez-vous ? (document 2) **(01,5 point)**
- 4) a) Quelle signification donnez-vous à la valeur 2,15 dollars / jour ? **(01,5 point)**

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

b) Par un diagramme en barres représentez graphiquement les taux de pauvreté des trois régions en 1993 et en 2002 (document 4). **(02 points)**

Consigne : Portez les taux à l'ordonnée et les années en abscisse.

II) Question de synthèse (10 points)

A l'aide des documents, du travail préparatoire et de vos connaissances personnelles, vous analyserez les obstacles de l'agriculture dans les pays sous développés, puis vous dégagerez les axes stratégiques d'une agriculture de développement en Afrique subsaharienne.

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHESE N°3

I) Travail préparatoire

1) Définissez les termes économiques suivants :

Gain de productivité : c'est l'augmentation de la productivité entraînée par une innovation apportée à la combinaison productive.

Croissance économique : c'est l'augmentation de la production d'un pays sur une longue période.

Autosuffisance alimentaire : c'est la possibilité pour un pays de subvenir aux besoins alimentaires de sa population par sa seule et propre production.

Politique agricole : c'est l'ensemble des mesures d'interventions publiques portant sur la production agricole nationale.

2) a) Expliquez la phrase en caractère gras.

Cette phrase signifie que l'apparition de la croissance grâce à l'agriculture, a entraîné une diminution de la pauvreté des ruraux mais à cause de l'explosion démographique, une importante partie de la production a été consommée ; ce qui est à l'origine de cette faible croissance agricole par habitant.

b) Qu'est-ce qui explique la différence des voies vers l'accroissement de la productivité entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie?

Cette différence des voies s'explique par le fait que la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne sont des pays moins avancés et que la plupart des pays d'Asie appartiennent aux nouveaux pays industrialisés.

3) a) Donnez la signification économique des valeurs soulignées du document 2

0,6% : représente le TCAM du PIB réel/habitant des pays moins avancés d'Afrique dans la période 1990-2000 selon CNUCED. 1,5% : représente le TCAM de la population des pays en développement dans la période 2000-2006 selon CNUCED.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

b) Comparez la croissance de la population des PMA d'Afrique et celle de l'ensemble des pays en développement entre 2000 et 2006.

Calculons l'écart absolu : $E_A = V_A - V_D = 2,7\% - 1,5\% = 1,2 \text{ points}$

Interprétation : Dans la période 2000-2006, la croissance de la population des PMA d'Afrique s'élevait à 2,7% et celle de l'ensemble des Pays en développement, de 1,5% ; soit une augmentation de 1,2 points de pourcentage de plus pour les PMA d'Afrique.

Qu'en déduisez-vous ?

Nous pouvons en déduire que la population des PMA d'Afrique croît plus vite que celle de l'ensemble des pays en développement.

4) a) Quelle signification donnez-vous à la valeur 2,15 dollars / jour ?

2,15 dollars / jour : représente le seuil de pauvreté c'est-à-dire, le revenu qu'une personne doit disposer au minimum pour ne pas être considéré comme pauvre.

b) Par un diagramme en barres représentez graphiquement les taux de pauvreté des trois régions en 1993 et en 2002.

Titre : Diagramme en barres des taux de pauvreté des trois régions en 1993 et en 2000

II) Question de synthèse

Pour satisfaire les besoins alimentaires des populations et accroître leur production, la plupart des pays sous développés mettent en pratique l'agriculture. Cette dernière désigne l'ensemble des savoir-faire et activités ayant pour objet, la culture des terres.

Quelles sont les difficultés de l'agriculture dans les pays sous-développés ? Quelles peuvent être les pratiques d'une agriculture de développement en Afrique subsaharienne ?

Nous allons d'abord parler des obstacles de l'agriculture dans les pays sous-développés. Enfin, nous dégagerons les stratégies d'une agriculture de développement en Afrique subsaharienne.

I) Les obstacles de l'agriculture dans les pays sous développés

Dans ces pays, l'agriculture présente beaucoup de difficultés parmi lesquelles nous pouvons citer d'une part, l'explosion démographique et la dépendance pluviométrique et d'autre part, les facteurs naturels et le manque de moyens financiers.

1) L'explosion démographique et la dépendance pluviométrique

En parlant d'abord de la croissance démographique, nous pouvons dire qu'elle constitue une source de blocage de l'agriculture des pays pauvres. En effet, dans ces pays, pour éviter que la sous alimentation s'installe, les populations consomment la plus grande partie des récoltes ; ce qui est à l'origine de la faiblesse de leur production. *Le document 1* vient de nous le confirmer avec cette phrase « la pauvreté rurale a commencé à diminuer aux endroits où la croissance s'opérait, mais une croissance rapide de la population a absorbé le gros des gains, réduisant la croissance agricole par habitant à 1,5% ».

En plus, c'est à cause de l'expansion démographique qu'une grande partie des terres cultivables sont constituées par des logements ; ce qui n'est pas favorable à l'agriculture.

Nous pouvons noter aussi la dépendance pluviométrique. En effet, la plupart des paysans ont tendance à attendre précipitamment la saison des pluies qui ne dure à peine que 3 mois dans ces pays et si cette saison tarde à démarrer, l'inquiétude commence à s'installer aussi bien pour les agriculteurs que pour les conducteurs de troupeaux. *Le document 1* nous le confirme avec la phrase suivante « la dépendance à l'égard du calendrier et de la quantité des chutes de pluies accentue la vulnérabilité aux chocs climatiques et limite la capacité de recours aux technologies connues de renforcement du rendement »

2) Les facteurs naturels et le manque de moyens financiers

Dans les pays sous développés, l'agriculture fait face à des problèmes liés à la nature.

Nous pouvons noter entre autres, l'infertilité des sols causée par les séries de sécheresses dues au réchauffement climatique, les inondations qui détruisent parfois les récoltes. A cela, s'ajoutent la déforestation et la présence des animaux nuisibles à la plante comme les criquets, les termites ... qui influent négativement sur les rendements agricoles du fait du manque d'intrants et de pesticides.

En plus, l'agriculture des pays sous développés souffre du manque de moyens financiers pour acheter des machines et des semences d'où la faiblesse des rendements. En effet, au lieu de se baser sur des moyens plus techniques, ces populations utilisent des techniques archaïques ; ce qui implique que la voie vers l'accroissement de la productivité diffère considérablement de celle observée en Asie (doc 1). Cette situation est aggravée par la diminution voire la suppression des subventions et l'existence de bons impayés ; ce qui amène les paysans à pratiquer l'exode rural. Tous ces facteurs accroissent le déficit vivrier et les importations alimentaires d'où la nécessité d'adopter des stratégies agricoles.

II) Les stratégies d'une agriculture de développement en Afrique subsaharienne

Plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre pour développer l'agriculture en Afrique subsaharienne. Parmi ces stratégies, nous pouvons noter :

1) La révolution verte

Tout le monde s'est rendu compte aujourd'hui que l'agriculture pluviale n'est plus une agriculture sur laquelle on peut compter. Il faut pratiquer la révolution verte en essayant de maîtriser l'eau pour arriver à une complémentarité entre l'agriculture pluviale et l'agriculture irriguée. La révolution verte peut donc constituer le symbole des solutions proposées pour atteindre l'autosuffisance alimentaire dans ces pays et promouvoir les exportations en cas de succès. Elle consiste à employer des variétés de plantes à hauts rendements (VHR) comme le blé, le maïs, le riz qui permettent deux à trois récoltes par an, augmentant ainsi la production. Elle a couronné de succès dans certains pays comme les Philippines, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, la Chine. En effet, puisque la saison des pluies est très courte dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne et que la révolution verte nécessite beaucoup d'eau, les populations doivent mettre en place une importante politique de maîtrise de l'eau. C'est un domaine prépondérant pour l'intensification de l'agriculture.

2) L'agrobusiness et la réforme agraire

Le but de l'agro-business est de mettre en relation l'agriculture et l'industrie.

Autrement dit, l'agriculture doit être en amont et en aval de l'industrie.

- En amont : l'augmentation des revenus devrait permettre d'absorber les produits industriels et ainsi stimuler l'investissement. De même, l'agriculture a besoin de facteurs de production comme les machines et les produits phytosanitaires.

- En aval : les hauts rendements dans l'agriculture fournissent aux ouvriers des subsistances à bon prix limitant ainsi le coût du travail ; ce qui sera favorable à l'industrie et à son développement.

Donc, les pays sous développés doivent importer d'abord des industries de transformation qui leur permettront, avec la manufacture, d'avoir suffisamment de produits finis et de les exporter convenablement.

Quant à la réforme agraire, les gouvernements doivent mettre à la disposition des paysans, des terres cultivables, des outils de production performants et une bonne formation.

Le document 3 le montre avec cette phrase « une assistance technique correctement ciblée des bailleurs de fonds, des gouvernements ou organisations non gouvernementales est souvent nécessaire pour permettre aux organisations de producteurs, de surmonter ces premiers obstacles et devenir des entrepreneurs professionnels ».

En définitive, nous pouvons dire que l'agriculture des pays sous développés présente beaucoup d'obstacles notamment l'explosion démographique, la dépendance pluviométrique, les facteurs naturels et le manque de moyens financiers. Cependant, des axes stratégiques peuvent être mis en œuvre comme la révolution verte, l'agrobusiness et la réforme agraire.

La politique agricole suffira-t-elle pour sortir ces pays de leur pauvreté ?

QUESTION DE SYNTHESE N°4
THEME : LE COMMERCE INTERNATIONAL

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1

C'est au 19^e siècle, en réponse à la propagande exercée par les tenants du libre échange, que s'affirmèrent les fondements du protectionnisme. La critique, par les penseurs allemands, tout particulièrement, des conséquences concrètes d'une libre circulation des marchandises entre des pays aux potentiels économiques et surtout industriels inégaux, a montré que, loin de se traduire par des bénéfices accrus pour tous les pays, le libre échange assurait la domination des plus avancés, interdisant la constitution d'une industrie nationale chez les plus faibles. C'est effectivement à l'abri des barrières douanières établies que l'industrie allemande comme l'industrie américaine ont pu se développer à l'époque. D'ailleurs, bien au-delà des constructions théoriques qui le fondent rationnellement, le protectionnisme, expression économique du fait national, s'est constamment affirmé comme répondant souvent à des préoccupations sociales, qu'il s'agisse de sauvegarder certaines catégories socioprofessionnelles, de faciliter la reconversion d'activités condamnées en ménageant des transitions nécessaires ; ou plus généralement, de maintenir le plein emploi de la main d'œuvre nationale : de plus en plus au cours des périodes de tensions internationales, il reflète le souci d'assurer la sécurité du pays dont la subsistance se trouverait menacée en cas de conflit, dans la mesure où tous les biens indispensables ne sont pas produits sur le territoire.

Source : Yves Bernard et Jean- Claude Colli, « Dictionnaire économique et financier », le seuil 1973

Document2: Matrice des exportations de produits manufacturés en 1992 (**en millième du total des échanges**)

Destination Origine	Amérique du Nord	Europe de l'Ouest	Asie en Développement	Afrique Noire	Autres pays	Monde
Amérique du Nord	54	38	21	1	41	155
Europe de l'Ouest	38	375	26	7	72	518
Asie en Développement	41	30	35	2	28	136
Afrique Noire	0	1	0	0	1	<u>2</u>
Autres pays	55	49	50	2	33	189
Monde	188	493	132	<u>12</u>	175	1000

Total monde des exportations de produits manufacturés en 1992: **2654 milliards de dollars**

Source : CHELEM, CEP II, L'Economie mondiale 1995, La Découverte, « Repères », 1994

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Document 3:

Les inconvénients du protectionnisme sont pourtant bien connus : isolant l'industrie de la concurrence étrangère, il atténue la pression nécessaire pour que se développe l'esprit d'entreprise, la volonté d'innovation cède la place à des comportements routiniers, à la défense des rentes de situation et des privilèges acquis...

Enfin, il fait payer au consommateur, et donc au citoyen, des prix plus élevés, tout en favorisant le développement en longue période de structures de production mal adaptées, puisque ne reposant pas sur l'allocation optimale des facteurs que permet le libre échange à travers la spécialisation internationale.

Source : Yves Bernard et Jean- Claude Colli, « Dictionnaire économique et financier », le seuil 1973

I) Travail préparatoire (10 points)

- 1) Définir les mots et groupe de mots suivants : protectionnisme, libre-échange, produit manufacturé, dumping
- 2) Donner la signification des valeurs soulignées du document 2
- 3) Expliquer, en 5 lignes maximum, les phrases soulignées dans le document 3
- 4) Citer quatre arguments en faveur du libre-échange
- 5) Calculer les parts (en %) des différents groupes de pays dans les importations mondiales de produits manufacturés en 1992 en se référant au document 2
- 6) Représenter, à l'aide d'un diagramme à barre, la répartition des importations mondiales de produits manufacturés en 1992 en se référant au document 2

II) Question de synthèse (10 points)

A l'aide de vos connaissances personnelles, du travail préparatoire et des documents annexes, vous montrerez les avantages du libre-échange, puis la nécessité d'une protection des pays en développement.

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°4**I) Travail préparatoire**

1) Définir les mots et groupe de mots suivants :

Protectionnisme : c'est une doctrine économique qui consiste pour un pays, à protéger ses entreprises de la concurrence étrangère en limitant par différents moyens, ses importations.

Libre-échange : c'est une théorie du commerce international qui favorise la libre circulation des biens et services entre les différents pays sans entraves.

Produit manufacturé : c'est un produit de base dont la transformation industrielle est achevée.

Dumping : c'est une pratique commerciale qui consiste pour un pays, à vendre ses produits moins chers à l'étranger que sur le territoire national.

2) Donner la signification des valeurs soulignées du document 2

12 : En 1992, la part totale des importations de produits manufacturés de l'Afrique noire dans le monde était de 12‰ selon CHELEM, CEP II.

2 : En 1992, la part totale des exportations de produits manufacturés de l'Afrique noire dans le monde était de 2‰ selon CHELEM, CEP II.

3) Expliquer, en 5 lignes maximum, les phrases soulignées dans le document 3

1^{ère} phrase : il atténue la pression nécessaire pour que se développe l'esprit d'entreprise

Cette phrase signifie que le protectionnisme entraîne un manque de compétitivité et de créativité pour les entreprises naissantes.

2^{ème} phrase : il fait payer au consommateur, et donc au citoyen, des prix plus élevés

Cette phrase signifie que le protectionnisme entraîne une hausse des prix et donc, une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

4) Citer quatre arguments en faveur du libre-échange

Le renforcement de la compétitivité, la baisse des prix, la hausse de la production, le développement de la technologie.

5) Calculer les parts (en %) des différents groupes de pays dans les importations mondiales de produits manufacturés en 1992 en se référant au document 2

$$PR = \frac{\text{effectif partiel}}{\text{effectif total}} \times 100$$

$$\text{Amérique du Nord} : PR = \frac{188}{1000} \times 100 = \boxed{18,8\%}$$

$$\text{Asie en développement} : PR = \frac{132}{1000} \times 100 = \boxed{13,2\%}$$

$$\text{Europe de l'Ouest} : PR = \frac{493}{1000} \times 100 = \boxed{49,3\%}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Afrique Noire : $PR = \frac{12}{1000} \times 100 = \boxed{1,2\%}$

Autres pays : $PR = \frac{175}{1000} \times 100 = \boxed{17,5\%}$

6) Représenter, à l'aide d'un diagramme à barre, la répartition des importations mondiales de produits manufacturés en 1992 en se référant au document 2

Titre : Diagramme à barre de la répartition des importations mondiales de produits manufacturés en 1992

II) Question de synthèse

L'impact du commerce international dans le développement économique et social des nations a été diversement apprécié par les courants de pensées ; d'un côté, les libre-échangistes et de l'autre, les théories protectionnistes. Le libre échange est une théorie du commerce international qui vise la libre circulation des biens et services entre les différentes nations sans obstacles alors que le protectionnisme est une doctrine économique qui consiste à protéger les entreprises nationales de la concurrence étrangère.

Quelles sont les vertus du libre échange ?

En quoi le protectionnisme est-il favorable aux pays en développement ?

Ainsi, nous montrerons d'abord les avantages du libre échange et enfin, la nécessité d'une protection des pays en développement.

I) Les avantages du libre échange

Le libre échange peut entraîner une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs et une hausse de la production.

1) Une augmentation du pouvoir d'achat

Avec le libre échange, la concurrence s'installe et chaque entreprise essayera de produire une importante quantité de biens et services avec des caractéristiques différentes. Ainsi, ces entreprises, pour attirer la clientèle et écouler leur production, sont obligées de baisser le prix de vente de leurs marchandises. Cette diminution des prix va permettre une stimulation de la demande, d'où une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs. En effet, si aujourd'hui la plupart des Sénégalais importent des produits en provenance de la Gambie, c'est grâce à la baisse des prix de ces biens. Donc, constatant une hausse de leur pouvoir d'achat, ils ont le choix d'y acheter beaucoup de produits comme le lait, le sucre etc.

2) Une augmentation de la production

Avec l'élargissement des marchés, certaines entreprises vont produire davantage pour pouvoir vendre une partie de leur production et exporter le reste dans les autres pays. D'autres par contre, importent d'abord des produits primaires, les transforment en produits finis puis les exportent. Donc, au fur et à mesure que les exportations augmentent, la production s'accroît. C'est le cas de l'Europe de l'Ouest qui a exporté plus de la moitié de produits manufacturés (51,8%) dans le monde; ce qui lui a permis d'avoir un solde commercial excédentaire de 66,35 milliards de \$ (doc 2).

Cependant, certains pays en développement préfèrent le protectionnisme.

II) La nécessité d'une protection pour les pays en développement

Pour les pays en développement, il est nécessaire de pratiquer le protectionnisme parce qu'il entraîne une protection des industries naissantes et une attraction des IDE.

1) La protection des industries naissantes avec le protectionnisme éducateur

Le protectionnisme permet aux pays en développement, de protéger leurs industries de la concurrence étrangère. En effet, en appliquant le protectionnisme éducateur de Friedrich List, beaucoup d'entreprises jeunes et fragiles peuvent devenir compétitives dans le long terme. Pour List, il faut protéger les industries naissantes si l'on ne veut pas que les concurrents étrangers, qui ont déjà essuyé les plâtres et qui, grâce à l'expérience et à l'apprentissage accumulés, ont pu réduire leurs coûts, n'occupent toute la place et empêchent un pays de s'engager à son tour dans la voie de l'industrialisation. Selon lui, le libre-échange a tendance à perpétuer la domination des nations qui ont su se lancer en premier dans une industrie porteuse (doc1). Il préconise donc l'utilisation des droits de douane, le temps que les industries nationales se renforcent et puissent être compétitives sur le plan international.

2) L'attraction des investissements directs étrangers (IDE)

Certains pays en développement protègent leur économie en augmentant les droits de douane ; ce qui amène les entreprises étrangères à quitter leur territoire d'origine pour venir s'implanter chez nous. L'implantation de ces investissements directs étrangers permet de faciliter le processus de production et de l'accroître. Cette hausse de la production permet ainsi la création et la distribution de nouveaux revenus et par conséquent une hausse des recettes fiscales. Elle se traduit également par une réduction des importations qui résulte de l'accroissement de la production industrielle et une entrée de capitaux indispensables à nos pauvres économies. Elle permet aussi de réduire le chômage par la création d'emplois supplémentaires. Tigo de Luxembourg, Expresso de Soudan et Orange de la France en sont des exemples. Tous ces opérateurs participent au développement des pays d'accueil.

En somme, nous pouvons dire que, avec le libre échange, le pouvoir d'achat augmente de même que la production. Cependant, le protectionnisme aussi est primordial pour les pays en développement dans la mesure où il permet non seulement de protéger les industries naissantes mais aussi, d'attirer les investissements directs étrangers.

Le libre échange n'est-il pas préférable au protectionnisme étant donné que ce dernier peut engendrer des mesures de représailles ?

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHESE N°5
THEME : LE CHÔMAGE DES JEUNES

DOSSIER DOCUMENTAIRE**Document 1: Chômeurs/ses et actifs/ves Français selon le sexe (en milliers)**

Année	Hommes chômeurs	Femmes chômeuses	Total chômeurs	Population active masculine	Population active féminine	Population active totale
2005	1163	1266	2 429	14 825	<u>12 814</u>	27 639
2009	<u>1318</u>	1259	2577	14 806	13 463	28 269

Source: INSEE, Enquête emploi.**Document 2: Inadéquation des compétences sur le marché du travail**

Les marchés du travail étant imparfaits, il est inévitable que les économies présentent toutes un certain déséquilibre entre l'offre et la demande de compétences dans certains domaines. Les grandes tendances de l'offre et de la demande de compétences montrent qu'il y a plus de travailleurs ayant un niveau de formation peu élevé que d'emplois offerts. Le nombre d'emplois exigeant généralement une formation supérieure, correspond grosso modo au nombre des travailleurs hautement qualifiés disponibles. Mais on constate un déséquilibre important entre les emplois exigeant des qualifications de niveau intermédiaire et les personnes ayant une qualification de ce niveau. Souvent, le marché du travail s'adapte à ces déséquilibres.

Source: Cedefop, sur la base des micro-données de l'enquête sur les forces de travail (LFS) dans l'UE.

Document 3: Combattre le chômage des jeunes

La réduction de la durée du travail a souvent été préconisée pour réduire le chômage. Pour régler par exemple le chômage des jeunes en France, le gouvernement a utilisé la réduction du temps de travail: si un individu travaille moins longtemps qu'avant, alors il libère des heures de travail (le passage en France aux 35 heures au lieu de 39 s'est ainsi traduit par une diminution de près de 10 % de l'offre sur le marché du travail national).

Donc, si certains actifs sont sans emploi, pourquoi ne pas réduire la durée de travail des actifs et dégager ainsi des postes de travail ? Il y aurait, en quelque sorte, une masse de travail donnée qu'il s'agirait de partager. Si cette masse de travail est de 140 millions d'heures par jour et qu'il y a 20 millions d'actifs, la journée de travail doit être de 7 heures et il n'y aura pas de chômage.

Source : J. Brémont, Mieux comprendre l'économie, TI, Editions Liris

I) Travail préparatoire (10 points)

- 1) Définissez les termes suivants : taux de chômage, population active, sous-emploi, politique de l'emploi
- 2) Interpréter les valeurs soulignées du document 1
- 3) Calculer puis interpréter le taux de croissance annuel moyen des femmes chômeuses entre 2005 et 2009.
- 4) Calculer puis interpréter la part en % de la population active masculine dans la population active totale en 2005.
- 5) Représenter à l'aide d'un diagramme à secteurs rectangulaires, la part en % des femmes et des hommes parmi les chômeurs en 2005 et en 2009.

II) Question de synthèse (10 points)

A partir de vos connaissances personnelles, des réponses aux questions et des documents-ci joints, vous analyserez les facteurs explicatifs du chômage. Ensuite, vous dégagerez les politiques de lutte contre ce fléau.

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°5

I) Travail préparatoire

1) Définissons les termes économiques suivants:

Taux de chômage : Le taux de chômage est le pourcentage des personnes faisant partie de la population active qui sont au chômage.

Population active : La population active est la population en âge de travailler, exerçant ou recherchant une activité rémunérée.

Sous emploi: On parle de sous-emploi lorsque les travailleurs disponibles sont plus nombreux que les emplois disponibles.

Politique de l'emploi : Elle désigne l'ensemble des mesures mises en œuvre par les administrations publiques dans le but d'accroître l'emploi et de réduire le chômage.

2) Interprétons les valeurs soulignées du document 1:

-**1318**: signifie que, en 2009, 1318 français étaient des chômeurs selon INSEE

-**12 814**: signifie que, en 2005 en France, la population active féminine représentait 12814 personnes selon INSEE

3) le TCAM des femmes chômeuses entre 2005 et 2009

$$TCAM = \left[\left(\frac{V_A}{V_D} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right] \times 100 = \left[\left(\frac{1259}{1266} \right)^{\frac{1}{4}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{-0,138\%}$$

Interprétation: En France, entre 2005 et 2009, le nombre de femmes chômeuses est passé de 1266 personnes à 1259 personnes ; soit une diminution annuelle moyenne de 0,138% selon l'INSEE.

4) la part en % de la population active masculine dans la population active totale en 2005

$$\text{Part relative} = \frac{\text{effectif partiel}}{\text{effectif total}} \times 100$$

$$PR = \frac{14825}{27639} \times 100 = \boxed{53,64\%}$$

Interprétation: En France, en 2005, la part de la population active masculine dans la population active totale était de 53,64% selon l'INSEE.

5) Représentons à l'aide d'un diagramme à secteurs rectangulaires, la part en % des femmes et des hommes parmi les chômeurs en 2005 et en 2009.

❖ En 2005

$$\text{La part en \% des hommes chômeurs : } PR = \frac{1163}{2429} \times 100 = \boxed{47,88\%}$$

$$\text{La part en \% des femmes chômeuses : } PR = \frac{1266}{2429} \times 100 = \boxed{52,12\%}$$

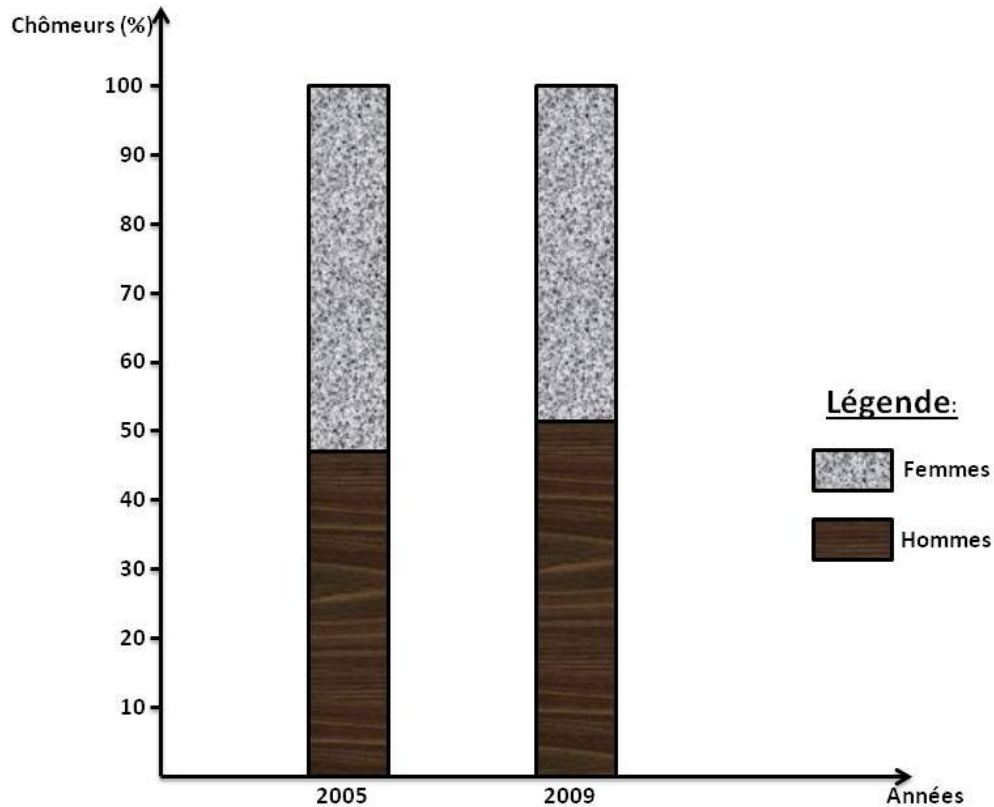
Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

❖ En 2009

La part en % des hommes chômeurs: $PR = \frac{1318}{2577} \times 100 = \boxed{51,14\%}$

La part en % des femmes chômeuses: $PR = \frac{1259}{2577} \times 100 = \boxed{48,86\%}$

Titre: Diagramme à secteurs rectangulaires de la part en % des Femmes et des Hommes parmi les chômeurs en 2005 et en 2009



Source: D'après INSEE, enquête emploi

II) Question de synthèse

Dans tous les pays du monde, la problématique de l'emploi des jeunes se pose de manière cruciale. C'est, en effet, l'une des plus graves questions posées à nos gouvernants de quelques niveaux qu'ils soient. Ainsi, les mauvais choix de politiques publiques parfois accompagnés de démagogie, sont à l'origine de cette situation de déséquilibre économique appelé chômage. Le chômage peut être défini comme étant une période d'inactivité forcée qui caractérise la situation de personnes capables, disponibles et désireuses de travailler mais qui ne parviennent pas à trouver un emploi.

Quelles sont les sources du chômage ?

Quelles sont les stratégies à mener pour lutter contre ce fléau ?

Nous allons d'abord parler des facteurs explicatifs du chômage. Enfin, nous essayerons de dégager des politiques de lutte contre ce phénomène.

I) Les facteurs explicatifs du chômage

Le chômage peut être expliqué par plusieurs facteurs comme l'inadéquation des compétences et un coût salarial trop élevé.

1) L'inadéquation des compétences

Le chômage structurel découle essentiellement d'une inadéquation entre l'éventail des compétences proposées par les chômeurs et les besoins des employeurs. Cette inadéquation est liée au refus ou à l'incapacité des chômeurs à faire évoluer leurs compétences ou à migrer vers un lieu où leurs compétences sont recherchées. Faire coïncider les travailleurs avec les emplois, devient par conséquent très coûteux et le chômage s'en trouve souvent prolongé (doc 2). Ainsi, les entreprises d'une région donnée pourront rechercher des jeunes dotés de compétences avancées en matière de TIC. Un jeune vivant dans cette région mais ne possédant pas les compétences en question se heurtera à des difficultés pour trouver un emploi ; ses compétences ne répondent pas à la demande. Dans la même logique de raisonnement, la difficulté ou le risque de chômage sera identique pour un jeune doté des compétences requises, mais vivant dans une région où celles-ci ne sont pas demandées, par exemple lorsque les employeurs recherchent des ouvriers agricoles.

2) Un coût salarial trop élevé

Un coût salarial trop élevé peut conduire les entrepreneurs à réduire le nombre de leurs employés pour plusieurs raisons :

D'une part, un coût du travail trop élevé diminue les profits des entreprises. Elles vont donc être tentées de substituer le capital au travail, c'est-à-dire de remplacer les hommes par des machines. Le développement de l'automatisation et la robotisation dans les industries et dans certains services ont effectivement réduit les emplois dans ces secteurs d'activité.

D'autre part, la hausse du coût salarial devrait rendre les entreprises moins compétitives. Le coût du travail étant élevé en France par exemple, le prix des produits français devient plus élevé que celui des pays concurrents, en particulier les pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil. Les entreprises françaises vont donc être tentées de délocaliser leurs activités dans les pays à bas coûts. L'industrie textile française, l'industrie du jouet,...ont effectivement perdu des emplois parce qu'elles ont ouvert des usines dans les pays en développement.

Tous ces facteurs poussent les gouvernements à mettre en place des politiques de lutte contre le chômage.

II) Les politiques de lutte contre le chômage

Les moyens de lutte contre le chômage sont nombreux. La réduction du coût du travail et le partage du travail en sont des exemples.

1) La réduction du coût du travail

Pour les économistes libéraux comme Walras, Pareto et Pigou, la réduction du coût du travail peut combattre le chômage. Il suffit de diminuer les cotisations sociales en incitant les entrepreneurs à embaucher certains types de chômeurs en leur proposant en contrepartie, un allègement des charges.

En général, ce sont les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les habitants des zones sensibles qui sont souvent les cibles de ce type de politique. Ainsi, dans certains pays comme la France, le contrat de compétitivité signé par les syndicats de salariés et de patrons prévoit un crédit d'impôt aux entreprises qui mettront en place des contrats de génération qui doivent permettre l'embauche par les entreprises, en contrat à durée indéterminée, de jeunes, accompagnés par un salarié plus expérimenté, qui sera ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ à la retraite. Ainsi, l'intégration dans l'emploi des jeunes sera assurée par des salariés âgés expérimentés ; ce qui favorisera les liens intergénérationnels.

2) Le partage du travail

L'idée du partage du travail est simple : il suffit de réduire la durée du travail des actifs pour créer des emplois pour les chômeurs, de réduire l'activité de ceux qui ont un emploi pour en donner à ceux qui n'en ont pas (doc 3)

Mais cette réduction de la durée de travail n'est possible que si :

-les salariés acceptent une baisse de leurs salaires pour ne pas nuire à la compétitivité de leur entreprise, en augmentant brutalement ses coûts de production.

-Les demandeurs d'emploi ont les qualifications requises pour occuper les postes proposées.

-des gains de productivité ne viennent pas compenser la réduction de la durée du travail : seule une réduction importante de cette durée peut permettre d'éviter cela.

Somme toute, nous pouvons dire que le chômage peut être causé par une inadéquation des compétences et par un coût salarial trop élevé. Mais, avec la réduction du coût de travail et le partage du travail, le nombre de chômeurs pourra être anéanti.

Cependant, la flexibilité du travail ne serait-elle pas beaucoup plus efficace pour lutter contre le chômage ?

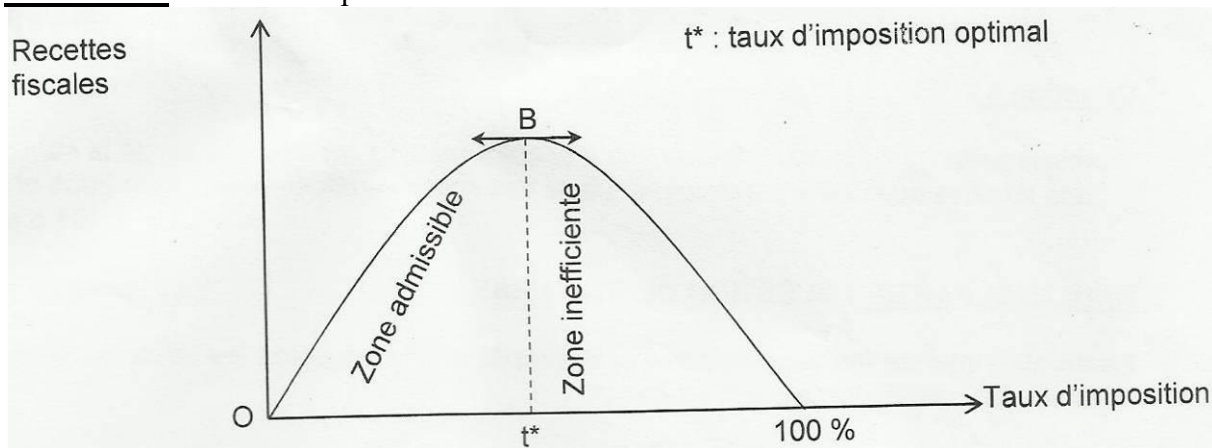
SIGLES

- 1) **FBI**: **F**ederal **B**ureau of **I**vestigations ; **SOS** : **S**ervices **O**opération **S**pécifique
- 2) **GATT**: **G**eneral **A**greement on **T**ariff and **T**rade
- 3) **OMC**: **O**rganisation **M**ondiale du **C**ommerce ; **OMS**: **O**rganisation **M**ondiale de la **S**anté
- 4) **CNUCED**: **C**onférence des **N**ations **U**nies pour le **C**ommerce et le **D**éveloppement (**1964**)
- 5) **OCDE**: **O**rganisation de **C**oopération et de **D**éveloppement **E**conomique (**1961**)
- 6) **RFA**: **R**épublique **F**édérale d'**A**llemande ; **VDN**: **V**oie de **D**égagement **N**ord
- 7) **SODEFITEX**: **S**ociété de **D**éveloppement et des **F**ibres **T**extiles
- 8) **CECA**: **C**ommunauté **E**uropéenne du **C**harbon et de l'**A**cier
- 9) **FIFA** : **F**édération **I**nternationale de **F**ootball **A**ssociation
- 10) **ARMP**: **A**gence de **R**égulation des **M**archés **P**ublics
- 11) **APRODAK**: **A**gence pour la **P**ropriété de **D**akar
- 12) **FESMAN**: **F**estival **M**ondial des **A**rts **N**ègres
- 13) **APIX**: **A**gence pour la **P**romotion des **I**nvestissements et des **G**rands **T**ravaux
- 14) **USAID**: **A**gence des **E**tats-**U**nies pour le **D**éveloppement **I**nternational
- 15) **COSYDEP**: **C**oalition des **O**rganisations en **S**ynergie pour la **D**éfense de l'**E**ducation **P**ublique

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHÈSE N°6**THEME : LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA REGULATION ECONOMIQUE****DOSSIER DOCUMENTAIRE****Document 1** : Evolution de la structure des recettes de l'Etat du Sénégal en milliards de F CFA de 2005 à 2012

Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Rubriques								
Total des recettes et dons	955,8	1036,0	1231,3	1291,8	1304,7	1398,3	1558	1664
Recettes budgétaires	880,2	962,6	1100,0	1152,1	1121,9	1236,4	1396,0	1498
-Recettes fiscales	850,8	921,9	1041,4	1087,2	1084,6	1194,7	1313	1422
-Recettes non fiscales	29,4	40,7	58,6	64,9	37,3	41,7	83	76
Dons	75,6	73,4	131,3	139,7	182,8	161,9	162	166
-Budgétaires	12,2	9,3	48,4	38,4	46,5	21,5	37	32
-En capital	63,4	64,1	82,9	101,3	136,3	140,4	125	134

Source : Administration nationale et BCEAO**Document 2** : L'excès de pression fiscale : la courbe de Laffer**Document 3**

L'impôt a pour fonction première de financer le budget et les dépenses de l'état. Il est devenu progressivement un moyen d'intervention économique et de redistribution sociale. La protection sociale repose sur les transferts entre les ménages, actifs et inactifs, bien – portants et malades par exemple. Ainsi, il existe des disparités entre la couverture des risques, des prestations différentes selon les catégories sociales, des différences entre les efforts contributifs de chacun. Le système est basé sur la répartition et la solidarité.

Source: Macroéconomie J. P. Lorriaux D.E.C.F. page 125.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

I) Travail préparatoire (10 points)

- 1) Définissez les termes économiques suivants : Budget de l'Etat, pression fiscale, impôts directs, impôts indirects
- 2) Quelle est la différence entre l'Etat gendarme et l'Etat providence ?
- 3) Expliquez à partir du document 2, pourquoi selon Arthur Laffer « Trop d'impôts, tue l'impôt » (15 lignes au maximum)
- 4) Calculez le taux d'accroissement annuel moyen des recettes fiscales entre 2005 et 2012 (document 1). Interprétez le résultat obtenu.
- 5) Calculez les parts relatives en % des recettes fiscales, des recettes non fiscales et des dons dans le total des recettes et des dons en 2005 et en 2012.
- 6) Comparez l'évolution des dons budgétaires de l'Etat entre 2006 et 2009.
- 7) Représentez à l'aide d'un diagramme à secteurs rectangulaires, l'évolution de la structure en % des recettes de l'Etat à partir des résultats de la question 5) pour 2005 et 2012.

II) Question de synthèse (10 points)

Après avoir montré les aspects positifs de l'impôt, vous analyserez les effets pervers qu'il peut avoir sur l'activité économique d'un pays.

<i>CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHESE N°6</i>
--

I) Travail préparatoire

1) Définition des termes économiques

Budget de l'Etat : c'est un document comptable qui enregistre toutes les ressources et les charges de l'Etat pendant une année civile.

Pression fiscale : c'est la part en % des recettes fiscales dans le PIB.

Impôts directs : ce sont des impôts établis directement à la charge du contribuable.

Impôts indirects : ce sont des impôts collectés et versés au trésor public par les redevables, mais entièrement payés par les contribuables.

2) La différence entre l'Etat gendarme et l'Etat providence

L'Etat gendarme est une théorie prônée par les classiques affirmant que l'Etat doit se limiter uniquement à la fourniture de biens collectifs purs tels que la justice, la défense nationale, la sécurité intérieure, l'éclairage public...et laisser l'économie à elle seule, s'autoréguler **tandis que l'Etat providence**, c'est une théorie défendue par les keynésiens considérant que l'Etat doit intervenir aussi dans l'activité économique afin de la relancer et accroître la demande.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

3) « Trop d'impôts, tue l'impôt »

C'est une expression de Arthur Laffer qui dit que « lorsque les prélèvements obligatoires sont déjà élevés, une augmentation de l'impôt conduirait alors à une baisse des recettes fiscales de l'Etat car les agents économiques surtaxés, seraient incités à ne plus travailler ».

4) Calculons le TCAM des recettes fiscales entre 2005 et 2012

$$TCAM = \left[\left(\frac{VA}{VD} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right] \times 100 = \left[\left(\frac{1422}{850,8} \right)^{\frac{1}{7}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{7,61\%}$$

Interprétation: Les recettes fiscales de l'Etat du Sénégal s'élevaient à 850,8 milliards de FCFA en 2005 et à 1422 milliards de FCFA en 2012 ; soit une augmentation annuelle moyenne de 7,61% selon l'administration nationale et la BCEAO.

5) Calculons les parts relatives

$$PVR = \frac{Effectifpartiel}{Effectiftotal} \times 100$$

-En 2005

$$\text{Recettes fiscales : } PVR = \frac{850,8}{955,8} \times 100 = \boxed{89,01\%}$$

$$\text{Recettes non fiscales : } PVR = \frac{29,4}{955,8} \times 100 = \boxed{3,08\%}$$

$$\text{Dons : } PVR = \frac{75,6}{955,8} \times 100 = \boxed{7,91\%}$$

-En 2012

$$\text{Recettes fiscales : } PVR = \frac{1422}{1664} \times 100 = \boxed{85,46\%}$$

$$\text{Recettes non fiscales : } PVR = \frac{76}{1664} \times 100 = \boxed{4,57\%}$$

$$\text{Dons : } PVR = \frac{166}{1664} \times 100 = \boxed{9,97\%}$$

6) Comparons l'évolution des dons budgétaires de l'Etat entre 2006 et 2009

Calculons le coefficient multiplicateur :

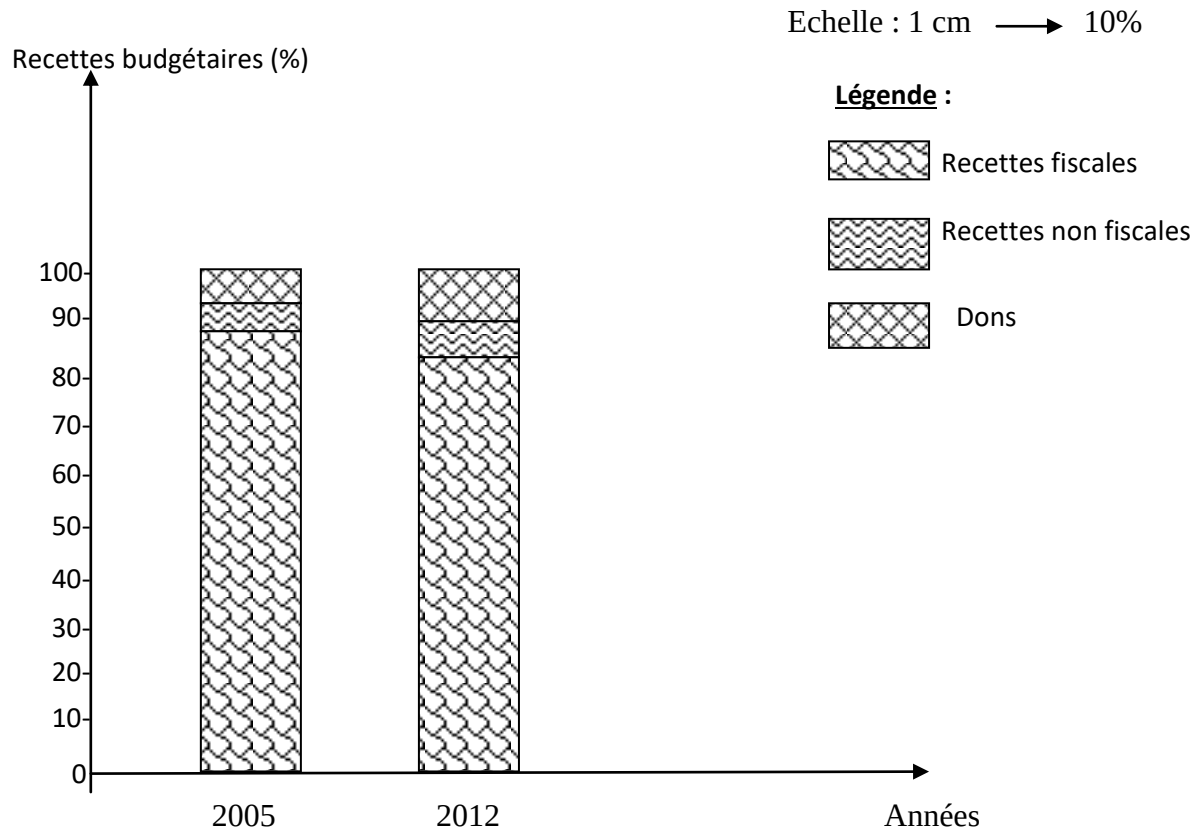
$$CM = \frac{VA}{VD} = \frac{46,5}{9,3} = 5$$

Interprétation : Les dons budgétaires de l'Etat du Sénégal étaient de 9,3 milliards de FCFA en 2006 et de 46,5 milliards de FCFA en 2009, soit 5 fois plus élevés selon l'Administration nationale et la BCEAO

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

7) Représentons à l'aide d'un diagramme à secteur rectangulaire, l'évolution de la structure en % des recettes de l'Etat en 2005 et en 2012

Titre : Diagramme à secteurs rectangulaires des recettes fiscales de l'Etat en % en 2005 et 2012



Source : D'après Administration Nationale et BCEAO.

II) Question de synthèse

Par le temps qui court, l'Etat ne peut pas effectuer des dépenses sans dépendre de ses recettes fiscales qui ne sont rien d'autres que des recettes sous forme d'impôts.

L'impôt est donc un prélèvement pécuniaire obligatoire versé par les agents économiques à l'Etat et aux collectivités territoriales.

Quels sont les avantages de l'impôt dans un pays ? Quels peuvent être ses inconvénients sur l'activité économique du pays concerné ?

Nous allons premièrement, montrer les effets positifs de l'impôt et ensuite, nous analyserons les effets pervers qu'il peut provoquer dans un territoire.

I) Les effets positifs de l'impôt

L'impôt présente pour l'Etat, des avantages sur le plan économique et sur le plan social

1) Sur le plan économique

Le premier atout de l'impôt est le financement du budget de l'Etat. Avec l'impôt, l'Etat peut effectuer d'une part, des dépenses d'investissement comme la création des routes, des chemins de fer, des hôtels, des ponts et d'autre part, il permet le renforcement des secteurs d'activités comme l'agriculture, l'industrie. Cette phrase vient de nous le confirmer : « Il est devenu progressivement un moyen d'intervention économique... » **(doc 3)**

2) Sur le plan social

Avec l'impôt, l'Etat pourra remplir son deuxième rôle à savoir « effectuer des opérations de redistribution de revenus » au grand bonheur des personnes démunies en leur donnant plus d'allocations familiales. C'est l'exemple des bourses de sécurité familiale attribuées aux 300.000 familles sénégalaises et de la couverture maladie universelle qui prend en compte les enfants âgés de 0 à 5 ans et les personnes âgées. La phrase suivante le justifie : « Il est devenu progressivement un...et de redistribution sociale » **(doc 3)**

II) Les effets pervers de l'impôt sur l'activité économique

Un taux d'imposition trop élevé peut entraîner des inconvénients sur l'activité économique d'un pays comme la fraude fiscale et la baisse des revenus des agents économiques.

1) La fraude fiscale

Dans un pays, un impôt trop élevé (zone inefficente (**doc 2**)), poussera les agents économiques à commettre la fraude en vendant des produits périmés ou des produits de contrefaçon pour ne pas réaliser une perte ; cela va contribuer à la baisse de l'économie du pays car le PIB ne prend pas en compte « cette fraude ». De ce fait, l'Etat peut prendre des mesures sévères comme la politique de l'inflation ou à mettre en place un organisme de contrôle comme l'OFNAC (Office National pour la lutte contre la Fraude et la Corruption).

2) La baisse du pouvoir d'achat des consommateurs

Si l'impôt est élevé, beaucoup d'agents risquent de ne plus travailler car leur salaire qu'ils percevront serait insuffisant pour assurer leurs dépenses quotidiennes. C'est d'ailleurs ce qui est à l'origine du chômage volontaire. Ainsi, l'Etat ne pourra plus remplir sa caisse à cause de ses recettes fiscales qui se sont effondrées. C'est la raison pour laquelle l'économiste américain Arthur Laffer disait : « trop d'impôt, tue l'impôt ».

A tout prendre, nous pouvons affirmer que l'impôt présente des bienfaits aussi bien sur le plan économique que sur le plan social. En revanche, s'il est trop élevé, il peut entraîner des effets négatifs notamment la fraude fiscale et la réduction des revenus des consommateurs. Ainsi, sans l'impôt, les gouvernements pourront-ils effectuer certaines dépenses d'investissement ?

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHESE N°7

THEME : L'INDUSTRIE DES PAYS AFRICAINS

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1 : Structure du secteur secondaire dans le PIB régional

Les activités motrices de l'économie de l'espace CEDEAO comme l'atteste notamment les données de l'année 2006, sont celles du secteur tertiaire (40,5% du PIB) et du secteur primaire (29,2% du PIB) par rapport à celles du secteur secondaire (30,3% du PIB). Cette situation rend l'économie de la région dépendante à l'extrême de plusieurs facteurs endogènes (conditions climatiques variables dans les pays sahéliens, conflits armés, etc.) et exogènes (subventions aux agriculteurs d'Europe et d'Amérique du Nord, cours mondiaux des matières premières, règles du commerce mondial, etc.), sur lesquels elle n'a ni le contrôle, ni la maîtrise.

Le secteur secondaire ouest africain (industrie manufacturière, mines, énergie et BTP) qui n'emploie que 2 à 10% de la population active selon les pays, a contribué en 2006 pour 30,3% au PIB avec en tête le Nigéria (40,7% et à l'autre extrémité la Gambie (8,9%) et la Sierra Léone (8,6%). Cette faible contribution à la formation du PIB reflète la faible valeur ajoutée confirmée par la contribution de seulement 7, 4% de l'industrie manufacturière au PIB de la région ; ce qui démontre que les ressources naturelles de la région, notamment les productions agricoles, sont peu valorisées. Quant à la contribution de l'exploitation minière qui s'élève à 19,3% du PIB en 2006, elle est marquée par des productions de plus en plus importantes (y compris le pétrole et le gaz) qui ne sont malheureusement que faiblement transformées au niveau local. Ainsi, au cours de la même année 2006, le sous secteur énergie (pétrole gaz électricité et eau) a contribué pour plus de 20% à la formation du PIB régional en raison de la production pétrolière du Nigéria qui représente à elle seule 19,9% du PIB de l'Afrique de l'Ouest. Le BTP ne représente que 2% du PIB régional de 2006.

Source: CEDEAO, Pole industriel. UEMOA.pdf

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Document 2 : Principales contraintes du développement industriel de la région

Le développement de l'industrie dans l'espace de la CEDEAO est confronté à de multiples contraintes qui, au-delà de l'instabilité sociologique de ces dernières années, sont essentiellement :

- l'environnement fiscal, juridique et judiciaire, la sous utilisation des capacités installées ;
- la faible compétitivité des capacités industrielles existantes et la similitude des activités manufacturières ;
- l'insuffisance des infrastructures, les coûts excessivement élevés et/ou la mauvaise qualité des facteurs de production (électricité, eau, etc.) et des infrastructures de base (espaces industriels, routes, voies ferrées, TIC, etc.) ;
- le difficile accès au financement de l'investissement industriel ;
- l'insuffisance des informations sur les sources de financement disponibles à travers le monde, particulièrement pour l'investissement privé en Afrique ;
- l'insuffisance des industries et services de sous-traitance ;
- le difficile accès aux technologies performantes (acquisition, maintenance) qui sont des éléments de différenciation et donc de compétitivité ;
- la faiblesse des marchés nationaux dont l'intégration est contrariée par les pesanteurs administratives, les tracasseries douanières et policières le long des corridors commerciaux ;
- l'insuffisante circulation de l'information en rapport avec l'insuffisance des infrastructures de base, ne permet pas aux opérateurs économiques de saisir toutes les opportunités disponibles, tant aux plans national et régional, qu'au niveau africain et international.

Source: Poleindustriel.UEMOA.pdf

Document 3: Distribution du PIB par activité dans chaque pays au prix constant de 2001.

	Côte d'ivoire	Ghana	Nigéria	Sénégal
Contribution du secteur industriel au PIB	22%	23,5%	40%	<u>22%</u>
Contribution de l'industrie manufacturière	<u>18%</u>	8,8%	6%	15%
Contribution de l'énergie et des mines	4%	4,2%	20%	1%
Taux d'utilisation des capacités industrielles	80%	90%	Inférieur à 50%	80%

Source : Comptes Nationaux de la CEDEAO

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

I) Travail préparatoire (10 points)

1) Définissez les termes économiques suivants : Sous-développement, stratégie de développement, industrialisation, industrie manufacturière.

2) Qu'est-ce qui explique la faible contribution de l'industrie à la formation du PIB?

(document1)

3) Donnez une interprétation des valeurs soulignées du **document 3**

4) Comparez la contribution du secteur industriel au PIB du Nigéria et celle du Sénégal.

(document3)

5) Par un diagramme en barres, représentez graphiquement la contribution du secteur industriel au PIB des différents catégories de pays **(document 3)**

II) Question de synthèse (10 points)

A l'aide des documents, du travail préparatoire et de vos connaissances personnelles, vous analyserez les difficultés de l'industrie dans les pays africains, puis vous dégagerez les stratégies mises en œuvre pour le développement de l'industrie africaine

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°7

De nos jours, beaucoup de pays africains veulent développer leur secteur industriel afin d'avoir un niveau de développement convenable et d'éviter la dépendance technologique. L'industrie désigne l'ensemble des activités économiques qui produisent des richesses matérielles grâce à la transformation des matières premières et à l'exploitation des sources d'énergie. Quels sont les obstacles de l'industrie dans les pays africains ? Quelles politiques faut-il mettre en œuvre pour assurer le développement de l'industrie africaine ?

Nous allons d'abord analyser les difficultés de l'industrie dans les pays africains et enfin, nous essayerons de dégager les différentes stratégies mises en œuvre pour le développement de ce secteur en Afrique.

I) Les difficultés de l'industrie dans les pays africains

Elles sont entre autres, le manque de moyens financiers et la dépendance technologique.

1) Le manque de moyens financiers

Les pays africains n'ont pas suffisamment de ressources financières pour développer leur industrie. En effet, si ces pays ne parviennent pas à accroître leur production industrielle, c'est parce qu'ils n'ont pas assez de fonds. C'est la raison pour laquelle on nous parle du « difficile accès au financement de l'investissement industriel » (**doc 2**). Cette situation est à l'origine de « l'insuffisance des infrastructures et de la mauvaise qualité des facteurs de production » (**doc 2**). Elle s'explique aussi par la faible contribution du secteur industriel au PIB du Sénégal (22%), de la Côte d'Ivoire (22%) et du Ghana (23,5%) (**doc 3**).

2) La dépendance technologique

Puisque leurs économies sont désarticulées, la plupart des pays africains pensent pouvoir développer leur industrie en se basant sur les transferts de technologie. Cela les pousse à attirer les investissements directs étrangers et à être toujours dépendants. En effet, si les investisseurs étrangers viennent installer leur propre entreprise sur le territoire national, ils parviendront à y écouler tous leurs produits finis car la population les préfère et cela va entraîner comme conséquence, le manque de compétitivité des entreprises locales. C'est ce qui est à l'origine de « la faiblesse des marchés nationaux » (**doc 2**) ; ce qui va créer donc, la récession.

II) Les stratégies mises en œuvre pour le développement de l'industrie africaine

Ces stratégies peuvent être la politique de substitution des importations et celle de promotion des exportations.

1) La politique de substitution des importations

Cette stratégie permettra de remplacer les importations de produits de consommation par une production locale de ces mêmes produits donc, « le consommer local ». En effet, elle nécessitera un protectionnisme éducateur, c'est-à-dire, qui permet à des activités nouvelles de se développer à l'abri de la concurrence internationale. Fixant des prix élevés sur le marché intérieur, cette pratique permet d'attirer des capitaux étrangers avec une perspective de profits élevés. Il est ensuite possible, soit de remonter les filières de production en développant des activités à qui la production initiale fournit des débouchés, soit d'écouler la production à l'extérieur.

2) La politique de promotion des exportations

Cette politique permettra aux pays africains, de viser un développement extraverti tout en essayant d'augmenter davantage leurs exportations des produits de base. Pour cela, ils doivent mettre en place une importante politique de maîtrise de l'eau afin d'arriver à une complémentarité entre l'agriculture pluviale et l'agriculture irriguée. Ils doivent aussi importer des industries qui vont leur permettre de transformer leurs produits primaires en produits synthétiques et de les exporter afin de rééquilibrer leur balance commerciale. C'est ce qui fait que le taux d'utilisation des capacités industrielles de la Côte d'Ivoire soit égal à 80% (**doc 3**). Cela leur permettra d'être compétitifs sur le marché externe.

En peu de mots, nous pouvons affirmer que l'industrie africaine rencontre d'énormes difficultés notamment le manque de moyens financiers et la dépendance technologique. Par ailleurs, plusieurs stratégies ont été mises en œuvre parmi lesquelles nous pouvons citer la substitution des importations et la promotion des exportations.

Ainsi, les Etats africains ne doivent-ils pas améliorer les systèmes financiers de proximité de façon à ce que chaque catégorie d'entrepreneur privé puisse s'adresser à une institution financière adaptée à ses besoins de croissance ou de diversification ?

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHÈSE N°8 (BAC 2014 série L2)
THEME : LE COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS DE L'UEMOA

Titre : Indicateurs économiques de 4 pays membres de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Pays	PIB en volume		Année 2004	
	2004	2007	Exportations	Importations
Côte d'Ivoire	4144,8	4330,5	3655,4	2267,1
Sénégal	3874,0	4479,1	797,4	1318,6
Mali	1269,2	1491,6	515,9	577,4
Guinée-Bissau	97,2	103,2	40,0	43,8

Source : Commission de l'UEMOA ET BCEAO, Avril 2007.

A) Connaissances et Compréhensions : (04 points)

1) Définir les expressions suivantes : dépense intérieure brute (DIB), devise, taux de pénétration, exportations FOB. **(03 points)**

2) Quel est l'intérêt du solde de la balance des paiements courants ? **(01 point)**

B) Calculs d'indicateurs : (06 points)

1) Calculer l'évolution du PIB en volume de chaque pays en utilisant le taux de croissance annuel moyen. Interpréter un des résultats. **(3 points)**

2) Comparer le PIB en volume de la Côte d'Ivoire et celui de la Guinée-Bissau en 2004 et en 2007. Interpréter chaque résultat. **(04 points)**

3) Calculer puis interpréter le taux d'ouverture de l'économie sénégalaise. **(02 points)**

4) Calculer puis interpréter le taux de pénétration de l'économie sénégalaise. **(02 points)**

C) Représentation graphique : (04 points)

A l'aide d'un diagramme en bandes verticales, représenter les taux de couverture en 2004 et d'accroissement annuel moyen du PIB entre 2004 et 2007 des 4 pays du tableau.

D) Analyse : (06 points)

A l'aide de vos connaissances, du tableau, des calculs effectués et du graphique, vous analyserez les avantages et les inconvénients de l'ouverture sur l'extérieur des pays de l'UEMOA.

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°8**A) Connaissances et Compréhensions**

1) Définir les expressions suivantes :

Dépense intérieure brute (DIB) : c'est l'ensemble des dépenses en biens de consommation finale et en biens d'investissement à l'intérieur du territoire national.

Devise : c'est un moyen de paiement libellé en monnaie étrangère.

Taux de pénétration : il exprime la part de la demande intérieure couverte par les produits importés.

Exportations FOB : c'est la valeur de la marchandise à laquelle on ajoute les frais d'acheminement de cette marchandise jusqu'au port du pays exportateur.

2) Quel est l'intérêt du solde de la balance des paiements courants ?

Il nous renseigne sur la capacité ou sur le besoin de financement d'un pays par rapport au reste du monde.

B) Calculs d'indicateurs

1) Calculer l'évolution du PIB en volume de chaque pays en utilisant le taux de croissance annuel moyen. Interpréter un des résultats.

$$TCAM = \left[\left(\frac{VA}{VD} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right] \times 100$$

$$\text{Côte d'ivoire: } TCAM = \left[\left(\frac{4330,5}{4144,8} \right)^{\frac{1}{3}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{1,47\%}$$

$$\text{Sénégal: } TCAM = \left[\left(\frac{4479,1}{3874,0} \right)^{\frac{1}{3}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{4,96\%}$$

$$\text{Mali: } TCAM = \left[\left(\frac{1491,6}{1269,2} \right)^{\frac{1}{3}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{5,53\%}$$

$$\text{Guinée Bissau: } TCAM = \left[\left(\frac{103,2}{97,2} \right)^{\frac{1}{3}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{2,02\%}$$

Interprétation

1,47 % : Entre 2004 et 2007, le PIB en volume de la Côte d'ivoire est passé de 4144,8 $\bar{M}$ de F.CFA à 4330,5 $\bar{M}$ de F.CFA ; soit une augmentation annuelle moyenne de 1,47% selon l'UEMOA et la BCEAO.

2) Comparer le PIB en volume de la Côte d'ivoire et celui de la Guinée-Bissau en 2004 et en 2007. Interpréter chaque résultat.

$$\text{En 2004 : } CM = \frac{VA}{VD} = \frac{4144,8}{97,2} = \boxed{42,64}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Interprétation

En 2004, le PIB en volume de la Guinée Bissau était de 97,2 $\overline{\text{M}}$ de F.CFA alors que celui de la Côte d'ivoire était de 4144,8 $\overline{\text{M}}$ de F.CFA ; soit 42,64 fois plus élevé en faveur de cette dernière selon l'UEMOA et la BCEAO.

$$\text{En 2007 : CM} = \frac{VA}{VD} = \frac{4330,5}{103,2} = \boxed{41,96}$$

Interprétation

En 2007, le PIB en volume de la Guinée Bissau était de 103,2 $\overline{\text{M}}$ de F.CFA alors que celui de la Côte d'ivoire était de 4330,5 $\overline{\text{M}}$ de F.CFA ; soit 41,96 fois plus élevé en faveur de cette dernière selon l'UEMOA et la BCEAO.

3) Calculer puis interpréter le taux d'ouverture de l'économie sénégalaise

$$TO = \frac{X+M}{2\text{PIB}} \times 100 = \frac{797,4+1318,6}{2 \times 3874} \times 100 = \boxed{27,31\%}$$

Interprétation

En 2004, la part du commerce extérieur dans l'économie nationale du Sénégal était de 27,31% selon l'UEMOA et la BCEAO.

4) Calculer puis interpréter le taux de pénétration de l'économie sénégalaise

$$T_p = \frac{M}{DIB} \times 100 \text{ avec DIB} = \text{PIB} - X + M = 3874,0 - 797,4 + 1318,6 = 4395,2$$

$$\text{Donc, } T_p = \frac{1318,6}{4395,2} \times 100 = \boxed{30,00\%}$$

Interprétation

En 2004, 30% de la demande intérieure sont couverts par les importations sénégalaises selon l'UEMOA et la BCEAO.

C) Représentation graphique :

A l'aide d'un diagramme en bandes verticales, représenter les taux de couverture en 2004 et d'accroissement annuel moyen du PIB entre 2004 et 2007 des 4 pays du tableau

Calculons d'abord les taux de couverture : $TC_o = \frac{X}{M} \times 100$

$$\text{Côte d'ivoire: } TC_o = \frac{3655,4}{2267,1} \times 100 = \boxed{161,24\%}; \text{ Sénégal: } TC_o = \frac{797,4}{1318,6} \times 100 = \boxed{60,47\%}$$

$$\text{Mali: } TC_o = \frac{515,9}{577,4} \times 100 = \boxed{89,35\%}; \text{ Guinée Bissau: } TC_o = \frac{40,0}{43,8} \times 100 = \boxed{91,32\%}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Titre : Diagramme en bandes verticales des taux de couverture en 2004 et d'accroissement annuel moyen du PIB entre 2004 et 2007 des 4 pays

Échelle : 1cm→15%

Légende

D) ANALYSE

INTRODUCTION

Après avoir amené le sujet, on définira le commerce extérieur. Ensuite, on pose la problématique en construisant une seule phrase interrogative. Enfin, on annoncera le plan.

I) les avantages du commerce extérieur des pays de l'UEMOA

- 1) L'augmentation de la production
- 2) Le développement de la technologie

II) les inconvénients du commerce extérieur des pays de l'UEMOA

- 1) La dépendance commerciale
- 2) L'échange inégal

CONCLUSION

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHÈSE N°9 (BAC 2015 série L2)
THEME : L'INTEGRATION ECONOMIQUE AFRICAINE

Tableau : Les comptes nationaux de l'UEMOA (en milliards de FCFA courants)

Données \ Années	2005	2006	2007
Importations de biens et services	9538,2	1094,8	10830,0
Emplois	34217,5	36385,0	38443,6
Consommation finale	21759,9	23236,4	25095,2
-Publique	3407,0	3992,6	4331,4
-Privée	18352,9	19243,8	20763,9
Formation intérieure de capital	4510,3	4395,4	4921,8
Exportations de biens et services	7947,3	8753,2	8426,6

Source : BCEAO, Banque de France-Rapport Zone franc-2008.

A) CONNAISSANCE DE TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES (04 points)

- 1) Définir les termes suivants : intégration économique, commerce intra-zone, compétitivité, PIB en francs courants **(02 points)**
- 2) Donner la signification des sigles suivants : UEMOA, BCEAO **(0,5 point)**
- 3) Donner trois obstacles à l'intégration économique **(01,5 point)**

B) CALCULS D'INDICATEURS (04 points)

- 1) Calculer le PIB de l'UEMOA de 2005 à 2007 **(01,5 point)**
- 2) Calculer et interpréter le taux de couverture en 2006 **(01 point)**
- 3) Mesurer l'évolution du PIB de l'UEMOA entre 2005 et 2007 en utilisant le taux de croissance et interpréter **(01,5 point)**

C) REPRESENTATION GRAPHIQUE (04 points)

A l'aide d'un diagramme en bandes, représenter l'évolution des importations et celle des exportations de l'UEMOA entre 2005 et 2007.

D) ANALYSE ECONOMIQUE (06 points)

A l'aide de vos connaissances, des calculs effectués et du graphique, vous montrerez l'intérêt de l'intégration économique puis vous analyserez les difficultés de l'intégration économique africaine.

Expression et Présentation (02 points)

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHESE N°9**A) CONNAISSANCE DE TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES (04 points)**

1) Définir les termes suivants :

Intégration économique : c'est un processus par lequel plusieurs pays s'engagent à mettre en commun toutes leurs ressources, à éliminer toute forme de discrimination afin d'unifier leur économie.

Commerce intra-zone : désigne l'ensemble des échanges qui se développent entre les pays appartenant à la même zone régionale.

Compétitivité : c'est l'aptitude d'une économie ou d'une entreprise à faire face à la concurrence

PIB en francs courants : il évalue la production de biens et services d'une période de référence à une autre mesurée avec des prix en francs courants.

2) Donner la signification des sigles suivants :

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

3) Donner trois obstacles à l'intégration économique

L'extraversion des économies, la faiblesse des infrastructures et la baisse des recettes de l'Etat

B) CALCULS D'INDICATEURS

1) Calculer le PIB de l'UEMOA de 2005 à 2007

PIB = Emplois – Importations

-En 2005 : PIB = 34217,5 – 9538,2 = **24679,3**

-En 2006 : PIB = 36385,0 – 1094,8 = **35290,2**

-En 2007 : PIB = 38443,6 – 10830 = **27613,6**

2) Calculer et interpréter le taux de couverture en 2006

$$TC = \frac{X}{M} = \frac{8753,2}{1094,8} \times 100 = \mathbf{\underline{\underline{799,52\%}}}$$

Interprétation : Ce résultat signifie qu'en 2006, les exportations de l'UEMOA ont financé 799,52% des importations ; soit un excédent de 699,52% selon BCEAO.

3) Mesurer l'évolution du PIB de l'UEMOA entre 2005 et 2007 en utilisant le taux de croissance et interpréter

$$TC = \frac{VA - VD}{VD} \times 100 = \frac{27613,6 - 24679,3}{24679,3} \times 100 = \mathbf{\underline{\underline{11,89\%}}}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Interprétation : Entre 2005 et 2007, le PIB de l'UEMOA était passé de 24679,3 milliards de FCFA courants à 27613,6 milliards de FCFA ; soit une augmentation de 11,89% selon BCEAO

C) REPRESENTATION GRAPHIQUE : A l'aide d'un diagramme en bandes, représenter l'évolution des importations et celle des exportations de l'UEMOA entre 2005 et 2007.

Titre : Diagramme en bandes de l'évolution des importations et de celle des exportations de l'UEMOA entre 2005 et 2007

Échelle : 1cm → 1000 $\bar{M}$ FCFA
Légende :

D) ANALYSE ECONOMIQUE

Afin de réduire la dépendance à l'étranger, les pays de l'UEMOA ont jugé nécessaire de renforcer le commerce intra-zone au sein du continent africain en entamant une procédure appelée intégration économique. Cette dernière désigne donc le processus d'unification des politiques économiques entre différents Etats, passant par l'abolition partielle ou totale des restrictions tarifaires et non tarifaires sur le commerce.

Quels peuvent être les avantages et les obstacles de l'intégration économique africaine ?

Pour répondre à cette intégration, nous allons dans une première partie, montrer l'intérêt de l'intégration économique en Afrique et dans une seconde partie, nous analyserons les difficultés de l'intégration au sein de ce continent.

I) L'importance de l'intégration économique africaine

L'intégration économique est cruciale en Afrique car elle entraîne une hausse de la production avec l'élargissement des marchés et le renforcement de la solidarité.

1) L'augmentation de la production avec l'élargissement des marchés

L'élargissement des marchés repose sur la baisse généralisée des coûts engendrés par la disparition des obstacles aux échanges. Cette diminution des coûts va entraîner une baisse des prix qui provoque à son tour, une hausse du pouvoir d'achat des consommateurs ; ce qui débouche sur une stimulation de la demande de consommation et donc de la production. C'est d'ailleurs ce qui explique l'importance du taux de couverture (799,52%) au sein de ce continent en 2006. C'est le même constat fait au niveau du diagramme en bandes pour cette année.

2) Le renforcement de la solidarité

L'intégration économique conduit à une union des populations qui favorisent la disparition des conflits d'intérêts politiques, sociaux, culturels et économiques. Cette situation instaure un climat de stabilité et de prix favorable au développement économique et social. Ceci, grâce à la coproduction et à la spécialisation. C'est l'exemple des Industries Chimiques du Sénégal (ICS)

II) Les difficultés de l'intégration économique africaine

Parmi les obstacles de l'intégration, nous pouvons citer d'une part, l'extraversion des économies africaines et d'autre part, la baisse des recettes de l'Etat et l'insuffisance des infrastructures.

1) L'extraversion des économies africaines

En Afrique, le commerce intra-zone est peu développé car certains pays cherchent à satisfaire leur demande en tournant vers l'extérieur. Or, ces produits importés aux coûts souvent élevés, ont entraîné un déséquilibre de leur balance commerciale. C'est ce qui explique d'ailleurs les déficits de la balance des marchandises de l'UEMOA de 1590,9 milliards de FCFA en 2005 et de 2403,4 milliards de FCFA en 2007. Donc, la consommation des produits étrangers est fortement favorisée au détriment de la production locale.

2) La baisse des recettes de l'Etat et l'insuffisance des infrastructures

Avec la suppression des droits de douane, les recettes de l'Etat vont baisser et il ne pourra plus relancer l'activité économique avec la construction des infrastructures telles que les ponts, les chemins de fer, les aéroports... C'est ce qui explique même l'obsolescence de certaines routes. Cela rendra difficile la circulation des personnes et dans ce cas, on ne pourra plus parler de marché commun qui est la quatrième étape de l'intégration des marchés.

En fin de compte, force est de constater que l'intégration économique présente des avantages pour le continent africain notamment l'élargissement des marchés qui entraîne une hausse de la production et le renforcement de la solidarité.

Cependant, elle est entourée par certains obstacles comme l'extraversion des économies africaines, la baisse des recettes de l'Etat causée par l'abolition des tarifs douaniers et l'insuffisance des infrastructures engendrée par le manque de ressources financières.

Ainsi, les autres pays africains comme le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Maroc... ne doivent-ils pas rejoindre l'UEMOA pour mieux développer le commerce intra-zone et assurer un meilleur développement économique et social dans ce dit continent ?

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHÈSE N°10 (BAC 2008 série L2)**THEME : LA BALANCE DES PAIEMENTS**Tableau : Balance des paiements de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Balances	Années	2003	2004	2005
A. Balance commerciale (BC)				
-Exportations de biens (FOB)		5723,9	6110,4	6672,6
-Importations de biens (FOB)		5287,3	5911,9	7027,6
B. Balance des services (BS)		-1753,8	-1735,0	-1785,0
Balance des biens et services (BBS)				
C. Balance des transferts courants (BTRC)		446,6	520,1	706,2
Balance des opérations courantes (BOC)				
D. Balance des opérations en capital (BOK)		961,7	1227	1512,7
E. Erreurs et omissions nettes (EON)		-18,8	-0,2	-29,1
Balance des paiements (BP) ou Solde global (SG)				
Variation de la position monétaire extérieure (VPME)				

Source : Banque Centrale des Etats de L'Afrique de l'Ouest, Rapport « zone franc », 2006

A. CONNAISSANCES DES TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES (04 points)

- 1) Définir les termes suivants : Balance commerciale, Balance des opérations en capital, Balance des paiements, Exportation FOB. **(02 points)**
- 2) Citer deux objectifs de l'UEMOA **(01 point)**
- 3) Que signifie la « zone franc » **(01 point)**

B. CALCULS D'INDICATEURS (04 points)

- 1) Reprendre le tableau ci-dessus sur votre copie et le compléter. Pour chaque balance, vous indiquerez la formule utilisée pour en calculer le solde. **(01,5 point)**
2. a) Mesurer l'évolution des soldes des balances suivantes entre 2003 et 2005 en calculant l'écart absolu pour la balance des opérations courantes (BOC) et le taux de croissance pour la balance des opérations en capital (BOK) et la balance des paiements (BP). **(01,5 point)**
- 2.b) Interpréter les résultats obtenus. **(01 point)**

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

C. REPRESENTATION GRAPHIQUE (04 points)

Représenter les courbes d'évolution des balances suivantes :

BOC, BOK et BP dans un même graphique

CONSIGNE :

- Porter en abscisse les années : la 1^{ière} année sera placée à 3 cm de l'origine des axes, la 2^{ème} à 3 cm de la 1^{ière} et la 3^{ème} à 3 cm de la 2^{ème}.
- Porter les soldes des balances en ordonnées.

D. ANALYSE (06 points)

A l'aide de vos connaissances, des calculs effectués, du graphique, vous analyserez l'évolution de la structure de la balance des paiements de l'UEMOA entre 2003 et 2005.

EXPRESSION ET PRESENTATION (02 points)

Exercice sur la balance des paiements

En 2000, on a les données suivantes concernant une économie « Y » en millier de francs.

DTS = 14320 ; Assurance = -19550 ; Revenu = -19100 ; Capitaux privés à court terme = 3800
Investissements directs = 3080 ; Erreurs et omissions nets = -4705 ; Capitaux publics à court terme = 28030 ; Réserves de change = 25000 ; Importations = 193010 ; Transport = 7860 ; Transferts privés = 610 ; Investissements de portefeuille = 205 ; Autres investissements = 50 ; Exportations = 104000 ; Voyages = 8820 ; Tourisme = 17700 ; Transferts publics = 22880 ; Crédits à l'exportation plus d'un an = 10.

Travail à faire : Reconstituer la balance des paiements.

Correction

- La balance commerciale : $BC = X - M = 104000 - 193010 = \boxed{-89010}$
- La balance des services : $BS = \text{assurance} + \text{transport} + \text{revenu} + \text{voyages} + \text{tourisme} = -19550 + 7860 - 19100 + 8820 + 17700 = \boxed{-4270}$
- La balance des transferts unilatéraux :
 $BTU = \text{Transferts publics} + \text{Transferts privés} = 22880 + 610 = \boxed{23490}$
- La balance des invisibles : $BI = BS + BTU = -4270 + 23490 = \boxed{19220}$
- La balance des transactions courantes : $BTC = BC + BI = -89010 + 19220 = \boxed{-69790}$
- La balance des capitaux à long terme : $BKLT = \text{Investissements directs} + \text{investissements de portefeuille} + \text{autres investissements} + \text{crédits à l'exportation plus d'un an} = 3080 + 205 + 50 + 10 = \boxed{3345}$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

- La balance des capitaux à court terme :

BKCT = Capitaux publics à court terme + capitaux privés à court terme = 28030 + 3800 = **31830**

- La balance des capitaux : BK = BKLT + BKCT = 3345 + 31830 = **35175**
- La balance de base : BB = BTC + BKLT = -69790 + 3345 = **-66445**
- Le solde de la balance globale : SBG = SBTC + SBK + EON = -69790 + 35175 - 4705 = **-39320**
- La variation de la position monétaire extérieure : VPME = Réserves + DTS = 25000 + 14320 = **39320**

ANCIENNE STRUCTURE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Balances	Composantes	Soldes
Balance commerciale (BC)	Exportations Importations	S1
Balance des services (BS)	Assurances, Transports, frets Intérêts, dividendes, redevances Revenus, voyages, licences Tourisme, brevets, loyers etc.	S2
Balance des transferts unilatéraux (BTU)	Dons publics et privés Transferts publics et privés	S3
Balance des transactions courantes (BTC)		S4 = S1 + S2 + S3
Balance des capitaux à long terme (BKLT)	Crédits commerciaux (+ 1 an) Investissements directs Investissements de portefeuille Autres investissements Produits financiers dérivés	S5
Balance des capitaux à court terme (BKCT)	Crédits commerciaux (- d'1 an) Capitaux publics à court terme Capitaux privés à court terme	S6
Balance des capitaux (BK)		S5 + S6
Balance de base (BB)		S4 + S5
Erreurs et omissions nettes (EON)		
Balance globale (BG)		S4 + S5 + S6 + EON
Variation de la Position Monétaire Extérieure (VPME)	Réserves de change Droits de Tirages Spéciaux (DTS) Mouvements monétaires	VPME = - SGBP

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Exercice 1

Document: Evolution de la balance des paiements du Sénégal (en milliards de FCFA)

Postes	2002	2006
1) Balance commerciale (BC)	-320	---
-Exportations FOB	765,2	903,6
-Importations CAF	---	1518,8
2) Balance des Services (BS)	---	-96,9
-Transports, Assurances, Tourismes et Autres	-9,2	-15,0
-Intérêts, Dividendes et Autres revenus du capital	-70,1	-68,5
-Brevets, Licences, Redevances et Autres	-8,0	-13,4
3) Balance des Transferts Unilatéraux (BTU)	243,0	---
-Transferts privés de fonds	192,2	329,2
-Transferts publics de fonds	50,8	74,1
4) Balance des Transactions Courantes (BTC)	-164,3	---
5) Balance des capitaux à moyen et long terme (BKMLT)	---	260,6
5-1 <u>Compte des investissements</u>	208,3	141,8
-Investissement directs étrangers (IDE)	220,4	129,8
-Investissements indirects étrangers (portefeuille)	-12,1	12,0
5-2 <u>Crédits à moyen et long terme</u>	95,6	118,8
-Prêts et remboursements privés	5,2	7,8
-Prêts et remboursements publics	90,4	111,0
Balance de base (BB)	---	---
6) Balance des capitaux à court terme (BKCT)	-8,2	-10,0
-Crédits commerciaux	2,5	6,5
-Crédits spéculatifs	-10,7	-16,5
7) Balance des capitaux (BK)	295,7	---
8) Erreurs et Omissions Nettes (EON)	-2,6	00,0
9) Solde Global de la Balance des Paiements (SGBP)	---	---
10) Variation de la Position Monétaire Extérieure (VPME)	---	---

Source : DPS, Situation économique et financière en 2005 et perspectives en 2006, A 14

TAF : Compléter ce tableau en faisant sortir les calculs effectués

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Exercice 2 : NOUVELLE STRUCTURE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Document : *Balance des paiements du Sénégal en 2000 en milliards de F .CFA*

Postes	Crédit	Débit	Solde
1) Balance des marchandises	---	---	
Exportations	654,9	---	---
Importations	---	951,6	---
2) Balance des services			
Transport	22,7	169,3	---
Voyages	102,5	33,5	---
Autres services	150,3	85,5	---
3) Balance des revenus			
Revenus du travail	38,6	5,2	---
Revenus des investissements	22,1	134,8	---
4) Balance des transferts sans contrepartie			
Transferts publics	57	4,8	---
Transferts privés	138,8	38,6	---
5) Balance des paiements courants			
6) Compte capital			
Transferts de capital	59,9	0	---
Acquisition d'actifs non financiers	0	0,2	---
7) Compte d'opérations financières			
Investissement direct étranger	62,6	18,3	---
Investissement de portefeuille	40,2	23,8	---
Autres investissements	335,5	202,4	---
8) Avoirs de revenus de banque centrale	0,9	11,2	
9) Erreurs et Omissions Nettes	---		
Total = Solde global de la BP			0

Source : DPS

TAF : Remplissez les cases vides uniquement.

Il n'y a pas de valeurs dans les cases où figurent les pointillés

QUESTION DE SYNTHÈSE N°11 (BAC 2009 série G)
THEME : LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

I) TRAVAIL PREPARATOIRE

1) Définition

- **Exportation** : vente de produits par les unités économiques résidentes à des unités non résidentes.

- **Mondialisation** : c'est un processus d'uniformisation de l'économie, de la culture, de la finance... à l'échelle planétaire.

- **Capital humain** : c'est l'ensemble des dépenses engagées pour doter aux hommes des connaissances ou du savoir, savoir faire, de la formation et qui sous tendent la productivité.

- **Les termes de l'échange** : c'est le rapport d'échange de biens entre deux pays matérialisé par le quotient : $(IP_x/IP_m) \times 100$.

2) Ce qu'expriment le Taux de Pénétration (TP) et le Taux d'ouverture (TO)

Le TP exprime l'intensité de l'entrée des produits étrangers sur le marché intérieur. Il est mesuré par rapport entre les importations (M) et la DIB.

$$TP = \frac{M}{DIB} \times 100$$

Le TO ou degré d'ouverture est le rapport qui exprime l'intensité des échanges commerciaux d'un pays avec l'étranger par rapport à l'évolution de son PIB.

$$TO = \frac{X+M}{2PIB} \times 100$$

3) Evolution de l'incidence des X et du PIB et calcul du TAAM des indices des X et du PIB entre 1950 et 2001

$$CM = \frac{VA}{VD}$$

$$TAAM = \left[\left(\frac{VA}{VD} \right)^{1/4} - 1 \right] \times 100$$

a) $CM_x = \frac{2289}{100} = 22,89$

$CM_{pib} = \frac{666}{100} = 6,66$

b)

$$TAAM_{x_{50-73}} = \left[\left(\frac{1169}{100} \right)^{1/23} - 1 \right] \times 100 = 11,28\%$$

$$TAAM_{x_{73-90}} = \left[\left(\frac{1169}{652} \right)^{1/17} - 1 \right] \times 100 = 3,49\%$$

$$TAAM_{x_{90-01}} = \left[\left(\frac{2289}{1169} \right)^{1/11} - 1 \right] \times 100 = 6,29\%$$

$$TAAM_{PIB_{50-73}} = \left[\left(\frac{318}{100} \right)^{1/23} - 1 \right] \times 100 = 5,16\%$$

$$TAAM_{PIB_{73-90}} = \left[\left(\frac{524}{318} \right)^{1/17} - 1 \right] \times 100 = 2,98\%$$

$$TAAM_{x_{90-01}} = \left[\left(\frac{666}{524} \right)^{1/11} - 1 \right] \times 100 = 2,20\%$$

TCAM de l'indice des exportations et du PIB et CM de l'indice des exportations et du PIB

	1950-1973	1973-1990	1990-2001	1950-2011
CMx	-	-	-	22,89
CM PIB	-	-	-	6,66
TAAMx	11,28%	3,49%	6,29%	-
TAAM PIB	5,16%	2,98%	2,20%	-

Source : D'après OMC, rapport annuel, 2001

4) Le rôle joué par le GATT puis par l'OMC

A la suite du GATT, née en 1944 l'OMC a prolongé les missions du GATT en développant le commerce international par le biais de la baisse des tarifs douaniers et l'application des principes de non discrimination en matière commerciale et de lutte contre toute forme de protectionnisme non tarifaire et le dumping.

La Banque Mondiale a aidé au financement du développement et à la lutte contre la pauvreté. Le financement des projets a un impact sur la hausse du PIB et par conséquent sur les échanges. Le FMI, sorte de mutuelle, finance les pays qui ont des difficultés à équilibrer leur Balance de Paiement. Elle aide à relancer les exportations, à réduire les importations et à augmenter croissance économique.

5) Comparaison de l'évolution de la part de l'Afrique dans le commerce à celle de la part de l'Asie entre 1950 et 1973

Pour l'Afrique

1950-1973 on a une baisse de la part de l'Afrique dans les Exportations de 4,2 points

1973-1990 on a une baisse de 2,8 points

1990-1998 on a une baisse de 0,2 points

Pour l'Asie

1950-1973 Hausse de la part de 7,9 points

Globalement dans la période 50-98, il faut considérer que la part de l'Afrique a baissé dans le commerce mondial (une baisse de 7,2points), alors que celle de l'Asie a augmenté de 13 points.

En Afrique cette baisse n'était pas régulière car la part a baissé de 4,2 points entre 50-73 ; 2,8 points entre 73-90 et 0,2 point entre 92-98.

De même en Asie on constate que cette hausse n'était pas régulière car elle était plus forte entre 50-73 avec 7,9 points, puis 3,6 points entre 73-90 et 1,5 point seulement entre 90-98.

6) Les Raisons Internes et Externes de cette évolution de la part de l'Afrique dans le commerce mondiale sont :

- **Sur le plan interne** : l'Afrique est un continent où la technologie est faible, ceci lié à la faiblesse de son épargne intérieure. La qualité de sa main d'œuvre est faible. C'est un continent où la démocratie est faible, ce qui justifie les conflits récurrents. On privilégie plutôt l'Agriculture qui est souvent peu productive.

- **Sur le plan externe** : les richesses récurrentes, la hausse du baril du pétrole, le changement de la demande des produits primaires exportés qui trouvent des substituts sur le marché international, la détérioration des termes de l'échange (les prix des produits primaires diminuent, alors que celles des produits manufacturés augmentent). On peut noter entre autres

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

la protection déguisée des pays développés (normes sanitaires, technologiques...), mais surtout la spécialisation de ses pays sur les produits primaires à faible valeur ajoutée.

II. QUESTION DE SYNTHESE

Après la seconde guerre mondiale, l'économie du monde a retrouvé la paix et un dynamisme sans précédent. Dans les années 50, on a beaucoup plus produit et les échanges sont devenus intenses à cause du financement de l'Europe (dévastée par la guerre) par le plan Marshall, le libre échange, mais aussi du fait des politiques de population européennes combinées au développement technologique et organisationnel.

Pourquoi l'Afrique est restée mal insérée dans le commerce mondial qui, pourtant, a connu une évolution remarquable de 1950 à 2001 ?

Nous répondrons à cette interrogation en étudiant d'abord les étapes de cette évolution des échanges, puis les raisons de la mauvaise insertion de l'Afrique dans le commerce

I) EVOLUTION DES ECHANGES MONDIAUX DE 1950 à 2001

Depuis 1947, avec la création du GATT, les échanges mondiaux se sont développés plus rapidement que la production. Cette évolution s'est différemment manifestée en Europe et dans les autres continents pour plusieurs raisons.

1) Les différentes étapes de l'évolution des échanges mondiaux

Le développement est plus rapide en Europe qu'en Asie, dans les pays d'immigration européenne, les pays américains et africains.

a) Evolution des échanges commerciaux de 1950-1973

A partir des années 50 jusqu'aux chocs pétroliers, le commerce mondial a été très dynamique. Dans le monde on a enregistré une hausse de l'indice des exportations qui est passé de 100 en 1950 à 652 en 1974, soit une multiplication par 6,52 (Doc1). Cette tendance est confirmée par l'évolution des exportations de l'Europe occidentale qui sont passées de 41,1% à 45,8%, c'est-à-dire une hausse de 4,7 points (Doc2). En Europe de l'Est, Ex URSS, les échanges ont été moins dynamiques : une augmentation de 2,5 points seulement.

En Asie on a enregistré une forte hausse de la part des exportations mondiales de 7,9 points.

Dans les pays d'immigration européenne comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande etc. (Doc2), il est noté aussi une baisse de leur part des exportations dans celles du monde qui passe de 21,3% en 1950 à 15% en 1973. C'est aussi le cas en Afrique et en Amérique où on a enregistré respectivement 4,1 points et 4,2 points de baisse de leur part dans les exportations du monde

b) Evolution du commerce mondial de 1973 à 1990

Le rythme d'évolution a baissé dans la période où l'indice d'évolution des exportations est passé de 652 à 1169, soit une multiplication par 1,79 de 1950 à 1990 ou par 1,79 (environ 2) entre 1973 et 1990. Dans les pays de l'Europe occidentale et les pays d'immigration européenne, il y a eu une faible augmentation de leur part dans les ventes mondiales à l'extérieur : respectivement + 0,4 point et 1,5 point. En Asie, on a noté un ralentissement de la hausse de leur part des exportations (3,6 points seulement), alors qu'en Afrique et en Europe de l'Est et Ex URSS, il y a eu une baisse de leur part : respectivement 2,8 points et 2,7 points. En Amérique latine on a constaté une hausse de leur part de 0,1 point dans les exportations du monde.

c) Evolution du commerce mondial de 1990 à 2001

A partir des années 90, on a remarqué une reprise du commerce mondial. L'indice des exportations mondiales est passé de 1169 à 2289 soit une multiplication par 1,95 entre 1990 et 2001 (ou une multiplication par presque 2 entre 1990 et 2001). Les pays d'immigration européenne, les pays asiatiques et les pays d'Amérique latine ont enregistré une hausse de leur part des exportations mondiales, respectivement de 1,9 point, 1,5 point et 0,9 point.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Les pays d'Europe de l'Est et Ex URSS et d'Afrique ont enregistré une baisse de leur part dans le commerce respectivement de 3,4points, 0,7point et 0,2point.

Le commerce mondial a connu globalement une évolution positive avec une multiplication des exportations de 22,89 (Question 3) qu'il devient nécessaire de connaître les raisons.

2) Les facteurs de l'évolution des échanges commerciaux dans le monde de 1950 à 2001

Le développement des échanges s'explique par leur meilleure, le progrès technique et la mondialisation de l'économie.

a) L'organisation des échanges mondiaux

La création du GATT en 1944 a beaucoup apporté aux échanges internationaux. En effet à travers ses principes que sont la non discrimination en matière commerce, la diminution des tarifs douaniers et la lutte contre toute forme de protectionnisme, le commerce mondial s'est considérablement développé. Ainsi les échanges de marchandises (matières premières et produits manufacturés) se sont accrus. Bien que cette évolution soit marquée par des phases de crises liées aux chocs pétroliers de 1973 et 1979 (hausse du prix du baril du pétrole et du cours du dollar), la production mondiale et les exportations ont été boostées par l'émergence des pays d'Asie (les dragons) qui ont connu un développement industriel frappant dans les années 70.

En plus il faut noter la création de l'OMC (organisation mondiale du commerce) en 1995 venait d'approfondir ou renforcer les principes du GATT (General agreement on tariffs and Trade) et étendre son champ d'application dans le domaine des services.

b) La mondialisation de l'économie

Définie comme une unification de la production, de la consommation, des marchés (capitaux, biens et services...), des cultures, ... la mondialisation a donné un coup de fouet aux échanges mondiaux. Apparue vers les années 80, ce phénomène a permis d'avoir une hausse des échanges. En effet, les producteurs opèrent à travers le monde à la recherche de coûts de production faibles et pour satisfaire une consommation des citoyens du monde qui ont presque les mêmes goûts. Les capitaux circulent librement à la recherche de rentabilité, à cause de la désintermédiation, le décloisonnement et la déréglementation.

c) Le progrès technique

Le progrès technique a connu un développement à une vitesse vertigineuse à cause de la diffusion des Nouvelles techniques de l'information et de la communication(NTIC). En effet à travers les autoroutes de l'information, on note une intensification des échanges car, les capitaux, les biens et les services circulent aisément à travers le monde.

Force est de constater que le commerce mondial a connu une progression positive fulgurante entre les années 1950 et 2000, même si par moment cette évolution est perturbée par des crises dont les effets sont notables. Il urge de savoir pourquoi cette forte tendance du commerce mondial ne profite pas à certaines parties du monde comme l'Afrique.

II) Les facteurs de la faible insertion de l'Afrique dans le commerce mondial

Le continent africain est un continent mal inséré aux échanges internationaux pour des raisons liées au fonctionnement de son économie et à ses relations avec le reste du monde.

1) Les causes endogènes

La faible implication du continent noir au commerce est fortement liée à des facteurs économiques et politiques

a) Les causes économiques

En Afrique, les facteurs de production (capital et travail) sont de très mauvaise qualité. En effet, L'Afrique est l'un des continents qui présentent une évolution démographique très forte. Les taux de fécondité, de natalité ne cessent de croître. Dès lors il se pose le problème de sa prise en charge car les taux de croissance économique sont restés faibles. Les ressources étatiques ne suffisent pas dès lors pour la loger, la former, l'éduquer, la donner du travail, etc.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

La productivité du facteur capital humain est très faible pour soutenir alors la croissance. (Doc3). A cela il faut ajouter la faiblesse des moyens financiers pour faire face au développement technologique par le biais de la recherche-développement (Doc3). Ainsi le capital technique est aussi faible et peu productive. L'absence d'inventions et d'innovations, à l'instar des autres continents comme l'Europe, ne lui permet pas de s'adapter à la marche du monde. A cela s'ajoute que le climat d'investissement n'est pas favorable au développement du capital : infrastructures insuffisantes, fiscalité élevée, épargne faible,..., mais aussi une mauvaise organisation du marché intérieur (Doc3)

b) Les causes politiques

Les institutions africaines héritées de la colonisation sont mal adaptées à la nouvelle donne mondiale. Ainsi, l'Afrique est caractérisée par la mal gouvernance politique et économique (Doc 3). Politique parce qu'on note une faiblesse démocratique. Les pays qui assurent une alternance par les urnes sont comptés, les lendemains électoraux sont toujours émaillés de troubles, la presse n'est pas totalement libre et la liberté de manifestation n'est qu'un vain mot.

Par ailleurs, il y a la mal gouvernance économique avec la corruption, la mauvaise gestion des entreprises privées et publiques et il n'existe pas de lois efficaces pour faire face. Ces différents facteurs limitent l'adaptation et la connexion du continent au marché mondial caractérisé en principe par la liberté de circulation des personnes et des capitaux.

A cela il faut ajouter les facteurs extérieurs.

2) Les facteurs exogènes

Parmi les facteurs qui empêchent l'Afrique de bien s'insérer au commerce mondial, on retrouve la structure de l'économie et la spécialisation.

a) Les origines structurelles

Depuis plusieurs siècles, l'Afrique a subi la domination coloniale qui en partie l'a appauvrie, car les métropoles ont puisé pendant très longtemps ses ressources matérielles et humaines. Cette présence coloniale a laissé en héritage un système économique inadapté et taillé à la mesure des besoins des européens. La conséquence immédiate est que la structure économique mise sur place présente une forme duale, désarticulée et dépendante.

Cette économie est duale car il coexiste un secteur moderne extraverti et un secteur traditionnel basé sur l'agriculture.

Désarticulée, cette économie présente deux secteurs dont les relations sont très faibles. D'ailleurs les relations du secteur moderne sont très poussées avec le reste du monde où il s'approvisionne en matières premières et équipements (l'extraversion).

Finalement, ce système devient un système dépendant car, sur le plan commercial l'Afrique achète ses biens de production à l'extérieur et y vend ses matières premières. Technologiquement ce continent n'a rien à offrir (pas d'invention et d'innovation) à cause de ses moyens financiers faibles.

Ces facteurs structurels ne peuvent permettre une économie productive adaptable au monde moderne.

b) La spécialisation de l'économie africaine

Incapable de financer ses recherches, l'Afrique s'est spécialisée dans la production et la vente des produits primaires à faible valeur ajoutée (matières premières). Cette spécialisation rend l'économie africaine vulnérable aux changements rapides qui s'opèrent dans le monde. En effet la demande mondiale des produits primaires a été modifiée à cause de la substitution des produits primaires. (le coton est remplacé par les produits synthétiques, l'huile d'arachide par l'huile végétale,...).

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Aussi les prix des produits primaires ne cessent de baisser (détérioration des termes de l'échange). Par ailleurs il faut noter que l'Afrique est absente sur le marché des produits manufacturés.

La conjugaison de tous ces éléments met l'Afrique dans une situation inconfortable et qui bloque son insertion au marché mondial.

En définitive, force est de constater que les échanges mondiaux ont évolué positivement depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Bien que les pays développés aient largement profité de cette évolution, les pays africains n'ont pas pu être bien insérés dans le commerce mondial à cause des insuffisances internes et leur mauvaise spécialisation internationale.

Il reste à inventer une nouvelle stratégie qui régira de façon équitable les échanges internationaux. L'Afrique pourra certes tirer son épingle du jeu, mais vu la position de son économie dans le monde, ses chances ne seront-elles pas minces ?

QUESTION DE SYNTHESE N°12 (BAC 2010 série G)

THEME : LA BALANCE DES PAIEMENTS

I) TRAVAIL PREPARATOIRE

1) Définition

- a) Balance des paiements : Document comptable qui enregistre l'ensemble des transactions entre un pays et le reste du monde au cours d'une année.
- b) Taux de change : C'est la quantité d'unités monétaire d'une économie qu'il faut donner pour acquérir une unité monétaire d'une autre économie.
- c) Devise : c'est une monnaie forte utilisée dans les échanges internationaux.
- d) Compétitivité : C'est l'aptitude à faire face à la concurrence en proposant des produits de bonne qualité ou de produits à faibles prix ou les deux à la fois.

2) Le solde des opérations courantes

Il renseigne sur la capacité ou le besoin de financement d'une économie.

-Si son solde est positif, le pays a une capacité de financement. Il peut constituer des réserves (épargne) ou prêter aux pays déficitaires avec lesquels il échange.

-Un solde négatif par contre, signifie que le pays concerné a un besoin de financement. Dans ce cas, il peut puiser sur ses réserves, s'il en a, ou s'endetter pour financer son déficit.

3) La dévaluation est une mesure officielle des autorités monétaires d'une économie qui consiste à modifier le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre monnaie.

Les effets escomptés d'une dévaluation sont : augmenter le taux de croissance, encourager la consommation locale, accroître le taux d'investissement en attirant les capitaux étrangers, relancer les activités touristiques, diminuer la dépendance commerciale des produits étrangers, développer les activités domestiques ou les relancer...

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

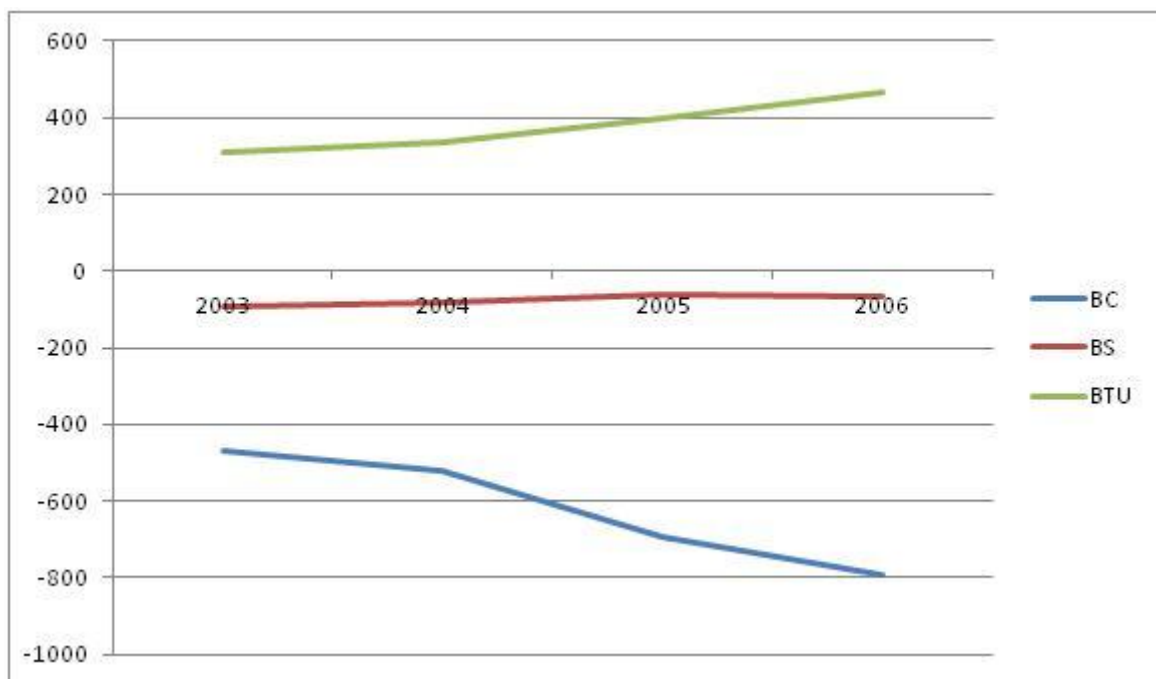
4) Un système de change fixe est un système de change où la parité d'une monnaie par rapport à une autre monnaie est dénie une fois pour toute alors qu'un système de change flexible ou flottant est celui où la parité d'une monnaie par rapport à une autre dépend des variations des offres et des demandes de ces monnaies.

5) Calcul du solde des opérations courantes du Sénégal pour les différentes années

Soldes	2003	2004	2005	2006
Balance des opérations courantes	-253,7	-271,1	-357,2	-395

Sources : BCEAO, Administration sénégalaise.

6) Représentation graphique : Courbes d'évolution des balances des biens de services et des transferts courants



Source : D'après BCEAO, Administration sénégalaise

II) Question de synthèse

A l'instar des pays africains, le Sénégal ne présente pas une situation reluisante de ses échanges extérieurs courants. Son compte courant, c'est-à-dire celui qui enregistre les transactions sur biens et services enregistre une dégradation entre 2003 et 2006.

Quels sont les facteurs explicatifs de cette situation ?

Nous verrons les causes du déficit de la balance commerciale dans une première partie, mais aussi celui des invisibles dans une seconde partie.

I) Les facteurs explicatifs du déficit de la balance commerciale

Les opérations sur les biens ont enregistré un solde négatif dans les périodes 2003 et 2006. De -469,9 milliards de F CFA en 2003, on est passé à -791,9 milliards en 2006. Cela s'explique par le comportement des exportations et des importations

1) L'évolution des exportations

Elles ont connu une hausse de 66,8 milliards, soit 9,14% entre 2003 et 2004, suivie d'une hausse de 4,38% seulement, puis d'une baisse de 2,25% (Doc2). Cette situation s'explique par la spécialisation et la détérioration des termes de l'échange

a) La spécialisation en produits primaires

Le Sénégal est un pays spécialisé essentiellement dans la production et les exportations de produits primaires. Il exporte des produits tels que les fruits, les tomates, les légumes les phosphates, l'arachide, les produits de pêche...

Ces exportations sont vulnérables aux changements de la demande mondiale. En effet, la concurrence de ces produits sur le marché mondial et les substituts de certains d'entre eux, diminuent la vente sénégalaise à l'extérieur.

b) La détérioration des termes de l'échange

Sur le marché international, les prix des produits primaires ne cessent de connaître une baisse progressive à cause des jeux de l'offre et de la demande des produits primaires. Entre 2004 et 2007, le prix du coton au producteur n'a pas dépassé 150 F CFA en moyenne et celui du coton a baissé de 2 F CFA (Doc 1). Lorsque les récoltes mondiales augmentent les il ya hausse de l'offre par rapport à la demande, ce qui diminue le prix. La substitution de certains produits comme le coton par le synthétique, ou de l'huile d'arachide par l'huile végétale, réduisent la demande de ces produits par rapport à l'offre et diminuent le prix et la valeur des ventes. A cela il faut ajouter les catastrophes naturelles comme les inondations et les sécheresses qui diminuent les récoltes.

La spécialisation et la nature des produits exportés sont les raisons qui diminuent la vente des exportations sénégalaises.

2) L'évolution des importations

Les produits importés ont aussi connu une hausse très importante dans la période 2003-2006. Elles ont augmenté de 405 milliards de F CFA entre 2003 et 2006, soit une hausse de 33,73%. Elles ont augmenté respectivement de 9,82%, 15,56%, 5, 36% entre 2003 et 2006 (Doc 2). Cette augmentation des importations s'explique par la hausse des factures pétrolière et céréalière.

a) La hausse des factures pétrolière et céréalière

Bien que le Sénégal exporte des produits primaires, il en importe aussi. En effet, la production rizicole est insuffisante pour satisfaire les besoins des populations. C'est pourquoi ce pays importe en moyenne 600000 tonnes de riz par an. Aussi l'économie sénégalaise a des besoins importants en produits pétroliers qui lui fournissent de l'énergie nécessaire pour la consommation domestique et productive.

b) La forte demande de produits manufacturés

Le faible niveau d'industrialisation ne permet pas au pays de satisfaire la demande locale de produits manufacturés. Ainsi les importations de produits de transformation pèsent lourd dans la balance commerciale. Les biens d'équipement sont importés parce que le niveau technologique ne permet pas de les produire. IL s'agit des voitures, des ordinateurs, équipements électroménagers, ...

L'évolution des exportations est fortement liée à celle des produits manufacturés et de la consommation incompressible de produits pétroliers et céréaliers. Mais la dégradation du compte courant dépend aussi de celle des invisibles

II) L'évolution de la balance des invisibles

Cette balance affiche un solde positif dans la période. Et ce solde a augmenté de 83,5% entre 2003 et 2006. Cette évolution est liée à une forte hausse du solde des transferts unilatéraux qui a largement dépassé celui des services qui est déficitaire. (Doc 2)

1) La balance des services

Elle est concerne plutôt les services touristiques et ceux des technologies de l'information et de la communication.

a) Les services financiers

Les services financiers liés à la dette extérieure ont affiché un déficit. En effet la dette extérieure du Sénégal étant très élevée, les remboursements annuels du capital et des intérêts annuels sont handicapants. Ces services pèsent lourdement sur la balance des services de façon négative.

b) Les autres services

L'essentiel des ventes de services du Sénégal sont plus axées sur les services touristiques, les voyages, le fret, ... Ces services sont excédentaires, à part le fret qui affiche un déficit lourd. Mais ce déficit du fret est en cohérence avec le déficit commercial

2) La balance des transferts unilatéraux

Elle concerne les revenus sans contre partie privés et publics entrant et sortant dans le territoire national.

a) Les transferts unilatéraux privés

Le Sénégal compte beaucoup sur ces revenus pour équilibrer sa position extérieure. Ces revenus qui représentent les envois de travailleurs émigrés et immigrés. Ces revenus atténuent les déficits des comptes de services et de biens.

b) Les transferts unilatéraux publics

Le Sénégal reçoit beaucoup d'aide extérieure des ONG, des Etats partenaires et des institutions internationales. Cette aide extérieure dont les avantages ne sont plus à démontrer, se reflète au niveau de cette balance et atténue le déficit extérieur.

En somme, la dégradation de la balance des opérations courantes s'explique par les déficits enregistrés dans les balances de biens et des services. Les causes sont liées au caractère dépendant de l'économie sénégalaise, mais surtout au faible niveau technologique et sa vulnérabilité aux perturbations extérieures.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHÈSE N°13 (BAC 2016 série L2)

THEME : LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Tableau : Dette extérieure des PED (en milliards de dollars)

Années	1980	2002
Régions		
Asie de l'Est et Pacifique	64,6	509,5
Asie du Sud	37,8	166,8
Moyen Orient et Afrique du Nord	102,5	317,3
Afrique Subsaharienne	60,8	204,4
Amérique Latine et Caraïbes	257,4	789,4
Ex Bloc Soviétique	56,5	396,8

Source : Calculs de Damien MILLET et d'Eric TOUSSAINT, GDF 2003

I) CONNAISSANCE DE TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES (06 points)

- 1) Définir les termes techniques suivants : Dette extérieure, service de la dette, rééchelonnement de la dette et dette bilatérale. **(02 points)**
- 2) En quoi l'endettement excessif peut-il à la longue, ralentir la croissance économique et accélérer la pauvreté dans les PED ? **(02 points)**
- 3) Dans quelle mesure l'annulation de la dette peut-elle permettre la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie des populations ? **(02 points)**

II) CALCULS D'INDICATEURS (02 points)

En utilisant l'indicateur le plus pertinent, calculer l'évolution de la dette extérieure de l'Afrique Subsaharienne et des PED entre 1980 et 2002.

III) REPRESENTATION GRAPHIQUE (04 points)

Représenter par des diagrammes circulaires, la répartition par région de la dette extérieure des PED en 1980 et en 2002

IV) ANALYSE ECONOMIQUE (06 points)

A l'aide de vos connaissances, du tableau, des calculs effectués et du graphique construit, vous montrerez que l'endettement extérieur peut constituer un facteur favorable mais aussi un frein à la croissance économique des PED.

Expression et Présentation (02 points)

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°13**I) CONNAISSANCE DE TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES**

1) Définissons les termes techniques suivants :

Dettes extérieures : c'est l'ensemble des emprunts contractés par un pays à l'étranger.

Service de la dette : il représente le montant de la dette et les intérêts qu'un pays doit rembourser.

Rééchelonnement de la dette : C'est une opération consistant à modifier les modalités de remboursement d'un crédit en réduisant le montant des mensualités et en allongeant la durée de remboursement.

Dettes bilatérales : Une dette est dite bilatérale lorsqu'elle est contractée par un Etat auprès d'un autre Etat.

2) En quoi l'endettement excessif peut-il à la longue, ralentir la croissance économique et accélérer la pauvreté dans les PED ?

- Avec un endettement excessif, le service de la dette va augmenter. Cette augmentation va pousser l'Etat à réduire ses dépenses publiques en haussant l'impôt et en supprimant les subventions ; ce qui va entraîner une baisse des revenus des citoyens d'où un accroissement de la pauvreté.
- De plus, l'endettement excessif pousse l'Etat à vouloir rembourser coûte que coûte ses dettes avec l'application des plans d'ajustements structurels imposés par le FMI et la BM. Pour cela, il est astreint à augmenter les taux d'intérêt des banques afin de décourager les investisseurs et à limiter la création des infrastructures de développement; ce qui va entraîner un ralentissement de la croissance économique.

3) Dans quelle mesure l'annulation de la dette peut-elle permettre la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie des populations ?

Avec l'annulation de la dette, les pays du tiers-monde peuvent développer les infrastructures de base, renforcer les secteurs d'activités et créer des emplois ; ce qui va permettre la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie des populations.

II) CALCULS D'INDICATEURS

L'indicateur le plus pertinent ici, est le TCAM car nous sommes dans une longue période.

$$TCAM = \left[\left(\frac{VA}{VD} \right)^{\frac{1}{n}} - 1 \right] \times 100$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Afrique Subsaharienne: $TCAM = \left[\left(\frac{204,4}{60,8} \right)^{\frac{1}{22}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{5,67\%}$

Pays en développement: $TCAM = \left[\left(\frac{2384,2}{579,6} \right)^{\frac{1}{22}} - 1 \right] \times 100 = \boxed{6,64\%}$

III) REPRESENTATION GRAPHIQUE

Faites les calculs et déterminez les valeurs en degré en vous arrêtant à deux chiffres après la virgule puis construire les deux (02) diagrammes.

NB: *Ce n'est pas la peine de calculer les parts relatives !!!*

IV) ANALYSE ECONOMIQUE

INTRODUCTION

Pour relancer leur activité économique, beaucoup de pays en développement font recours à l'endettement extérieur. Ce dernier désigne l'ensemble des emprunts contractés par un pays à l'étranger. En quoi l'endettement extérieur peut-il constituer un plus à la croissance économique des pays en développement ? Ne peut-il pas être un handicap dans une certaine mesure pour ces pays du tiers monde ? Nous allons d'abord parler des avantages de l'endettement extérieur dans les pays en développement et enfin, nous montrerons qu'il peut constituer un frein à la croissance économique des pays en développement.

I) L'endettement extérieur, facteur nécessaire à la croissance économique des PED

1) Sur le plan économique

On parlera du développement des infrastructures et des secteurs d'activités.

2) Sur le plan social

On parlera de la création d'emplois et de l'amélioration de niveau de vie des populations.

II) L'endettement extérieur, un frein à la croissance économique des PED

1) Les plans d'ajustements structurels

2) Le problème de remboursement

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous pouvons dire que l'endettement extérieur est nécessaire à la croissance économique des pays en développement sur le plan économique et sur le plan social. Cependant, il peut représenter un point noir à la croissance des pays en développement à cause des plans d'ajustements structurels et des difficultés à rembourser cette dette.

L'annulation de la dette n'est-elle pas la meilleure solution pour les PED ?

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

QUESTION DE SYNTHÈSE N°14 (BAC 2011 série L2)
THEME : LES INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT

Pays	TCAM du PIB/ht 1975/2000	PIB/ht en\$ en 2000	IDH en 1975	IDH en 2000
Etats Unis	2	34142	0,863	0,939
Suède	1,4	24277	0,863	0,941
Mexique	0,9	9023	0,689	0,796
Botswana	5,1	<u>7184</u>	0,494	0,572
Chine	8,1	3976	0,523	0,726
Zambie	<u>2,3</u>	780	0,449	0,433

Source : PNUD : Rapport sur le développement humain, 2002

A) CONNAISSANCE DE TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES (04 points)

- 1) Définir les termes suivants : IDH, Croissance, Développement et PIB. **(02 points)**
- 2) Quel lien existe-t-il entre croissance et développement ? **(02 points)**

B) CALCULS D'INDICATEURS (04 points)

- 1) Interpréter les valeurs soulignées du document **(01 point)**
- 2) En prenant les Etats-Unis comme base, transformer les données du PIB/ht en \$, en indice **(1,5 pts)**
- 3) Comparer le PIB/ht du Botswana et celui de la Chine en 2000. Peut-on conclure que le Botswana est plus développé que la Chine ? **(01,5 points)**

C) REPRESENTATION GRAPHIQUE (04 points)

Représenter à l'aide d'un diagramme en barres verticales, le PIB/ht en \$ en 2000 de ces différents pays. Mettre les pays en abscisses.

D) ANALYSE ECONOMIQUE (06 points)

A l'aide des données du tableau et de vos connaissances, montrer l'intérêt et les limites des indicateurs de mesure du niveau de développement.

Expression et Présentation (02 points)

CORRECTION DE L'EPREUVE DE SYNTHÈSE N°14**A) CONNAISSANCE DE TERMES ET MECANISMES ECONOMIQUES (04 points)**

1) Définir les termes suivants :

IDH : un indicateur composite permettant de mesurer le niveau de développement humain d'un pays

Croissance : désigne l'augmentation durable de la production d'un pays

Développement : c'est l'ensemble des transformations mentales, sociales, économiques, structurelles et démographiques accompagnant et améliorant la croissance économique.

PIB : c'est l'ensemble des richesses créées par les agents résidents à l'intérieur du territoire national pendant une année.

2) Le lien entre croissance et développement:

La croissance est une condition préalable au développement dans la mesure où la hausse du PIB et de la richesse distribuée (PIB/ht) entraîne la réduction de la pauvreté, la constitution d'une épargne favorable à l'investissement des entreprises et la création de recettes fiscales qui autorisent les investissements publics (infrastructures). Le développement est nécessaire aussi pour amorcer la croissance dans la mesure où l'investissement public en capital humain (éducation, santé) autorise les transformations de la structure des emplois par type de qualification et par secteurs d'activité.

B) CALCULS D'INDICATEURS

1) Donnons une interprétation des valeurs soulignées du document:

2,3 : Entre 1975 et 2000, le PIB / ht de la Zambie avait augmenté en moyenne de 2,3% par an selon PNUD

7184 : En 2000, le PIB/ht du Botswana était de 7184\$ selon PNUD

2) Transformons les valeurs du PIB/ht en indice en prenant les Etats-Unis comme base

$$i = \frac{VA}{VD} \times 100$$

$$\text{Etats-Unis} : i = \frac{34142}{34142} \times 100 = \underline{\underline{100}}$$

$$\text{Suède} : i = \frac{24277}{34142} \times 100 = \underline{\underline{71,11}}$$

$$\text{Mexique} : i = \frac{9023}{34142} \times 100 = \underline{\underline{26,43}}$$

$$\text{Botswana} : i = \frac{7184}{34142} \times 100 = \underline{\underline{21,04}}$$

$$\text{Chine} : i = \frac{3976}{34142} \times 100 = \underline{\underline{11,65}}$$

$$\text{Zambie} : i = \frac{780}{34142} \times 100 = \underline{\underline{2,28}}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

3) Comparons le PIB/ht du Botswana et celui de la Chine en 2000

$$Ea = VA - VD = 7184\$ - 3976\$ = \underline{\underline{3208\$}}$$

Interprétation : En 2000, le PIB/ht de la Chine était de 3976\$ tandis que celui du Botswana était de 7184\$; soit 3208\$ de plus pour Botswana selon PNUD.

Conclusion : Non, *le Botswana n'est pas plus développé que la Chine* car : l'IDH de la Chine est plus élevé que celui du Botswana de 0,029 points en 1975 et de 0,154 points en 2000. En plus, durant la période 1975-2000, le PIB/ht de la Chine a augmenté en moyenne de 8,1% par an alors que celui du Botswana n'a augmenté en moyenne que de 5,1% par an ; soit 3 points de % de plus pour la Chine selon PNUD. Par conséquent, *la Chine est plus développée que le Botswana*.

C) REPRESENTATION GRAPHIQUE

Titre : Diagramme en barres verticales du PIB/ht en \$ des différents pays en 2000

Échelle : 1cm→3000 \$

Légende :

D) ANALYSE ECONOMIQUE

Pour mesurer le niveau de développement d'un pays, les économistes utilisent certains indicateurs parmi lesquels nous pouvons retenir le PIB et l'IDH.

Le PIB est la valeur totale des biens et services produits par les agents économiques résidents à l'intérieur du territoire national pendant une année alors que l'IDH est un indicateur synthétique qui permet de mesurer le niveau de développement humain d'un pays.

Quels sont les avantages et les lacunes de ces indicateurs de mesure du niveau de développement ?

Pour répondre à cette question, nous allons dans une première partie, montrer les intérêts de ces indicateurs et dans une seconde partie, nous parlerons évidemment de leurs limites.

I) Les intérêts des indicateurs de mesure du niveau de développement

Nous parlerons d'abord des intérêts du PIB et ensuite ceux de l'IDH

1) les intérêts du PIB

Le principal avantage qu'il présente, est qu'il permet de classer les pays selon leur degré de richesse. C'est le cas du tableau statistique qui nous présente le PIB/ht en dollar des différents pays en 2000 en commençant par les Etats-Unis avec un PIB/ht de 34142 dollar pour terminer avec la Zambie qui a un PIB/ht de 780 dollar. En plus, le PIB réel nous permet de faire des comparaisons dans le temps et la parité de pouvoir d'achat nous permet de faire des comparaisons dans l'espace. Par ailleurs, l'augmentation du PIB entraîne non seulement une augmentation de la satisfaction des besoins de base des populations, le renforcement des secteurs d'activités mais aussi, un accroissement du niveau de vie. C'est le cas des Etats-Unis et de la Suède avec des PIB respectifs de 34142 dollar et 24277 dollar en 2000. Enfin, la croissance du PIB permet à l'Etat de créer des emplois avec la construction des infrastructures de base.

2) Les intérêts de l'IDH

En plus du PIB, l'IDH tient compte de la scolarité et du niveau de santé des populations.

-L'IDH prend en compte le niveau de santé qui est mesuré par l'espérance de vie à la naissance qui permet de déterminer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux. C'est ce qui fait que les Etats-Unis et la Suède ont respectivement des IDH de 0,939 et de 0,941.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

-L'IDH prend aussi en compte le niveau d'éducation qui est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société.

II) Les limites des indicateurs de mesure du niveau de développement

Nous parlerons d'abord des limites du PIB et ensuite, celles de l'IDH.

1) Les limites du PIB

Le PIB/ht est une moyenne qui masque des inégalités au sein de la population. Par exemple, la supériorité du PIB du Botswana par rapport à celui de la Chine de 3208 dollar, ne signifie pas qu'il est plus développé car la Chine est beaucoup plus peuplée que le Botswana. De nombreuses activités domestiques telles que l'éducation des enfants, les travaux ménagers, le petit commerce et le travail au marché noir, ne sont pas comptabilisés dans le PIB. De même, l'économie souterraine n'est pas prise en compte dans le PIB. *Dans le temps*, il est difficile de comparer des PIB sur une longue période car, même si on supprime l'effet de l'inflation (variation des prix), il est rare que les prix soient identiques d'une année à une autre. *Dans l'espace*, si les méthodes de comptabilisations sont différentes d'un pays à un autre, il s'avère difficile d'effectuer une comparaison entre les PIB.

2) Les limites de l'IDH

Les économistes reprochent à l'IDH, le choix arbitraire des critères car ils peuvent aussi cacher des inégalités. On aurait pu prendre en compte la participation des femmes à l'activité économique, la liberté syndicale, la liberté de presse, le droit de l'homme, le niveau des traditions. En plus, l'IDH est une moyenne d'indicateurs et c'est comme si ses indicateurs avaient le même poids. Il ya des seuils de santé sous lesquels l'IDH n'est plus pertinent alors qu'il peut toujours être calculé mathématiquement. Un pays qui a un IDH égal à 1, serait considéré comme un pays qui ne peut plus se développer puisqu'il aura atteint le sommet du développement ; ce qui est absurde.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que ces indicateurs de mesure du niveau de développement jouent un rôle primordial dans l'économie des pays dans la mesure où ils tiennent en compte des niveaux de vie, de santé et d'éducation.

Cependant, ils suscitent des insuffisances notamment la non prise en compte de l'environnement, de l'économie souterraine et l'enveloppement des inégalités.

N'existerait-il pas d'autres indicateurs qui seraient beaucoup plus pertinents ?

3^{ème} PARTIE: ETUDES SOCIOLOGIQUES

Cette partie sur la socialisation en classe de TSTEG permet aux candidats :

- ***D'identifier et distinguer les classes sociales, les groupes de statut et les catégories socioprofessionnelles***
- ***D'identifier et de distinguer les types de mobilités***
- ***De comprendre la constitution des chaînes de solidarité***
- ***De comprendre la décomposition des liens sociaux et leur régulation***

Chapitre 1 : La structure sociale et son évolution

Introduction

La structure sociale désigne la répartition des individus en groupes sociaux différenciés. Un groupe social est un groupe dans lequel les individus qui le composent, sont unis par des liens, des interactions entre eux et par un sentiment d'appartenance au groupe.

Exemples : les élèves d'une classe, les membres d'une entreprise, le syndicat des enseignants, les détenus d'une prison...

Section 1 : les inégalités

Dire que deux individus sont différents, c'est dire qu'il existe une ou plusieurs distinctions entre ces individus : la taille, le poids, le teint...mais toute différence n'est pas une inégalité. Pour qu'une différence soit une inégalité, il faut qu'il y ait une hiérarchie, c'est-à-dire, il faut que la différence se traduise en termes d'avantages ou de désavantages.

Exemple : On dira qu'il y a inégalité entre le riche et le pauvre, le travailleur et le chômeur...Ainsi, les inégalités sont des différences entre individus ou groupes sociaux qui se traduisent en termes d'avantages et de désavantages et qui fondent une hiérarchie entre ces personnes là.

I) Les inégalités économiques

Les inégalités économiques désignent la répartition non uniforme des richesses disponibles dans la population. Elles sont composées des inégalités de salaires, des inégalités de revenus et des inégalités de patrimoine.

II) Les inégalités sociales

Les inégalités sociales sont des différences socialement structurées qui se traduisent par des avantages ou des désavantages dans l'accès aux ressources valorisées par la société.

Par exemple, une société qui valorise la jeunesse et ses attributs par rapport à la vieillesse, fait de l'âge, un facteur d'inégalité.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

III) Le cumul des inégalités

Les inégalités sont cumulatives car elles ont tendance à se renforcer mutuellement

1) Les inégalités économiques entraînent des inégalités économiques

Une personne qui a un revenu faible aura tendance à épargner moins ; ce qui fait que son patrimoine sera également faible.

2) Les inégalités économiques entraînent des inégalités sociales

Un individu qui a un salaire insuffisant peut avoir un logement de mauvaise qualité.

3) Les inégalités sociales entraînent des inégalités économiques

Une personne qui n'est toujours pas en bonne santé et qui n'a pas les moyens de se faire soigner, aura du mal à travailler et ne pas obtenir de revenus.

Section 2 : Les classes sociales

I) L'analyse de Karl Marx (1818-1883) : une approche unidimensionnelle, conflictuelle et réaliste des classes sociales

Marx définit les classes sociales à partir d'un seul critère : la place occupée dans le processus de production. C'est donc un critère économique. Pour Marx, ce qui détermine la position sociale, c'est la place dans le système productif.

Selon Marx, le système capitaliste repose sur la propriété privée des moyens de production et sur le salariat : le travail humain est transformé en marchandises vendues sur le marché.

Dans ce système, Marx oppose ceux qui détiennent les moyens de production, c'est à dire le capital, que Marx appelle les **capitalistes (bourgeois, patrons)** à ceux qui ne détiennent que leur force de travail et qui la louent au capitaliste, que Marx nomme **prolétaires (ouvriers, salariés)**.

Dans l'analyse de Marx, les rapports entre les classes sociales sont conflictuels car les différentes classes ont des intérêts qui divergent. Il y a une **domination** des bourgeois sur les prolétaires. En effet, Marx explique que les propriétaires des moyens de production **exploitent** les prolétaires car leur salaire n'est pas à la hauteur de la valeur de ce qu'ils produisent.

Ces deux classes ont donc des intérêts divergents et luttent pour les défendre. On appelle cela la **lutte des classes** : conflit entre les classes sociales antagoniques pour faire valoir leurs intérêts.

Pour Marx, c'est dans la lutte des classes que les classes prennent conscience de leurs intérêts communs et donc de leur existence : la lutte entre les classes sociales fait naître la **conscience de classe**, c'est à dire le sentiment partagé d'appartenir à telle ou telle classe.

Par ailleurs, Marx distingue la « classe en soi » de la « classe pour soi ». Selon lui, les membres d'une **classe en soi** ont des caractéristiques communes, partagent les mêmes conditions de vie, à partir de critères objectifs (liés à la place dans le processus de production), mais n'ont pas forcément de sentiment d'appartenance commune alors qu'on parlera de **classe pour soi** quand les membres du groupe ont conscience d'appartenir au même groupe, d'avoir des intérêts communs et donc de devoir les défendre. Par conséquent, pour qu'on puisse véritablement qualifier de classe un groupe social, il faut qu'il y ait **classe en soi**

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

et pour soi, c'est-à-dire que les membres de ce groupe social aient conscience d'appartenir à un groupe commun : c'est l'exemple de la classe ouvrière

En fin de compte, Marx a une conception réaliste des classes sociales car pour lui elles existent objectivement ; les individus d'une même classe ont une conscience de groupe, des intérêts en commun et s'organisent pour les défendre contre une autre classe sociale.

II) L'analyse de Max Weber(1864-1920) : une approche pluridimensionnelle et nominaliste de la stratification sociale

Pour Max Weber, les dimensions de la stratification sociale sont multiples. Il étudie 3 critères différents pour décrire les positions sociales des individus.

- Selon **un critère économique**, il distingue des classes, qui regroupent des individus placés dans une même situation économique.
- Selon **un critère social**, il distingue des **groupes de statut**, qui regroupent des individus ayant un même degré de prestige social, associé à leur statut social.
- Selon **un critère politique**, il distingue les individus exerçant un pouvoir politique se retrouvant au sein des partis et qui assoient leur domination.

Selon Max Weber, les classes sociales sont construites par le sociologue. Dans cette conception **nominaliste**, le sociologue met les individus dans des catégories (les classes) afin de rendre compte de la structure sociale : c'est la stratification sociale.

Remarque 1 : La vision de Marx et de Weber

- Selon la conception réaliste développée notamment par Karl Marx, les classes sociales sont des groupes sociaux qui existent objectivement, elles ont une réalité propre indépendamment du regard du sociologue, c'est à dire elles existent avant même que le sociologue ne les observe.
- Selon la conception nominaliste développée notamment par Max Weber, les classes sociales sont des collections d'individus, des outils de classement, c'est le sociologue qui rend effectif l'existence de la classe en regroupant des individus selon leur situation économique. Les classes n'existent donc pas objectivement mais sont des constructions du sociologue, les individus qui les composent n'ont pas de conscience de classe.

Remarque 2 : L'analyse de Pierre Bourdieu (1930-2002)

Pour Bourdieu, les classes sociales reposent sur 4 formes de capital :

- **le capital économique** qui représente l'ensemble des ressources (revenus et patrimoine) d'un ménage qui lui permet de défendre ou d'améliorer sa position sociale.
- **le capital culturel** qui est composé par l'ensemble des ressources culturelles (diplômes, monuments, œuvres d'art, bonne éducation, performances linguistiques...).
- **le capital social** désigne l'ensemble des ressources sociales (soutien, protection, sécurisation) qu'un ménage ou un individu peut mobiliser, par son réseau de relations / connaissances.
- **le capital symbolique** qui est la résultante de ces 3 capitaux (la reconnaissance, le prestige).

Section 3 : Les catégories socioprofessionnelles

Élaborée en 1954 par l'INSEE, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles (CSP) est devenue nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) en 1982, suite aux travaux d'Alain Desrosières (1940-2013) et Laurent Thévenot.

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Les PCS sont donc, une nomenclature administrative qui classe la population en fonction de la profession, de la position hiérarchique et du statut.

Les principaux critères permettant de classer les individus dans une PCS sont : la profession (métier), le statut professionnel (salarié ou indépendant), le niveau de qualification (diplôme, expérience), la taille de l'entreprise (petite, moyenne ou grande), le secteur d'activité (primaire, secondaire ou tertiaire), la position hiérarchique (employeur ou salarié) et la différence d'entreprise (publique ou privée).

Section 4 : La mobilité sociale

La mobilité sociale désigne les changements de statut social que connaissent les individus dans une société donnée.

On distingue la mobilité sociale intergénérationnelle et la mobilité sociale intra générationnelle.

I) La mobilité sociale intergénérationnelle

C'est le changement de statut social des enfants par rapport aux parents. Il existe 3 possibilités :

- Soit on a une amélioration du statut social : on parle de promotion sociale ou de ***mobilité sociale ascendante***. Exemple, le fils d'un ouvrier qui devient cadre.
- Soit on a une perte de statut social : on parle de rétrogradation sociale ou ***de mobilité sociale descendante*** ou de déclassement. Exemple, le fils d'un cadre qui devient ouvrier.
- Soit le fils peut avoir une profession différente de ses parents mais un statut équivalent : on parle de ***mobilité sociale horizontale***. Exemple, le fils d'un ouvrier qui devient employé.

NB : Lorsque la position et l'origine sociale sont identiques, c'est-à-dire si le fils et le père ont la même profession, on parle alors de ***reproduction sociale*** ou d'immobilité sociale ou d'hérédité sociale ou de viscosité sociale.

II) La mobilité sociale intra générationnelle

C'est le changement de position sociale d'un individu au cours de sa vie.

III) Les raisons de la mobilité sociale

1) La mobilité structurelle

C'est la part de la mobilité observée qui s'explique par la transformation de la structure sociale due aux changements économiques.

2) La fluidité sociale

Elle mesure les chances respectives des membres de tel ou tel groupe social d'atteindre un certain niveau social donné. Autrement dit, la société est fluide si la position sociale d'un individu n'est pas déterminée par son origine sociale.

3) Le paradoxe d'Anderson

Le paradoxe d'Anderson (1907-1990) est un paradoxe empirique selon lequel l'acquisition par un étudiant d'un diplôme supérieur à celui de son père ne lui assure pas, nécessairement, une position sociale plus élevée.

Chapitre 2 : Les mutations sociales et leurs régulations

Introduction

Le changement social correspond à « toute transformation observable dans le temps qui affecte d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire » selon le sociologue québécois, Guy Rocher né en 1924.

Section 1 : Solidarité, cohésion sociale et intégration

I) Notion de solidarité

La solidarité est un lien fraternel, une valeur sociale ou une obligation réciproque d'aide et d'assistance ou de collaboration gracieuse qui existe entre les personnes d'une communauté du fait du lien qui les unit.

On distingue la solidarité mécanique et la solidarité organique :

1) La solidarité mécanique

Selon le sociologue français, Emile Durkheim (1858-1917), la solidarité mécanique est une forme de cohésion sociale fondée sur la similitude des comportements des individus et des valeurs de la société.

En effet, la solidarité mécanique se retrouve dans les sociétés traditionnelles qui sont de petite taille. Les liens unissant les individus sont des liens de similitude. Ils effectuent ensemble les mêmes tâches et il y a une faible division du travail. Leurs liens permettent de faire émerger une forte conscience collective. Le droit est répressif c'est-à-dire toute personne qui s'écarter de la norme, sera sanctionnée.

2) La solidarité organique

Selon Emile Durkheim (1858-1917), la solidarité organique est une cohésion sociale fondée sur la complémentarité des activités et des fonctions des individus.

En effet, la solidarité organique se retrouve dans les sociétés modernes qui sont de grande taille. Les individus sont différents et sont unis par des liens de complémentarité. Il y a une forte division du travail et se développe alors une forte conscience individuelle. Le droit est restitutif c'est-à-dire il consiste à réparer le dommage causé plutôt que de sanctionner lorsqu'on ne respecte pas la règle.

II) La cohésion sociale

La cohésion sociale correspond à la situation d'un groupe dont les membres sont unis par des valeurs communes ou des règles de vie communes acceptées par tous.

III) L'intégration sociale

L'intégration décrit les modes d'attachement des membres à un groupe ou à une société (travail, religion, famille etc.). Durkheim définit l'intégration comme la propriété d'une société dont les relations entre les membres d'un groupe sont intenses. Intégrer, c'est vouloir vivre ensemble !

Section 2 : La conflictualité sociale et la régulation des conflits

I) Conflits sociaux et mouvements sociaux

1) Les conflits sociaux

Un conflit social est un affrontement entre plusieurs groupes sociaux antagonistes. C'est l'exemple des bourgeois et des prolétaires.

2) Les mouvements sociaux

Les mouvements sociaux correspondent à un ensemble d'actions collectives mettant en cause l'ordre social et cherchant à le transformer.

Une action collective ou action de groupe est une action commune et concertée des membres d'un groupe afin d'atteindre des objectifs communs dans un environnement donné. Exemple, faire la marche par les habitants d'un quartier pour la création d'un poste de santé est une action collective.

II) Régulation des conflits sociaux et syndicat

1) Le rôle des syndicats

Le syndicat assure la défense collective et individuelle des intérêts des salariés au niveau national ou à l'échelle de l'entreprise.

En effet, les syndicats engagent des formes d'actions de protestation comme les grèves, les marches, les débrayages etc.

2) La régulation des conflits

C'est le processus qui amène à l'atténuation des conflits sociaux par l'élaboration de nouvelles règles sociales mieux acceptées des groupes en conflit.

Par conséquent, des règles sont prévues pour prévenir les conflits en obligeant des négociations entre partenaires sociaux (syndicats de salariés et syndicats patronaux) ; ces négociations aboutissent à de nouveaux accords reconnus par les uns et les autres.

4^{ième} PARTIE: SUITES NUMERIQUES, STATISTIQUES, MATRICES

- *Cette 4^e partie vous permet de mieux assimiler certaines notions en Mathématiques après avoir écouté les explications du professeur et appris les formules du cours.*
- *De grâce, posez des questions pertinentes pendant et après le cours ; cela vous permettra de mieux comprendre cette matière.*
- *Faites beaucoup d'exercices de BAC par groupe de 3 ou 4 et montrez-les à votre professeur durant les heures de pause ; cela vous permettra d'être confiant le jour de l'épreuve de Mathématiques.*
- *Il ne faut pas avoir peur de cette matière, il suffit tout simplement de s'exercer après avoir, bien sûr, appris les formules par cœur.*
- *En faisant des exercices de Mathématiques, quand vous vous sentez fatigués, ne continuez pas ; reposez-vous bien ou allez faire du sport jusqu'à ce que vous soyez en forme. Sinon, vous risquez de commettre des erreurs sans les remarquer.*

SUITES NUMERIQUES

Exercice 1 :

Soit (U_n) définie par : $\begin{cases} U_1 = -3 \\ U_{n+1} = \frac{2}{3}U_n - 6 \end{cases}$ et la suite (V_n) définie par : $V_n = U_n + 18$

- 1) Calculer les 3 premiers termes de la suite (U_n) .
- 2) Montrer que (V_n) est une suite géométrique dont on précisera la raison et le 1^{er} terme.
- 3) Exprimer V_n en fonction de n puis U_n en fonction de n .
- 4) Calculer la somme $S_n = V_1 + V_2 + \dots + V_n$ puis $S'_n = U_1 + U_2 + \dots + U_n$
- 5) Les suites (V_n) et (U_n) sont-elles convergentes ?

Correction

1) Calculons les 3 premiers termes de la suite (U_n)

$$U_1 = \boxed{-3}; U_2 = \frac{2}{3}U_1 - 6 = \frac{2}{3} \times (-3) - 6 = -2 - 6 = \boxed{-8};$$

$$U_3 = \frac{2}{3}U_2 - 6 = \frac{2}{3} \times (-8) - 6 = \frac{-16}{3} - 6 = \boxed{-34/3}$$

2) Montrons que (V_n) est une suite géométrique dont on précisera la raison et le 1^{er} terme

(V_n) est une suite géométrique si et seulement si : $\frac{V_{n+1}}{V_n} = q$

$$\text{➤ } V_{n+1} = U_{n+1} + 18 = \frac{2}{3}U_n - 6 + 18 = \frac{2}{3}U_n + 12 = \frac{2U_n + 36}{3}$$

$$\text{➤ } \frac{V_{n+1}}{V_n} = \frac{\frac{2U_n + 36}{3}}{U_n + 18} = \frac{2U_n + 36}{3} \times \frac{1}{U_n + 18} = \frac{2U_n + 36}{3(U_n + 18)} = \frac{2(U_n + 18)}{3(U_n + 18)} = \frac{2}{3} = q$$

Donc, (V_n) est une suite géométrique de raison $q = \frac{2}{3}$ et de 1^{er} terme $V_1 = U_1 + 18 = -3 + 18 = \boxed{15}$

3) Exprimons V_n en fonction de n puis U_n en fonction de n

$$\text{➤ } V_n = q^{n-1} \times V_1 \text{ avec } p = 1 \rightarrow V_n = q^{n-1} \times V_1 = \left(\frac{2}{3}\right)^{n-1} \times 15 \rightarrow \boxed{V_n = 15 \left(\frac{2}{3}\right)^{n-1}}$$

$$\text{➤ } \text{On sait que } V_n = U_n + 18 \rightarrow U_n = V_n - 18 \rightarrow \boxed{U_n = 15 \left(\frac{2}{3}\right)^{n-1} - 18}$$

4) Calculons la somme $S_n = V_1 + V_2 + \dots + V_n$ puis $S'_n = U_1 + U_2 + \dots + U_n$

$$\bullet S_n = V_1 \left(\frac{1-q^n}{1-q}\right) = 15 \left(\frac{1-\left(\frac{2}{3}\right)^n}{1-\frac{2}{3}}\right) = 15 \left(\frac{1-\left(\frac{2}{3}\right)^n}{\frac{1}{3}}\right) = 15 \left[3\left(1 - \left(\frac{2}{3}\right)^n\right)\right] \rightarrow \boxed{S_n = 45 \left[1 - \left(\frac{2}{3}\right)^n\right]}$$

$$\bullet S'_n = U_1 + U_2 + \dots + U_n \rightarrow S'_n = (V_1 - 18) + (V_2 - 18) + \dots + (V_n - 18) = (V_1 + V_2 + \dots + V_n) - 18n = S_n - 18n \rightarrow \boxed{S'_n = 45 \left[1 - \left(\frac{2}{3}\right)^n\right] - 18n}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

5) Les suites (V_n) et (U_n) sont-elles convergentes ?

$$\diamond \lim_{n \rightarrow +\infty} V_n = \lim_{n \rightarrow +\infty} 15\left(\frac{2}{3}\right)^{n-1} = \boxed{0} \text{ car } \lim_{n \rightarrow +\infty} \left(\frac{2}{3}\right)^n = 0 \text{ car } \left|\frac{2}{3}\right| < 1$$

$$\diamond \lim_{n \rightarrow +\infty} U_n = \lim_{n \rightarrow +\infty} 15\left(\frac{2}{3}\right)^{n-1} - 18 = 0 - 18 = \boxed{-18}$$

Conclusion : (V_n) et (U_n) sont donc convergentes ! (V_n) converge vers 0 et (U_n) converge vers -18

Exercice 2 :

Soit la suite (U_n) définie par $U_0 = 7000$ et la relation de récurrence : $U_n = 1,05U_{n-1} + 500$ pour tout $n \in \mathbb{N}^*$ et la suite (V_n) définie par : $V_n = U_n + 10.000$ pour tout $n \in \mathbb{N}$. V_p

1) Démontrer que (V_n) est une suite géométrique.

2) Exprimer V_n en fonction de n . En déduire U_n en fonction de n .

3) Calculer la somme $S_n = V_0 + V_1 + \dots + V_n$ en fonction de n .

4) En Mars 2000, la population électorale de la commune de Foundiougne était de 7000 électeurs. Cette population électorale augmente de 5% par an et 500 électeurs viennent s'y implanter définitivement chaque année. Cette population en 2000+n est donnée par la suite (U_n) . a) Quelle est la population en Mars 2009 ?

b) Etant donné que le taux d'abstention est de 25%, déterminer le nombre de votants en Mars 2009 dans cette commune.

Correction

1) Démontrons que (V_n) est une suite géométrique

(V_n) est une suite géométrique si et seulement si : $\frac{V_{n+1}}{V_n} = q$

$$\text{➤ } V_{n+1} = U_{n+1} + 10.000 = 1,05U_n + 500 + 10.000 = 1,05U_n + 10.500$$

$$\text{➤ } \frac{V_{n+1}}{V_n} = \frac{1,05U_n + 10.500}{U_n + 10.000} = \frac{1,05(U_n + 10.000)}{U_n + 10.000} = \frac{1,05 \cancel{(U_n + 10.000)}}{\cancel{(U_n + 10.000)}} = \boxed{1,05 = q} \text{ Donc, } (V_n) \text{ est une suite géométrique de raison } q = \boxed{1,05} \text{ et de 1}^{\text{er}} \text{ terme : } V_0 = U_0 + 10.000 = 7.000 + 10.000 = \boxed{17.000}$$

2) Exprimons V_n en fonction de n . En déduire U_n en fonction de n

$$\text{➤ } V_n = q^n \times V_0 \rightarrow V_n = (1,05)^n \times 17.000 \rightarrow \boxed{V_n = 17.000 (1,05)^n}$$

$$\text{➤ On sait que } V_n = U_n + 10.000 \rightarrow U_n = V_n - 10.000 \rightarrow \boxed{U_n = 17.000 (1,05)^n - 10.000}$$

3) Calculons la somme $S_n = V_0 + V_1 + \dots + V_n$ en fonction de n

$$S_n = V_0 \left(\frac{1 - q^{n+1}}{1 - q} \right) = 17.000 \left(\frac{1 - (1,05)^{n+1}}{1 - 1,05} \right) = 17.000 \left(\frac{1 - (1,05)^{n+1}}{-0,05} \right) = 17.000 [-20(1 - (1,05)^{n+1})]$$

$$\rightarrow \boxed{S_n = -340.000 [1 - (1,05)^{n+1}]}$$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

4) a) Quelle est la population en Mars 2009 ?

On sait que $U_n = 17.000 (1,05)^n - 10.000$. Soit U_9 , la population en 2009, on a :

$$U_9 = 17.000 (1,05)^9 - 10.000 \rightarrow \boxed{U_9 = 16.373}$$

b) Déterminons le nombre de votants en Mars 2009 dans cette commune

Le taux d'abstention étant de 25%, implique que le nombre de votants en % en Mars 2009

dans cette commune est de 75%. Donc, $V_{\text{otants}} = \frac{16.373 \times 75}{100} = 12.280 \rightarrow \boxed{V_{\text{otants}} = 12.280}$

Exercice 3 :

Le bénéfice réalisé par une entreprise qui était de 5 000 000 F en l'an 2000 augmente de 100 000 F chaque année. Soit b_0 , le bénéfice en 2000 et b_n , le bénéfice en 2000 + n, $n \in \mathbb{N}$.

- 1) Calculer le bénéfice en 2001 et en 2002.
- 2) Exprimer b_{n+1} en fonction de b_n . En déduire la nature de la suite (b_n)
- 3) Exprimer b_n en fonction de n.
- 4) Quel sera le bénéfice en 2012 ?
- 5) En quelle année le bénéfice sera t-il égal à 7 000 000 F ?

Correction

1) Calculons le bénéfice en 2001 et en 2002

Soient b_1 , le bénéfice en 2001 et b_2 , le bénéfice en 2002 :

$$\circ \quad b_1 = b_0 + 100.000 \rightarrow b_1 = 5.000.000 + 100.000 \rightarrow \boxed{b_1 = 5.100.000 \text{ F}}$$

$$\circ \quad b_2 = b_1 + 100.000 \rightarrow b_2 = 5.100.000 + 100.000 \rightarrow \boxed{b_2 = 5.200.000 \text{ F}}$$

2) Exprimons b_{n+1} en fonction de b_n . En déduire la nature de la suite (b_n)

$$\boxed{b_{n+1} = b_n + 100.000} \leftrightarrow b_{n+1} - b_n = 100.000 = r. \text{ Donc, } (b_n) \text{ est une suite arithmétique de raison}$$

$r = 100.000$ et de 1^{ier} terme $b_0 = 5.000.000$

3) Exprimons b_n en fonction de n

$$b_n = b_0 + nr \rightarrow \boxed{b_n = 5.000.000 + 100.000n}$$

4) Quel sera le bénéfice en 2012 ?

$$b_{12} = 5.000.000 + 100.000 \times 12 = 5.000.000 + 1.200.000 \rightarrow \boxed{b_{12} = 6.200.000 \text{ F}}$$

5) En quelle année le bénéfice sera t-il égal à 7 000 000 F ?

$$b_n = 7.000.000 \leftrightarrow 5.000.000 + 100.000n = 7.000.000 \rightarrow \boxed{n = 20}$$

Donc, le bénéfice total sera égal à 7.000.000 F en l'an 2020

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

STATISTIQUESExercice 1

Le tableau suivant donne la tension artérielle Y relevée au sein d'une population donnée en fonction de l'âge X.

X	36	42	48	54	60	66
Y	11,8	12,6	14	T	15,5	15,1

- 1) Déterminer la tension T sachant que la moyenne des tensions artérielles relevée est de $\bar{Y} = 14$
- 2) Calculer le coefficient de corrélation linéaire. Est-elle forte ?
- 3) Déterminer une équation de la droite de régression de Y en X
- 4) Estimer la tension artérielle d'une femme âgée de 70 ans.
- 5) Représenter la droite de régression et placer le point moyen G dans un même repère.

Echelle : (1cm = 6 sur l'axe des abscisses et 1cm = 2 sur l'axe des ordonnées).

Correction

- 1) Déterminons la tension T sachant que la moyenne des tensions artérielles relevée est de $\bar{Y} = 14$

$$\bar{Y} = \frac{11,8+12,6+14+15,5+15,1+T}{6} = \frac{69+T}{6} = 14 \rightarrow 69+T = 6 \times 14 = 84 \rightarrow T = 84 - 69 \rightarrow \boxed{T = 15}$$

- 2) Calculer le coefficient de corrélation linéaire. Est-elle forte ?

Reproduisons le tableau suivant :

x_i	y_i	x_i^2	y_i^2	$x_i y_i$	
36	11,8	1296	139,24	424,8	
42	12,6	1764	158,76	529,2	
48	14	2304	196	672	
54	15	2916	225	810	
60	15,5	3600	240,25	930	
66	15,1	4356	228,01	996,6	
306	84	16236	1187,26	4362,6	Totaux

$$r_{xy} = \frac{\text{Cov}(x,y)}{\sqrt{V(x) \times V(y)}} \quad \text{avec} \quad \bar{x} = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 x_i = \frac{306}{6} = \boxed{51} \quad \text{et} \quad \bar{y} = \boxed{14}$$

- $\text{Cov}(x,y) = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 x_i y_i - \bar{x} \bar{y} = \frac{4362,6}{6} - (51 \times 14) = \boxed{13,1}$
- $V(x) = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 x_i^2 - \bar{x}^2 = \frac{16236}{6} - (51)^2 = \boxed{105}$
- $V(y) = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 y_i^2 - \bar{y}^2 = \frac{1187,26}{6} - (14)^2 = \boxed{1,877}$
- $r_{xy} = \frac{\text{Cov}(x,y)}{\sqrt{V(x) \times V(y)}} = \frac{13,1}{\sqrt{105 \times 1,877}} = \boxed{0,933}$

Mr DIAGNE, Professeur d'Economie LETFP de Kolda 77-163 - 06 - 06 / 77- 849 - 44 - 78

Oui, la corrélation entre l'âge (X) et la tension artérielle (Y) est forte car $r_{xy} > 0,87$

3) Déterminons une équation de la droite de régression de Y en X

$$D_{y/x} : y = \frac{\text{Cov}(x,y)}{V(x)} (x - \bar{x}) + \bar{y} = \frac{13,1}{105} (x - 51) + 14 = 0,125x - 6,375 + 14$$

$$\rightarrow D_{y/x} : y = 0,125x + 7,625$$

4) Estimons la tension artérielle d'une femme âgée de 70 ans

$$x = 70 \leftrightarrow y = 0,125 \times 70 + 7,625 \rightarrow y = 16,375$$

5) Représentons la droite de régression et placer le point moyen G dans un même repère

Exercice 2

Le tableau suivant donne la statistique portant sur les pourcentages x de femmes et y d'hommes atteints par le kwashiorkor pendant les 10 dernières années dans un pays.

X	3	5	6	8	9	11	12	14	17	20
Y	2	3	4	6	5	8	10	11	14	16

- 1) Représenter le nuage de points $M_i (x_i ; y_i)$ dans un repère avec 1cm correspondant à 2%
- 2) Calculer les coordonnées du point moyen G puis placer ce point dans le repère
- 3) Calculer $V(x)$, $V(y)$ et $\text{Cov}(x ; y)$
- 4) Déterminer une équation de la droite de régression de x en y
- 5) Calculer le coefficient de corrélation linéaire. La corrélation est-elle forte ?
- 6) Si le pourcentage des femmes atteintes de Kwashiorkor est de 25%, à quel pourcentage d'hommes atteints par le Kwashiorkor doit-on s'attendre ? Interpréter !

Faites la correction de cet exercice en vous appuyant sur la correction de l'exercice précédent

MATRICES

Exercice 1 (BAC 2012, série G)

Soient les matrices: $A = \begin{pmatrix} 1 & 2 & -1 \\ 2 & 2 & 3 \\ -1 & 1 & 0 \end{pmatrix}$ et $B = \begin{pmatrix} -3 & 0 \\ -1 & 2 \\ 7 & 1 \end{pmatrix}$

- 1) Calculer les matrices $C = A^2$ et $D = (t_B) \times C$
- 2) Montrer que A est inversible.
- 3) Déterminer la matrice A^{-1} , inverse de A, par la méthode du pivot de Gauss.

Correction

1) Calculons les matrices $C = A^2$ et $D = (t_B) \times C$

$$\begin{aligned} \text{➤ } C = A^2 &= A \times A = \begin{pmatrix} 1 & 2 & -1 \\ 2 & 2 & 3 \\ -1 & 1 & 0 \end{pmatrix} \times \begin{pmatrix} 1 & 2 & -1 \\ 2 & 2 & 3 \\ -1 & 1 & 0 \end{pmatrix} \\ &= \begin{pmatrix} 1 \times 1 + 2 \times 2 + (-1) \times (-1); & 1 \times 2 + 2 \times 2 + (-1) \times 1; & 1 \times (-1) + 2 \times 3 + (-1) \times 0 \\ 2 \times 1 + 2 \times 2 + 3 \times (-1); & 2 \times 2 + 2 \times 2 + 3 \times 1; & 2 \times (-1) + 2 \times 3 + 3 \times 0 \\ -1 \times 1 + 1 \times 2 + 0 \times (-1); & -1 \times 2 + 1 \times 2 + 0 \times 1; & -1 \times (-1) + 1 \times 3 + 0 \times 0 \end{pmatrix} \\ &= \begin{pmatrix} 1 + 4 + 1; & 2 + 4 - 1; & -1 + 6 + 0 \\ 2 + 4 - 3; & 4 + 4 + 3; & -2 + 6 + 0 \\ -1 + 2 + 0; & -2 + 2 + 0; & 1 + 3 + 0 \end{pmatrix} \rightarrow C = \begin{pmatrix} 6 & 5 & 5 \\ 3 & 11 & 4 \\ 1 & 0 & 4 \end{pmatrix} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{➤ } D = (t_B) \times C &= \begin{pmatrix} -3 & -1 & 7 \\ 0 & 2 & 1 \end{pmatrix} \times \begin{pmatrix} 6 & 5 & 5 \\ 3 & 11 & 4 \\ 1 & 0 & 4 \end{pmatrix} \\ &= \begin{pmatrix} -3 \times 6 + (-1) \times 3 + 7 \times 1; & -3 \times 5 + (-1) \times 11 + 7 \times 0; & -3 \times 5 + (-1) \times 4 + 7 \times 4 \\ 0 \times 6 + 2 \times 3 + 1 \times 1; & 0 \times 5 + 2 \times 11 + 1 \times 0; & 0 \times 5 + 2 \times 4 + 1 \times 4 \end{pmatrix} \\ &= \begin{pmatrix} -18 - 3 + 7; & -15 - 11 + 0; & -15 - 4 + 28 \\ 0 + 6 + 1; & 0 + 22 + 0; & 0 + 8 + 4 \end{pmatrix} \rightarrow D = \begin{pmatrix} -14 & -26 & 9 \\ 7 & 22 & 12 \end{pmatrix} \end{aligned}$$

2) Montrons que A est inversible

A est inversible si et seulement si $\det A \neq 0$

$$\det A = 1 \begin{vmatrix} 2 & 3 \\ 1 & 0 \end{vmatrix} - 2 \begin{vmatrix} 2 & -1 \\ 1 & 0 \end{vmatrix} - 1 \begin{vmatrix} 2 & -1 \\ 2 & 3 \end{vmatrix}$$

$$\det A = 1(0 - 3) - 2(0 + 1) - 1(6 + 2)$$

$$\det A = 1 \times -3 - 2 \times 1 - 1 \times 8 = -3 - 2 - 8 \rightarrow \det A = \boxed{-13} \neq 0 \rightarrow A \text{ est inversible.}$$

3) Déterminons la matrice A^{-1} , inverse de A , par la méthode du pivot de Gauss

1	2	-1	1	0	0
2	2	3	0	1	0
-1	1	0	0	0	1
1	2	-1	1	0	0
0	-2	5	-2	1	0
0	3	-1	1	0	1
1	0	4	-1	1	0
0	1	$-\frac{5}{2}$	1	$-\frac{1}{2}$	0
0	0	$\frac{13}{2}$	-2	$\frac{3}{2}$	1
1	0	0	$\frac{3}{13}$	$\frac{1}{13}$	$-\frac{8}{13}$
0	1	0	$\frac{3}{13}$	$\frac{1}{13}$	$\frac{5}{13}$
0	0	1	$-\frac{4}{13}$	$\frac{3}{13}$	$\frac{2}{13}$

$$A^{-1} = \begin{pmatrix} \frac{3}{13} & \frac{1}{13} & -\frac{8}{13} \\ \frac{3}{13} & \frac{1}{13} & \frac{5}{13} \\ -\frac{4}{13} & \frac{3}{13} & \frac{2}{13} \end{pmatrix}$$

Exercice 2 (BAC 2015, série G)

Soit la matrice $A = \begin{pmatrix} 1 & 2 & -1 \\ 2 & -1 & 5 \\ 1 & 2 & -3 \end{pmatrix}$

- 1) Calculer $|A|$, le déterminant de A.
- 2) Déterminer A^{-1} , l'inverse de la matrice A
 - a) par la méthode des cofacteurs.
 - b) par la méthode du pivot de Gauss
- 3) Soit le système (E) :
$$\begin{cases} x + 2y - z = 2 \\ 2x - y + 5z = 6 \\ x + 2y - 3z = 0 \end{cases}$$
 - a) Donner l'écriture matricielle de (E)
 - b) En déduire la résolution de (E) dans $\mathbb{R}^3$

Exercice 3 (BAC 2007, série G)

Soit la matrice $A = \begin{pmatrix} -1 & 0 & -1 \\ 1 & -1 & 3 \\ 0 & 1 & -1 \end{pmatrix}$

- 1) Calculer le déterminant de la matrice A.
- 2) Déterminer par la méthode des cofacteurs, la matrice inverse A^{-1} de A.
- 3) Déterminer par la méthode du pivot de Gauss, la matrice inverse A^{-1} de A.

Faites la correction de l'exercice 2 et 3 en vous basant sur la correction de l'exercice 1